Problèmes d'Amérique latine

93

La réélection de Dilma Rousseff : le Brésil en trompe-l'œil

Dominique Vidal
Ricardo Ojima,
Victor Hugo Dias Diógenes,
Bruno Lopes Da Silva
Yves-André Fauré
Hervé Théry

Varia

Daniela Slipak

Lecture

Marie-Noëlle Carré

Éditions ESKA

SOMMAIRE

La réélection de Dilma Rousseff : le Brésil en trompe-l'œil

Dossier coordonné par
Sylvain Souchaud et Dominique Vidal

Présentation : La réélection de Dilma Rousseff : le Brésil en trompe-l'œil
Dominique VIDAL 7

Le Parti des travailleurs au pouvoir : vers une fin de cycle ?
Dominique VIDAL 11

Dynamiques démographiques et politiques sociales au Brésil. Dilemmes et défis politiques du bonus démographique
Ricardo OJIMA, Victor Hugo DIAS DIÓGENES, Bruno LOPES DA SILVA 31

Bonheur privé, carences publiques. Retour sur la fronde sociale de mars-juin 2013 au Brésil
Yves-André FAURÉ 55

Diplomatie, *commodities et soft power*, la projection mondiale du Brésil
Hervé THÉRY 75

VARIA

La justice de la révolution. *Evita Montonera* dans l'Argentine des années 1970
Daniela SLIPAK 91

La réélection de Dilma Rousseff : le Brésil en trompe-l'œil

Dominique VIDAL[1]

La réélection de Dilma Rousseff à la présidence de la République, le 26 octobre 2014, suggère de prime abord que le Brésil continue la séquence commencée douze ans plus tôt avec l'arrivée à la tête de l'État du Parti des travailleurs (PT), lorsque son chef de file historique, Luiz Inácio Lula da Silva, accéda à la magistrature suprême. Pour la première fois dans l'histoire du Brésil, le suffrage universel a accordé un quatrième mandat consécutif au candidat d'une même formation, bien que l'issue du scrutin, au terme d'une campagne électorale âprement disputée, ait été cette fois autrement plus incertaine que lors des trois précédentes éditions.

L'impression de continuité s'arrête pourtant là, tant Dilma Rousseff commence son second mandat dans un contexte singulièrement difficile qui a peu à voir avec le climat d'euphorie dans lequel elle était entrée en fonctions, le 1er janvier 2011. L'économie brésilienne était vite sortie de la récession provoquée par la crise de 2008 et affichait un taux de croissance de 7,5% pour l'année 2010 quand Lula terminait son second mandat. Les temps ont depuis bien changé. La croissance économique, qui avait déjà sérieusement ralenti dès 2011, a été pratiquement nulle en 2014. Le nouveau ministre de l'Économie, Joaquim Levy, connu pour ses positions plus orthodoxes que celles de son prédécesseur, Guido Mantega, a d'ores et déjà annoncé des mesures d'austérité maintenant que le gouvernement ne peut plus compter sur des ressources fiscales élevées. Rien ne dit cependant que cela suffira à recréer un contexte favorable à la croissance au moment où le ralentissement de l'économie chinoise prive le Brésil de revenus assurés par l'exportation de matières premières.

1. Dominique Vidal, sociologue, université Paris Diderot / Urmis.

À ces difficultés économiques s'ajoute l'accroissement continu de l'insatisfaction sociale qui se traduit en particulier par des critiques à l'encontre de la politique gouvernementale émanant de secteurs sociaux les plus divers. Ceux qui, particuliers et entrepreneurs, sont soumis à l'impôt se plaignent d'une pression fiscale trop forte laquelle, selon certains, pèseraient surtout sur les couches moyennes ; ceux qui ont connu une amélioration de leurs conditions de vie durant l'embellie des années Lula découvrent maintenant la fragilité de leur situation. Car l'emploi informel a beau avoir reculé et le chômage être au plus bas depuis plus de trente ans, les revenus du plus grand nombre ne leur permettent pas d'accéder au mode de vie auxquels ils aspirent dans un pays où la qualité des services publics restent notoirement insuffisantes. C'est d'ailleurs l'accroissement du coût des transports en commun dans les grandes villes qui, en juin 2013, a entraîné une vague de manifestations de rue qui a surpris tous les observateurs par son intensité, même si elle fut de courte durée. La protestation a en réalité rassemblé tous les mécontents de la politique menée par le PT au pouvoir qui se retrouvaient, sous le regard de la presse internationale venue au Brésil pour la Coupe des Confédérations, pour dénoncer les dépenses pharaoniques entraînées par l'organisation de la Coupe du monde l'année suivante. Les manifestants en appelaient à des investissements de même importance dans les transports publics, la santé et l'éducation, ainsi qu'une réforme des institutions permettant de mettre fin à la corruption du personnel politique. Sur ce dernier point, le PT – dont l'image avait déjà été sérieusement écornée après le jugement et l'incarcération quelques mois plus tôt de plusieurs de ses figures de proue pour une affaire intervenue sous la présidence de Lula – se retrouvait sous le feu des critiques aux côtés des autres formations. Les scandales de corruption à répétition constituent du reste avec les effets du ralentissement de l'économie ce qui menace aujourd'hui le plus le gouvernement Dilma Rousseff. Directement impliquée dans une colossale malversation de l'entreprise publique Petrobrás, elle ne peut plus désormais suggérer que ces pratiques n'avaient lieu qu'avant qu'elle prenne elle-même les commandes du pays. La gestion réussie et conduite au plus haut sommet des précédentes affaires de corruption n'interdit néanmoins pas de penser que le PT ne parviendra pas à surmonter les conséquences délétères de son implication manifeste dans ce scandale sans précédent qui touche un symbole de l'économie nationale. Ce contexte défavorable n'avait d'ailleurs, répétons-le, pas empêché Dilma Rousseff d'être réélue et, la popularité de Lula dans l'opinion restant à son zénith, rien n'interdit de penser que le PT conservera la présidence dans quatre ans, maintenant que ce dernier ne cache plus son intention de briguer un nouveau mandat.

Se pose alors de question de savoir si la description catastrophiste de l'état du Brésil que proposent les contempteurs de tous bords du parti au pouvoir correspond pleinement aux dynamiques qui s'y laissent observer. Après tout, une majorité d'électeurs a choisi d'accorder ses suffrages à la présidente sortante, et les résultats du PT dans les élections pour le Congrès et dans les États fédérés ont été loin d'être aussi désastreux que d'aucuns l'annonçaient. Suffit-il d'expliquer la continuation de ce cycle par la conver-

sion du parti présidentiel à la Realpolitik, à son recours aux vieilles pratiques de conciliation et de cooptation de la politique brésilienne, à son utilisation d'un clientélisme tous azimuts à sa rhétorique populiste, voire à son adhésion camouflée à l'agenda néo-libéral[2] ? Ou ne peut-on, moins radicalement, s'arrêter sur le moment présent pour le considérer dans toute sa complexité sans pour autant exalter l'indétermination et l'ambivalence ? Car s'il est exact que les nuages s'amoncellent sur le Brésil et que le tableau est assurément moins rose que celui qu'en donnent les gouvernants, on ne saurait en tirer prétexte pour occulter les importantes transformations que le pays a connues et ont amélioré la vie de la majorité des Brésiliens. C'est justement ce que montrent, dans des perspectives différentes, les articles réunis dans ce dossier.

Dominique Vidal revient pour commencer sur le premier mandat de Dilma Rousseff pour se demander si le contexte de sa réélection laisse entrevoir la fin du cycle du PT au pouvoir commencé il y a douze ans. Il montre que, quels qu'aient été les effets de la baisse de la croissance et de la révélation de scandales, son bilan est loin d'être aussi négatif que le prétendent ses opposants, en tout premier lieu pour les couches populaires qui lui ont massivement accordé leurs suffrages. Des améliorations notables ont eu lieu dans les domaines de l'éducation et de la santé, et ce sont en définitive les couches moyennes qui connaissent aujourd'hui l'épreuve de la fragilité des positions. Il n'en reste pas moins cependant que la tâche du gouvernement s'annonce autrement plus compliquée durant les quatre années qui commencent, que ce soit en raison d'une conjoncture économique qui se dégrade que de la difficulté de constituer une majorité stable au Congrès.

Dans l'article suivant, Ricardo Ojima, Victor Hugo Dias Diógenes et Bruno Lopes da Silva utilise les cadres et les données de la démographie pour analyser la situation du Brésil contemporain et décrire les défis qui l'attendent dans les prochaines décennies. Après avoir mis en évidence le « bonus démographique » que le pays connaît actuellement avec l'essentiel de sa population appartenant à la population économiquement active, il souligne que ce moment doit être utilisé opportunément par les pouvoirs publics. Il importe tout particulièrement de financer l'amélioration du système d'enseignement, nécessaire à la compétitivité de l'économie, et de santé, indispensable face à l'inéluctabilité du vieillissement rapide et important des générations aujourd'hui actives. Toutefois, si le retard déjà pris en la matière annonce des problèmes sociaux importants dans un futur proche, comme par exemple l'effondrement du système de retraite par ré-

2. Pour un raisonnement allant en ce sens, on peut lire notamment, parmi les déçus du PT, Francisco de Oliveira, Ruy Braga et Cibele Rizek (eds.), *Hegemonia às avessas. Economia, política e cultura na era da servidão financeira*, São Paulo, Boitempo, 2010, et, parmi leurs émules en langue française, Robert Cabanes et Isabel Georges, « Gestion de la pauvreté et entrepreneuriat de soi : un nouveau compromis de gouvernement au croisement des politiques sociales et néolibérales ? », *Brésil(s)*, n°6, 2014, pp. 7-15.

partition, ils considèrent néanmoins que la part des couches moyennes et supérieures devrait continuer à augmenter.

Yves-André Fauré revient ensuite sur les manifestations spectaculaires de juin 2013 qui, à la surprise générale, ont conduit des centaines de citadins des grandes villes à protester contre la politique du gouvernement et la corruption du personnel politique. Il se saisit de l'évènement pour étudier, en économiste, la conjoncture que connaît actuellement le Brésil, en faisant ressortir les conséquences d'une croissance modeste et continue. Son attention l'amène à décrire les enjeux attachés à la question politique de la « nouvelle classe moyenne », groupe social en extension dont le PT attribue la formation et l'accroissement à sa politique, mais dont les contours sont singulièrement difficiles à préciser et à stabiliser. C'est en effet parmi cette population en ascension gagnée à la consommation de masse et qui caresse des espoirs d'ascension sociale que se trouvent en quantité ceux qui voient leurs aspirations frustrées et sont descendus dans la rue.

Un article d'Hervé Théry clôt le dossier et nous transporte loin de l'univers urbain des classes moyennes pour s'intéresser à la projection extérieure du Brésil. Longtemps peu sensibles à ce qui se passait hors des frontières nationales, les Brésiliens s'ouvrent désormais peu à peu au monde, accompagnant à leur façon le processus de mondialisation. Ils disposent pour cela d'un corps diplomatique talentueux qui a largement contribué à donner au pays une importance croissante dans les relations internationales. Mais cette ouverture au monde ne concerne plus aujourd'hui seulement les membres des élites. Elle se manifeste aussi par la hausse du nombre de Brésiliens qui voyagent hors du Brésil, comme en témoignent l'augmentation du nombre de vols internationaux assurés depuis les aéroports du pays. La visibilité nouvelle du Brésil se mesure aussi à sa place grandissante dans les échanges économiques internationaux et à l'utilisation de son *soft power* qui passe, entre autres, ses grandes universités et ses joueurs de football que se disputent les grands clubs d'Europe.

Les réponses à la question « Où va le Brésil ? », aussi vieille que le débat sur son identité culturelle ou l'interrogation sur l'avenir de son économie, dépendent souvent des éléments sur lequel le commentateur choisit d'insister et, à peine moins fréquemment, de son orientation politique. Les cinq chapitres réunis dans ce dossier n'échappent sans doute pas complètement à ce constat, même s'ils partagent un souci de la nuance et se refusent à toute position dogmatique. Ils ne nous disent pas autrement que, dans les années qui viennent, un sentiment de satisfaction pourrait bien côtoyer celui de l'échec. Cela aura peut-être lieu au lendemain des Jeux olympiques de Rio de Janeiro en 2016, comme lorsque, en juillet 2014, les Brésiliens, de ses dirigeant au petit peuple des rues, se félicitaient que les médias internationaux aient reconnu la qualité de l'organisation de la Coupe du monde après que sa *seleção* a essuyé la plus cinglante défaite de son histoire face à l'Allemagne. Et d'ici là, si l'on en sait beaucoup capables de se bercer d'illusions, on doit constater que le Brésil dispose toujours de solides atouts politiques et économiques pour affronter les défis qui se présentent devant lui.

Le Parti des travailleurs au pouvoir : vers une fin de cycle ?

Dominique VIDAL[1]

Dilma Rousseff a été réélue présidente du Brésil le 26 octobre 2014. Depuis la première victoire de Luís Antônio Lula da Silva en 2002, un candidat issu d'un même parti, le Parti des travailleurs (PT), s'impose pour la quatrième fois consécutive à l'élection présidentielle, un fait sans précédent dans l'histoire de la démocratie au Brésil. Cette formation, qui avait longtemps paru vouée à voir la magistrature suprême lui échapper, s'installe donc dans la durée à la tête de l'État, sans toutefois en contrôler tous les leviers de commande. Le premier mandat de Dilma Rousseff aura même vu l'essor de l'insatisfaction, qui s'est notamment traduite par les manifestations de juin 2013, la fragilisation de l'alliance gouvernementale et des affaires de corruption qui ont entraîné la démission de ministres du PT et l'incarcération de plusieurs de ses dirigeants historiques. Les changements qu'a connus le Brésil au cours de la dernière décennie expliquent néanmoins sa réélection grâce notamment au soutien massif des électeurs des couches populaires et des régions historiquement les moins favorisées. Car quels que soient le mécontentement croissant et les nuages qui planent sur l'économie, la situation du plus grand nombre s'est améliorée pendant cette période et assure toujours au PT une légitimité suffisante pour l'emporter à l'élection présidentielle.

Cet article se propose par conséquent de montrer que la réélection de Dilma Rousseff repose autant sur des fondements solides qu'elle recèle des points névralgiques qui, loin d'interdire la possibilité d'une nouvelle victoire du PT en 2018, rendent incertain son avenir au pouvoir. À cette fin, on re-

1. Dominique Vidal, sociologue, université Paris Diderot / Urmis.

viendra d'abord sur le bilan de son premier mandat qui, selon le point de vue que l'on adopte, peut s'analyser de différentes manières. On évoquera ensuite la fragilisation des positions occupées qu'ont provoquées des transformations sociales plus ou moins récentes. On abordera alors, dans une dernière partie, le résultat à proprement parler des élections générales d'octobre 2014 et la difficulté croissante à gouverner que la présidente est appelée à rencontrer.

1. Un bilan plus complexe qu'il n'y paraît

La forte baisse de la croissance qui a pesé sur le premier mandat de Dilma Rousseff a, sur le plan économique, marqué un contraste net avec l'euphorie qui avait caractérisé les dernières années de Lula à la présidence de la République. Selon les perspectives et les positions occupées, le bilan de la présidente est cependant plus complexe que ce qu'ont pu suggérer les manifestations du mécontentement. On s'en fera une idée en considérant, d'une part, l'emploi et le revenu, et, d'autre part, la situation de l'éducation, soit deux des domaines à partir desquels se forge le jugement que les Brésiliens portent sur leurs gouvernants.

1.1. L'emploi et le revenu

Il est d'usage de constater que, en dépit de l'amélioration de la situation économique au cours de la dernière décennie, la majorité des ménages ne peuvent accéder aux biens et aux services dont ils souhaiteraient disposer. Selon le dernier recensement de 2010, 39.3 % des Brésiliens âgés d'au moins dix ans ont un revenu mensuel inférieur au salaire minimum (205 euros), 32.7 % gagnent entre un et deux salaires minimum (de 205 à 410 euros), 10.6 % entre deux et trois (de 410 à 615 euros), 8.3 % entre trois à cinq (de 615 à 1025 euros), 6.1 % entre cinq et dix (de 1025 à 2050 euros) et 3.1 % plus de dix salaires minimum (plus de 2050 euros). Sans être nécessairement pauvres au sens statistique, beaucoup vivent de ce fait dans des logements sans confort distants des lieux où ils travaillent et étudient. Les soins et une éducation de qualité restent réservés à une minorité de la population, et l'insuffisance du système de protection sociale fait dépendre de solidarités familiales tous ceux, nombreux, qui n'ont pu constituer une épargne de sécurité ou contracter une coûteuse assurance de santé.

Les dix dernières années n'en ont pourtant pas moins été caractérisées par une hausse des revenus et une diminution importante de la pauvreté, et c'est sans doute cette expérience, davantage que la persistance d'inégalités et de difficultés, qui prévaut dans le jugement d'une majorité de la population sur le PT au pouvoir. La croissance économique s'est notamment traduite à partir de 2003 par une élévation du salaire minimum qui sert aussi de base de calcul de nombreuses prestations sociales : il a ainsi augmenté en moyenne de 6.6 % par an en valeur réelle durant les deux mandats de Lula et de 2.5 % par an pendant celui de Dilma Rousseff. La baisse

de la pauvreté au cours de la même période résulte, elle, principalement de la baisse du chômage et de l'augmentation du taux d'activité, notamment chez les femmes, ainsi que des politiques de transferts de revenus liés à la sécurité sociale et à l'assistance, dont l'importance a augmenté au cours de la dernière décennie[2]. En 2003, 35.8 % des Brésiliens vivaient en-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec un revenu inférieur à un dollar par jour, avant que ce taux ne décline rapidement pour s'établir à 15.9 % en 2012.

Contrairement à ce qui aurait pu découler du net ralentissement de la croissance (passée de 7.5 % en 2010 à moins de 1 % en 2014), la dynamique d'inclusion sociale qui avait concerné un nombre important de Brésiliens pendant les années Lula ne s'est donc pas interrompue sous le mandat de Dilma Rousseff. La situation sur le front de l'emploi a même continué de s'améliorer. Le taux de chômage est désormais au plus bas (4.7 % en octobre 2014), et São Paulo et Rio de Janeiro, avec 3.2 % à la même période, connaissent une situation de quasi plein emploi ; l'emploi formel a progressé, franchissant le seuil de 50 % des travailleurs en 2014 contre seulement 39.7 % en 2003. Les emplois créés sont certes pour la plupart mal rémunérés, et la protection du droit du travail reste loin d'être effective dans bien des cas. Il n'en demeure pas moins que, en plus de revenus toujours appréciables, ils confèrent l'identité socialement valorisée de *trabalhador* (« travailleur ») à ceux qui les occupent, notamment lorsque cela s'accompagne du bénéfice d'un livret de travail (*carteira de trabalho*) dûment signé par l'employeur. Ce document constitue, d'une part, une forme de citoyenneté sociale dans l'imaginaire collectif depuis la mise en place d'une législation professionnelle et d'institutions de protection sociale sous le régime de Getúlio Vargas dans les années 1930[3]. Il permet, d'autre part, à ceux qui attestent d'un emploi stable en le présentant d'accéder plus facilement au crédit. L'accroissement du nombre d'emplois dans le secteur formel a, à ce titre, entretenu la frénésie pour la consommation de masse qu'avait déjà rendue possible la hausse des revenus, une consommation de masse dont on sait qu'elle a fourni des biens symbolisant l'inclusion sociale à ceux qui ne pouvaient auparavant les posséder[4].

Aussi les tensions sociales qui ont incontestablement augmenté sous Dilma Rousseff ne doivent-elles pas faire oublier que si, pour certains, le sentiment de blocage de la société l'a emporté dans l'appréciation de la conjoncture, d'autres, de toute évidence plus nombreux, y ont trouvé de quoi s'en estimer plus satisfaits au moment d'aller voter.

---

2. Sonia Rocha, « Transferts de revenus et pauvreté au Brésil », *Revue Tiers Monde*, n°205, 2011, pp. 191-210.

3. Wanderley Guilherme dos Santos, *Cidadania e justiça. A política social na ordem brasileira*, Rio de Janeiro, Campus, 1987 (1979) ; Adalberto Cardoso, *A construção da sociedade do trabalho no Brasil. Uma investigação sobre a persistência secular das desigualdades*, Rio de Janeiro, Editora FGV, 2010.

4. Voir Paul Cary, « Réflexions sur la "société de consommation" brésilienne », *Problèmes d'Amérique latine*, n°4, 2010, pp. 75-90.

1.2. La demande d'éducation

Les conséquences des mesures prises par le gouvernement fédéral pour répondre à la forte demande d'éducation illustrent sous un autre angle la diversité des jugements que son bilan peut susciter. Dans un pays où 84 % des habitants résident dans une zone urbaine, la mobilité sociale ne passe plus par la mobilité géographique, comme ce fut le cas entre 1940 et 1980 quand la population bascula vers les villes, mais par l'obtention de diplômes plus que jamais essentiels pour obtenir un emploi qualifié dans une économie où le secteur des services occupe 71 % de la population active[5].

Or le système éducatif se révèle toujours incapable de répondre à la demande d'éducation et aux besoins du marché du travail. Les efforts de politique publique poursuivis depuis le retour de la démocratie n'ont pas permis de compenser le retard historique du Brésil en ce domaine. L'enseignement secondaire – notamment celui dispensé dans les établissements publics que fréquentent massivement les jeunes des milieux populaires – concentre le feu des critiques[6]. Les enquêtes PISA sur le suivi des acquis des élèves placent le Brésil dans le bas des comparaisons internationales pour ce qui concerne la lecture, les mathématiques et les connaissances scientifiques. La plupart des indicateurs le situent encore derrière le Chili, l'Argentine, le Mexique et la Colombie. En 2010, seulement 33 % de la population âgée de plus de 15 ans était par exemple arrivé au terme des études secondaires, et moins de 5 % avait obtenu un diplôme universitaire. Les efforts des pouvoirs publics n'ont par ailleurs pas permis de revenir sur la stratification de l'enseignement secondaire et supérieur qui a accompagné l'expansion scolaire[7]. Les formations universitaires les plus recherchées accueillent toujours pour l'essentiel des étudiants de milieux aisés dont les familles ont pu payer des études secondaires dans des établissements privés qui préparent le mieux à leurs difficiles concours d'admission[8].

Des changements notables sont toutefois intervenus au cours des dernières années. Depuis 2000, et en particulier après l'amélioration des comptes publics entraînés par la reprise de la croissance, le Brésil est devenu l'un des pays de l'OCDE qui a le plus vu augmenter la part des dépenses d'éducation dans le budget de l'État. Dans l'enseignement primaire et secondaire, il en a découlé une amélioration de la formation et des trai-

5. La baisse récente du chômage s'explique d'ailleurs en partie, selon certains économistes, par la sortie du marché du travail de travailleurs en reprise d'études. Cf. *O Estado de São Paulo*, 24 octobre 2014.

6. Pour une description fine de l'enseignement secondaire public à Rio de Janeiro, voir Christophe Brochier, *Les collégiens des favelas. Vie de quartier et quotidien scolaire à Rio de Janeiro*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2009.

7. Arnaldo Mont'Alvão, « Estratificação educacional no Brasil do século XXI », *Dados*, vol. 54, n°2, 2011, pp. 389-430.

8. Ana Maria Fonseca de Almeida, *As escolas dos dirigentes paulistas: ensino médio, vestibular, desigualdade social*, Belo Horizonte, Argumentum, 2009.

tements des enseignants, même si les situations à l'échelon local présentent encore des contrastes importants et que les effets de cette politique n'ont encore pu être véritablement constatés. De son côté, l'enseignement supérieur a également connu des évolutions importantes qui modifient progressivement la composition de la population estudiantine et renforce la recherche publique. D'importants programmes de bourses ont facilité depuis plus d'une décennie l'accès à l'université d'étudiants issus de familles défavorisées et de l'enseignement secondaire public. Si ces derniers constituent les gros bataillons d'établissements d'enseignement supérieur privés de qualité souvent médiocre, certains d'entre eux introduisent maintenant de la diversité dans des cursus longtemps l'apanage de l'élite, comme la médecine, l'architecture et le droit. Les quotas de places que certaines universités prestigieuses réservent aux étudiants qui se considèrent noirs, métis et descendants d'indigènes participent de ce processus de diversification. Longtemps décriées comme génératrices de clivages raciaux, les politiques d'*affirmative action* n'ont à ce jour pas produit les fractures que certains redoutaient[9]. Il se peut bien sûr que ce qui en a facilité la relative acceptation réside moins dans un esprit d'ouverture qui aurait gagné l'ensemble de la société que dans l'augmentation du nombre de places dans les établissements publics, au moyen notamment de l'ouverture de nouveaux campus dans les universités fédérales[10], et à l'existence de nombreux débouchés sur le marché du travail.

Cela étant, la dernière décennie aura aussi été pour de nombreuses familles des couches populaires urbaines celle qui aura vu pour la première fois l'entrée d'un de ses membres à l'université. Et s'il ne fait aucun doute que l'action publique n'a pas répondu aux besoins exprimés tant par les aspirants à l'enseignement supérieur que par une économie en manque de travailleurs possédant un niveau de qualification élevé, on se doit aussi de constater qu'une bonne partie de la population a objectivement vu s'améliorer ses possibilités d'accès à l'éducation.

2. Transformations sociales et fragilité des positions

L'importante diminution de la pauvreté et la réduction des inégalités de revenus n'ont néanmoins guère entamé les distances sociales et symboliques. En stimulant la consommation, l'amélioration générale du niveau de vie a plutôt poussé à mesurer ce qui sépare des mieux fortunés que soi et, tandis que ceux qui peuvent encore s'élever regardent plus que jamais vers le haut, tout le monde redoute de se voir rattrapé ou distancé dans la hiérarchie sociale. L'évaluation de la position occupée s'accompagne en

9. André Cicalo, *Urban encounters. Affirmative action and Black identities in Brazil*, New York, Palgrave MacMillan, 2013.

10. Voir à ce propos l'article de Yves-A. Fauré, « Bonheur privé, carences publiques. Retour sur la fronde sociale de mars-juin 2013 au Brésil » dans ce même numéro des *Problèmes d'Amérique latine*.

même temps d'une plus grande sensibilité aux inégalités et à leurs conséquences, tandis que des secteurs sociaux très variés sont amenés à ressentir, sous une forme ou une autre, la fragilité de leurs positions.

2.1. Une sensibilité accrue aux inégalités

Une part de plus en plus importante de la population n'accepte plus que les institutions ne traitent pas les citoyens sur un pied d'égalité. Il faut voir là l'indice d'une sensibilité nouvelle aux inégalités qui résulte, d'une part, de la dynamique égalitaire entraînée par la comparabilité croissante des situations dans un contexte d'urbanisation massive et, d'autre part, du changement politique depuis la fin du régime militaire. Adoptés dans le sillage de la Constitution fédérale de 1988 qui entend sceller l'inscription du Brésil dans un ordre démocratique, de nombreux textes juridiques qui entendent protéger les individus contre les torts qui pourraient leur être faits dans des domaines aussi divers que la consommation, le monde du travail et la sociabilité sur le lieu de résidence alimente de nombreux conflits[11]. Et la dénonciation de discriminations en tous genres constitue l'ordinaire des conversations des milieux populaires qui, avec l'aide d'avocats à la recherche de petites affaires, vont de plus en plus en justice quand ils s'estiment injustement traités.

La protection du droit varie toujours cependant selon la position sociale occupée et la capacité à accéder aux administrations au moyen d'intermédiaires[12]. Les couches les plus favorisées obtiennent toujours des pouvoirs publics une présence policière qui limite l'insécurité dans les quartiers où elles résident, sans pour autant cesser de bénéficier à l'occasion de passe-droits en recourant à leurs relations haut placées. De leur côté, les habitants des quartiers populaires et des favelas en sont bien souvent réduits à ne pouvoir compter que sur la régulation assurée par les hommes forts du lieu, qu'il s'agisse de bandes de délinquants ou de milices privées agissant au mépris de la loi en contrepartie d'une contribution pour leurs services[13].

---

11. Bernardo Sorj, *A nova sociedade brasileira*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar Editor, 2000 ; Luís Roberto Cardoso de Oliveira, *Droit légal et insulte morale. Dilemmes de la citoyenneté au Brésil, au Québec et aux États-Unis*, Laval, Les Presses de l'Université de Laval, 2005.

12. James Holston, *Insurgent Citizenship. Disjunctions of Democracy and Modernity in Brazil*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

13. Les attaques contre les biens et les personnes concernent néanmoins l'ensemble de la population, et tous les Brésiliens s'accordent pour considérer la violence comme le principal fléau que connaît le pays. Le nombre d'homicides n'a pas varié au cours de la dernière décennie, faisant en moyenne autour de 50 000 victimes par an. Les politiques de sécurité publique sont pourtant loin d'être sans effets comme le montrent les variations locales sur la durée du taux d'homicides, mais elles ne suffisent pas à faire reculer la criminalité violente sur l'ensemble du territoire. La police élucide par ailleurs peu des affaires portées à sa connaissance, ce qui entretient les pratiques d'auto-défense et les règlements de comptes. Voir notamment à ce sujet Julio Jacobo Waiselfisz, *Mapa da violência 2013. Homicídios e juventude no Brasil*, CEBELA/FLACSO Brasil, 2013.

On ne saurait évidemment s'en tenir aux seules données sur la violence criminelle et le sentiment d'insécurité qu'elle nourrit pour apprécier l'État de droit au Brésil. Depuis la fin du régime militaire, des avancées importantes ont eu lieu dans ce domaine. De la création de commissariats spécialisés dans les violences faites aux femmes aux décisions juridiques favorables aux résidents de zones urbaines illégalement occupées, en passant par la protection de l'enfance et des droits du consommateur, la possibilité d'accéder au droit a indubitablement augmenté pour la grande majorité de la population. Mais cette évolution se trouve reléguée au second plan par le constat des lenteurs des procédures judiciaires et d'une loi qui protège toujours mieux ceux qui disposent de ressources pour s'assurer les services de bons avocats. C'est là encore la sensibilité aux inégalités qui commande l'interprétation de la conjoncture.

La situation de la santé publique, qui a également bénéficié de l'action du législateur et de considérables ressources dans le prolongement de la Constitution fédérale de 1988, représente un autre domaine où, nonobstant des progrès notables, la perception d'inégalités demeure saillante. Les principaux indicateurs (espérance de vie, mortalité infantile) ont, d'un côté, beau avoir connu une amélioration importante, en même temps que, aussi imparfait soit-il, la mise en place d'un système de santé publique (SUS) a permis la prise en charge de millions de familles pauvres, des campagnes de vaccination infantiles efficaces et le contrôle de l'épidémie de sida. L'augmentation du pouvoir d'achat a toutefois, d'un autre côté, entraîné le développement du secteur privé qui assure souvent des prestations de meilleure qualité accessibles seulement aux ménages qui en ont les moyens. Et si l'accès aux soins s'est amélioré pour tous, le contraste entre ceux qui ne bénéficient que du SUS et les autres n'en est que plus marqué et alimente les jugements sur l'insuffisance de l'action publique.

2.2. Des équilibres chancelants

La sensibilité accrue aux inégalités reflète aussi la fragilité croissante des équilibres entre des milieux sociaux séparés par d'importantes différences de revenus. S'il y a encore quatre décennies les migrants ruraux ressentaient en ville un sentiment de promotion sociale qui leur faisaient se satisfaire de conditions de vie difficiles, tel n'est pas le cas de leurs descendants et des générations nées dans les centres urbains qui espèrent aujourd'hui accéder à une position stable et valorisée[14]. Les équipements urbains et les services publics ont bien connu une amélioration considérable durant les trente dernières années, il reste d'une qualité très éloignée

14. Janice Perlman a documenté ces changements de perception en milieu populaire en retournant longuement dans les années 2000 dans les zones urbaines où elle avait enquêté à la fin des années 1960. Voir Janice Perlman, *Favela. Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*, New York, Oxford University Press, 2010.

de celle à laquelle aspirent ceux qui ont sous les yeux sans pouvoir l'atteindre le mode de vie des couches favorisées. Plus toutefois que le contraste entre la ville prospère des résidents des beaux quartiers et les périphéries où vivent la majorité des urbains, ce sont les relations sociales entre les uns et les autres qui apparaissent de plus en plus sources de tensions qui ont pour enjeux la place à laquelle chacun aspire. Considérons pour prendre la mesure de ce qui se joue dans les distances sociales et symboliques deux évènements récents qui ont suscité des débats passionnés dans les médias : le Projet d'Amendement à la Constitution n°72 – dont on parle comme le « PEC des domestiques » – qui accorde aux travailleurs domestiques (des femmes à plus de 93 %) les mêmes droits que les autres catégories de travailleurs ; les rassemblements-éclairs (ou *rolêzinhos*, d'une expression argotique signifiant « aller faire un petit tour ») dans des lieux publics, notamment des centres commerciaux de quartiers résidentiels, de jeunes massivement issus des milieux populaires et du bas des classes moyennes.

Le PEC des domestiques s'inscrit dans le prolongement d'un ensemble de dispositions promulguées par la Constitution fédérale de 1988 qui avait garanti, entre autres, aux travailleurs domestiques un revenu au moins égal au salaire minimum, un préavis de licenciement d'un mois, un jour de repos par semaine, 120 jours de congé maternité, et trente jours de vacances par an. Il en avait déjà découlé un accroissement des revenus de cette catégorie et de sa formalisation sur fond de tensions nouvelles entre les employeurs et les femmes qu'ils emploient à leur domicile. De plus en plus fréquemment utilisée, la possibilité des domestiques de recourir à la justice du travail lorsqu'elles estiment que le droit du travail n'a pas été respecté a en particulier mis à mal la logique paternaliste qui gouvernait des relations s'établissant jusque-là principalement de gré à gré hors d'un cadre juridique[15]. En accordant le droit à l'assurance-chômage et au versement d'heures supplémentaires si une employée domestique travaille plus de 8 heures par jour et 44 heures par semaine, le PEC des domestiques achève de modifier l'économie générale des relations entre celles qui servent et ceux qui se font servir. Davantage qu'un renchérissement du coût du travail pour l'employeur, il limite désormais sa capacité à disposer à sa guise du temps de son employée, surtout lorsque cette dernière réside à son domicile. De nombreux patrons de domestiques ont exprimé le sentiment de fin d'une époque lors de la discussion au Congrès de cet amendement. Amplement relayés par les médias, mais en peine perdue, ils se sont lamentés sur le fait que ces nouveaux droits, en contraignant les conditions d'embauche de personnel de maison, réduiraient l'offre d'emplois dans ce secteur et priveraient les domestiques de la protection et des secours que les employeurs ont coutume de leur accorder. C'est en réalité le socle de la hiérarchie que le droit est venu ébranler. Le PEC des domestiques accroît, d'une part, la

15. Dominique Vidal, *Les bonnes de Rio. Emploi domestique et société démocratique au Brésil*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007 ; Jefferson Belarmino de Freitas, « Sobre a humilhação no cotidiano do emprego doméstico », *Dados*, vol. 57, n°1, 2014, pp. 199-236.

protection de cette catégorie contre l'arbitraire de l'employeur, mais, d'autre part, et surtout, il en fait des travailleurs comme les autres et les place ce faisant sur un pied d'égalité juridique avec ceux qui les emploient. Le droit ne supprime certes pas la domination au travail, mais il réduit dans les faits l'écart qui sépare une domestique et ses patrons, de même qu'il ouvre de nouvelles possibilités de contestation d'une relation dont chaque partie connaît la fragilité intrinsèque. Et bien que tous ses décrets d'application n'aient pas encore été publiés et que l'effectivité de son application soit loin d'être acquise, le vote du PEC des domestiques exprime la progression lente et difficile de la dynamique égalitaire dans les institutions comme dans la société.

Les *rolêzinhos* qui ont commencé à São Paulo et Rio de Janeiro à la fin de l'année 2013 pour se poursuivre durant l'été austral ont également vu s'exprimer la déstabilisation identitaire des couches dominantes entraînée par la réduction des distances sociales. À la manière des *flash mobs*, ils ont consisté en des rassemblements pouvant aller jusqu'à plusieurs milliers de jeunes, issus pour beaucoup de strates sociales inférieures, qui envahissaient subitement ces temples de la consommation que sont les grands shopping centres des métropoles. Rapidement mobilisés par l'annonce soudaine d'un point de rencontre sur les réseaux sociaux auxquels la diffusion de la téléphonie mobile a généralisé l'accès, ils perturbaient le fonctionnement ordinaire des lieux, même si peu d'actes de vandalisme ont été enregistrés. Cela a pourtant suffi pour que l'inquiétude s'empare des usagers habituels des shopping centres et de leurs commerçants, au point d'entraîner plusieurs interventions musclées de vigiles et de la police appelée en renfort. La crainte de voir cette foule profiter de l'effet de nombre pour dévaliser les passants et les boutiques en recourant à la technique du coup de filet (*arrastão*) a été mise en avant pour justifier l'usage de la force et le contrôle de l'accès à ces centres commerciaux. Aux yeux de nombreux observateurs, l'émoi suscité par les *rolêzinhos* traduit surtout une peur plus profonde des milieux favorisés devant la menace qui plane sur l'entre-soi qu'ils affectionnent[16]. Car en stimulant de nouveaux désirs de consommation, la hausse des revenus a attiré vers ces espaces publics une population qui s'en tenait auparavant à l'écart. Le shopping centre devient de ce fait l'un des endroits où les mieux lotis d'hier et d'aujourd'hui découvrent qu'ils n'ont plus l'apanage des lieux et des signes statutaires qui s'y achètent, tandis que les nouveaux venus à la consommation ne peuvent que constater ce qui les en séparent encore.

La menace du déclassement statutaire touche aussi des catégories professionnelles solidement installées au sommet de la hiérarchie sociale et historiquement protégées par le droit. Les organisations professionnelles de médecins ont ainsi vivement manifesté leur opposition au programme

16. Teresa Pires do Rio Caldeira, « Qual a novidade dos rolêzinhos? Espaço público, desigualdade e mudança em São Paulo », *Novos Estudos Cebrap*, n°98, 2014, pp. 13-20.

Mais médicos (« Davantage de médecins ») mis en œuvre par le gouvernement fédéral courant 2013. Dans le cadre de la politique de santé publique, ce programme facilite, entre autres dispositions, l'installation de médecins étrangers dans des localités où leur nombre est insuffisant, notamment dans les zones urbaines déshéritées, les petites villes et de nombreux États des régions Nord et Nord-Est. Au nom de la défense d'une médecine de qualité par des professionnels de santé formés au Brésil, les diverses organisations de médecins et d'étudiants en médecine ont surtout rappelé à grands cris la force du corporatisme dans des discours aux accents xénophobes protestant contre l'arrivée de médecins cubains.

La diversité des revendications catégorielles qui ont ponctué la mandature de Dilma Rousseff révèle en outre, de façon plus générale, que personne ne s'estime à l'abri de l'ombre qui plane désormais sur la croissance économique. Tous les syndicats de fonctionnaires jugent insuffisantes les revalorisations régulières des traitements et dénoncent l'écart qui s'accentue entre secteur public et secteur privé. Les grandes entreprises comme les petits commerçants et les ménages soumis à l'impôt sur le revenu se plaignent du poids de la fiscalité sur leurs budgets, tandis que ceux qui tirent leurs revenus de l'économie informelle s'offusquent des conséquences sur leurs activités des politiques publiques visant à la résorber.

2.3. Labilité de la classe moyenne

Depuis la présidence de Lula, la communication politique du gouvernement brésilien s'emploie à transmettre l'idée que la hausse des revenus a fait du Brésil un pays où la majorité de la population n'est plus formée de pauvres et où la classe moyenne représente dorénavant le groupe le plus nombreux. Cette définition officielle de ladite classe moyenne englobe toutes les familles dont le revenu par tête oscille entre 95 euros et 340 euros par mois, soit une population dont le niveau de vie reste limité, mais qui, si l'on suit les critères retenus, rassemble 48.5 % des Brésiliens, entre une « classe basse » et une « classe haute » qui en comptent, respectivement, 33.7 % et 17.8 %[17]. C'est notamment la position défendue par l'économiste Marcelo Neri, devenu en 2013 ministre du Secrétariat aux questions stratégiques de la présidence de la République, dont les travaux sur la « nouvelle classe moyenne » ont eu un large écho dans les médias[18]. Elle repose sur la croissance, entre 2003 et 2010, d'une classe de revenus, la « classe C », qui regroupe les ménages ayant, pour cette dernière année, un revenu moyen par ménage entre 477 et 2059 euros[19]. Elle est aussi devenue une catégorie dans laquelle on peut ranger plus de 50 % de la popu-

17. Voir http://www.sae.gov.br/site/?p=17351, accédé le 27 octobre 2014.

18. Marcelo Neri, A *nova classe média. O lado brilhante da pirâmide*, São Paulo, Saraiva, 2011.

19. Pour une discussion de cet agrégat statistique et de ses usages, voir Paul Cary, article cité.

lation au terme des deux mandats de Lula entre, d'un côté, les classes A et B, et, d'un autre côté, les classes D et E, après que la hausse des revenus a fait diminuer les effectifs de ces deux dernières classes de revenus au bas de la pyramide sociale. D'où l'idée que le Brésil serait un pays de classe moyenne, la classe de revenu intermédiaire étant maintenant la plus importante. Ce découpage reste néanmoins loin de susciter l'unanimité chez les chercheurs qui réfléchissent aux transformations récentes de la stratification sociale. Amaury de Souza et Bolívar Lamounier ont montré que ladite classe C ne correspondait pas à ce que la sociologie de la stratification entend habituellement par classe moyenne, mais englobe des groupes très différents entre eux[20]. Ils établissent ainsi une claire différence entre ce qu'ils nomment la « classe moyenne traditionnelle », qui a une position stabilisée grâce à des acquis sociaux obtenus de longue date, et une « nouvelle classe moyenne émergente », qui cherche à la rejoindre en s'endettant souvent sur la longue durée. D'autres auteurs, tel Jessé Souza, contestent radicalement l'appartenance à la classe moyenne des milieux populaires qui ont accédé à la consommation de masse[21]. Leurs revenus demeurent, selon eux, trop bas pour qu'ils puissent être assurés d'appartenir vraiment au monde des classes moyennes plutôt qu'à celui des couches laborieuses toujours à la merci d'un retournement de conjoncture.

Plus que ces divergences au sein du monde académique, l'usage ordinaire du terme de *classe média* permet toutefois toujours de distinguer les couches sociales qui revendiquent une orientation et une culture radicalement différentes des comportements prêtés aux populations rassemblées sous les termes de « pauvres » ou de « peuple ». Ceux qui estiment appartenir de longue date à cette catégorie sociale l'utilisent couramment pour se démarquer radicalement de groupes dont la situation s'est améliorée au cours de la dernière décennie et ont maintenant des revenus qui se rapprochent des leurs. Ils font en particulier de l'éducation le socle de la place qu'ils s'attribuent ou revendiquent, en insistant sur les titres scolaires acquis au prix de lourds sacrifices ou en pourfendant le mauvais goût de ces nouveaux consommateurs. La *classe média* tire en effet au Brésil son identité collective, non de sa place dans les rapports de production comme l'affirme l'analyse marxiste, mais de sa capacité à s'ériger en représentante de la normalité culturelle.

Mais si les distinctions hiérarchiques que permet l'utilisation de la catégorie de classe moyenne n'ont pas perdu de leur importance dans les classements sociaux, ses frontières n'en ont sans doute jamais été aussi labiles. Ceux qui s'y pensaient solidement installés ne peuvent que constater que les transformations sociales récentes ont mis leur univers à la portée d'un

20. Amaury de Souza, Bolívar Lamounier, *A classe média brasileira. Ambições, valores e projetos de sociedade*, Rio de Janeiro, Elsevier, 2010.

21. Jessé Souza, *Os batalhadores brasileiros : Nova classe média ou nova classe trabalhadora?*, Belo Horizonte, Universidade Federal de Minas Gerais, 2010.

plus grand nombre, tandis que ceux qui aspirent à les rejoindre prennent régulièrement la mesure des distances qui les en séparent encore et de la fragilité de leur avancée.

3. Le PT en porte-à-faux ?

Le mécontentement croissant n'a pourtant pas empêché la réélection de Dilma Rousseff et le succès d'un candidat du Parti des travailleurs à l'élection présidentielle pour la quatrième fois consécutive. Les résultats des élections générales d'octobre 2014 montrent toutefois que ni la présidente, ni le PT, n'auront la partie facile durant les quatre années qui s'annoncent, tant le ralentissement de la croissance, les accusations de corruption et les problèmes de gouvernabilité les placent dans une situation difficile.

3.1. Les élections générales d'octobre 2014

Les 6 et 30 octobre 2014, les électeurs se sont rendus aux urnes pour élire le président de la République, les gouverneurs, un tiers des sénateurs, les membres de la Chambre des députés, ainsi que les parlementaires des assemblées législatives des États fédérés et du district fédéral. Le PT a abordé ces élections générales dans une situation autrement plus difficile qu'aux deux précédentes éditions. La candidature de Dilma Rousseff à sa réélection a tout d'abord tardé à s'imposer parmi ses militants. À ceux qui la contestent de longue date s'ajoutent ceux qui craignent que son intransigeance vis-à-vis d'alliés potentiels n'empêche la formation d'une coalition solide et que son image écornée par la morosité ambiante et les affaires de corruption ne détourne de nombreux électeurs. La candidature de Lula, que la Constitution avait empêché de briguer un troisième mandat consécutif en 2010, est longtemps envisagée au sein du PT. Après avoir entretenu le doute, celui-ci renonce pourtant à une nouvelle candidature, vraisemblablement en raison de son état de santé, et apporte son soutien à la présidente sortante qui reçoit l'investiture du parti. Elle se présente avec l'appui de huit autres partis, parmi lesquels le puissant PMDB dont est membre Michel Temer, le vice-président sortant. Si cette coalition a sur le papier à peu près la même composition qu'à l'élection précédente, elle n'en a pas la même consistance. Outre les tensions récurrentes avec le PMDB qui la prive du soutien de certains leaders de ce parti, elle n'est effective qu'à l'échelon fédéral maintenant que les coalitions électorales pour le gouvernement des États fédérés ne sont plus obligées de s'aligner sur celle pour l'élection présidentielle. Dans les États où les partis membres de sa coalition soutenaient un candidat au poste de gouverneur qui s'opposait au candidat du PT, la candidature de Dilma Rousseff n'a du coup pas bénéficié pleinement du travail de mobilisation électorale menée par les forces politiques locales.

Dix autres candidats se disputent l'élection présidentielle, dont deux seulement représentent autre chose que des candidatures de témoignage,

puisque, comme le révélera le verdict des urnes, huit « petits candidats » se partageront seulement 3.6 % des suffrages exprimés. Aécio Neves, le sénateur du PSDB, est celui dont la candidature était depuis longtemps programmée. Le petit-fils de Tancredo Neves, décédé en 1985 avant d'avoir pris ses fonctions de président de la République auquel l'avait élu le Congrès au terme de la transition démocratique, reçoit le soutien de neuf partis, dont ceux des forces conservatrices qui ont choisi de ne pas concourir sous leurs propres couleurs. Hormis dans les domaines de l'économie et des questions internationales, son programme de gouvernement ne présente que des différences mineures, souvent d'ordre technique, avec celui de la candidate du PT. Aécio Neves se propose ainsi de mener une politique économique d'orientation plus libérale pour lutter contre l'inflation et réduire le coût élevé de l'État, en limitant les dépenses publiques pour privilégier l'investissement dans les secteurs stratégiques. Dans le domaine de la politique extérieure, il accorde moins d'importance que le PT au renforcement du Mercosud et à l'Afrique pour donner la priorité aux relations bilatérales et aux négociations avec l'Union européenne. Marina Silva est l'autre candidat d'importance, bien connue des Brésiliens après avoir été ministre de l'Environnement de Lula entre 2003 et 2008 et être arrivée en troisième position à l'élection présidentielle de 2010 avec 19,33 % des suffrages exprimés. Elle est aussi l'invitée surprise de l'élection après la mort accidentelle, le 13 août 2014, d'Eduardo Campos, candidat officiel du parti socialiste brésilien (PSB), au côté duquel elle concourrait comme candidate à la vice-présidence faute d'avoir pu se présenter à la présidence en raison d'un vice de procédure. Si son programme de gouvernement ne diffère pourtant fortement de ceux de Dilma Rousseff et Aécio Neves que dans sa proposition d'interdire la réélection du président de la République et l'importance accordée à la protection de l'environnement et au développement durable, c'est un retournement de situation spectaculaire. Les origines modestes de Marina Silva, ses convictions écologistes qu'elle a affirmées en démissionnant du gouvernement Lula en désaccord avec sa politique environnementale et sa religiosité (elle est membre de l'Assemblée de Dieu), lui valent en effet un capital de sympathie supérieur aux autres candidats. Et avec son entrée en lice c'est une nouvelle campagne qui commence à peine un mois et demi avant le premier tour.

Marina Silva, que les sondages ont longtemps donnée en deuxième position et même un temps faire jeu égal avec Dilma Rousseff pour la victoire finale, ploie toutefois sous les attaques croisées de ses deux adversaires directs qui bénéficient légalement d'un temps d'antenne supérieur pour représenter des coalitions comptant plus de parlementaires. On lui reproche son carriérisme pour avoir changé de parti à plusieurs reprises, de n'avoir pas le soutien de forces politiques suffisantes pour former une alliance de gouvernement stable, de ne pas avoir de véritables convictions écologistes pour s'être associée à un candidat à la vice-présidence lié à des entreprises transgéniques et de faire preuve d'indécision après qu'elle est revenue sur sa position favorable au mariage homosexuel. Elle termine en troisième position du premier tour avec 21,3 % des suffrages exprimés, loin derrière Dilma Rousseff (41,6 %) et Aécio Neves (33,5 %) dont les grandes machines

électorales l'ont en fin de compte emporté sur le désir de changement qu'expriment une majorité de Brésiliens dans les enquêtes d'opinion. Le second tour de l'élection présidentielle oppose donc le PT et le PSDB pour la sixième fois consécutive depuis 1994, et, après que le suspens a plané sur son issue, la présidente sortante l'emporte avec 51,64 % des voix contre 48,36 % à son adversaire, le plus faible écart depuis la fin du régime militaire.

Quatre facteurs principaux, qui se recoupent en partie, ont été avancés pour expliquer la réélection de Dilma Rousseff. Le premier tient simplement à l'incapacité d'Aécio Neves d'incarner une alternative tangible. Héritier du système politique brésilien, il est d'autant moins parvenu à représenter le renouveau que le Parti des travailleurs a su habilement montrer ses liens avec les forces politiques traditionnelles. Le second découle de la capacité éprouvée du PT à mobiliser des électeurs dans ce type de scrutin. Une communication orchestrée par des professionnels du marketing politique a su redorer l'image de la présidente et présenter les multiples réalisations de son premier mandat, en insistant notamment sur les effets des politiques sociales et l'ampleur des travaux publics financés par le gouvernement fédéral. L'implication personnelle de Lula dans la campagne constitue le troisième facteur. Il a été, de l'avis général, le principal agent électoral de Dilma Rousseff en parcourant le pays de meeting en meeting pour la faire bénéficier de sa popularité intacte et assurer qu'elle seule pouvait préserver l'élévation du niveau de vie dont il s'attribue l'origine. Le quatrième facteur, et sans doute le plus important, réside dans la satisfaction relative d'une majorité d'électeurs concernant la politique menée par le PT. Le mécontentement croissant n'a pas estompé le souvenir de la hausse des revenus et de l'intensification de l'action publique qui remonte aux années Lula, en particulier pour les électeurs des couches populaires et des régions les moins développées du pays qui ont massivement voté pour Dilma Rousseff. Pas plus en 2014 que lors des trois précédentes élections présidentielles, le PSDB n'a réussi à faire valoir que c'était lorsque Fernando Henrique Cardoso était ministre de l'Économie, puis sous sa présidence, que l'hyper-inflation avait pris fin et créé les conditions nécessaires au retour à la croissance.

L'analyse du vote pour l'élection présidentielle confirme surtout les transformations de la base électorale du PT. De sa fondation en 1980 jusqu'à la première victoire de Lula en 2002, il peinait à rassembler les suffrages des milieux populaires et apparaissait surtout solidement implanté dans les classes moyennes liées à la fonction publique et les centres urbains des régions Sud et Sud-Est du pays. Or la géographie du vote à l'élection présidentielle montre que, depuis 2006, ses électeurs se recrutent en nombre dans les régions Nord et Nord-Est et parmi les couches défavorisées, tandis qu'une partie de ses premiers partisans s'en sont détournés après avoir constaté son renoncement à moraliser la vie politique. Certains ont vu là le résultat cynique d'une politique jugée « assistencialiste » se servant des ressources de l'État pour renouveler des pratiques clientélaires qui ont historiquement permis au Brésil de canaliser les suffrages des plus démunis.

Que le PT ait tiré un large profit électoral des politiques sociales rendues possibles par l'amélioration des finances publics ne fait pas l'ombre d'un doute, de même qu'il est indiscutable qu'il a fait reposer sa propagande électorale sur un ensemble de mesures qui ont considérablement amélioré les conditions de vie de millions de Brésiliens. Son maintien au pouvoir semble pourtant résulter d'une stratégie plus sophistiquée qui ne saurait être réduite à ce simple calcul. Dans un ouvrage abondamment commenté, André Singer, professeur de sciences politiques à l'université de São Paulo et porte-parole de la présidence de la République durant le premier mandat de Lula (2003-2006), en livre de toute évidence des éléments essentiels sous couvert de l'analyse savante et distanciée[22]. Elle consisterait dans l'abandon du projet révolutionnaire pour un « réformisme faible » qui, selon les termes de Singer, s'appuierait sur l'opposition entre la « classe moyenne » et le « sous-prolétariat », et viserait à l'amélioration de la situation des plus modestes sans remettre en question les intérêts du capital.

Rien ne dit toutefois que le PT dispose des soutiens suffisants pour mettre en œuvre ce projet de façon aussi calculée. Les résultats des élections pour le gouvernement des États fédérés et au Congrès indiquent plutôt qu'il lui faudra durant les quatre prochaines années composer avec l'incertitude et recourir à la *Realpolitik* davantage encore que depuis son arrivée au pouvoir. Il ne l'emporte que dans cinq États (Acre, Bahia, Ceará, Minas Gerais et Piauí), deux de moins que le PMDB et autant que le PSDB, lequel enlève haut la main le puissant État de São Paulo qui réélit Geraldo Alckmin. Hormis la fin du règne de la famille Sarney dans le Maranhão où l'emporte un candidat du Parti communiste du Brésil (Pc do B), ces élections n'enregistrent pas de grands changements : deux autres gouverneurs sont réélus (Rio de Janeiro et Paraná), deux sont les successeurs désignés et trois d'anciens gouverneurs.

L'équilibre général du sénat, qui ne renouvelait qu'un tiers de ses 81 membres, ne change guère non plus. Le PMDB, le PT et le PSDB enregistrent un léger recul en perdant un siège pour les deux premières et deux pour la troisième, mais restent toujours les trois principales formations à la chambre haute avec, respectivement, 19, 13 et 10 élus, treize autres partis se partageant les 39 autres sièges.

Bien différente est en revanche la situation à la Chambre des députés où le verdict des urnes devrait directement affecter la capacité à gouverner de Dilma Rousseff. Le nombre de partis représentés dans cette assemblée où siègent 513 députés passe, en premier lieu, de 22 à 28, ce qui augmente sa fragmentation et, s'agissant pour l'essentiel de formations opportunistes, de nouveaux acteurs que le gouvernement devra chercher à satisfaire d'une manière ou d'une autre (nominations, subventions, etc.). Les deux principaux partis qui constituaient l'alliance de gouvernement voient également leurs effectifs diminuer : le PT connaît même un net recul en passant de

22. André Singer, *Os sentidos do lulismo. Reforma gradual e pacto conservador*, São Paulo, Companhia das letras, 2012.

88 à 70 députés, alors que le PMDB ne perd que cinq sièges de 71 à 66. Le DEM et le PSB sont les deux autres perdants de cette élection : ils ne retrouvent, respectivement, dans la nouvelle assemblée que 22 sièges au lieu de 28 et 24 sièges au lieu de 34. Vaincu à l'élection présidentielle, le PSDB enregistre de son côté un succès incontestable à cette élection, en faisant élire 57 de ses candidats, soit 13 élus de plus.

Les élections au Congrès révèlent enfin, de manière plus générale, la féminisation limitée de sa composition, puisque les femmes ne représentent que 9,9 % des députés et 18,5 % des sénateurs. Leur faible présence à la chambre des députés retient d'autant plus l'attention que, depuis 2009, la législation oblige les partis à présenter 30 % de candidatures féminines. S'observe là un aspect saillant du renouvellement en trompe-l'œil du personnel politique au Brésil, dont le Congrès est le moins féminisé de l'Amérique latine[23].

3.2. Une présidente aux prises avec le système politique

Les difficultés rencontrées par Dilma Rousseff durant son premier mandat ne devraient pas diminuer au cours du second. Outre l'insatisfaction entraînée par le ralentissement de la croissance, sa présidence a été fragilisée par son incapacité à faire fonctionner avec succès une coalition politique. Elle se trouve pourtant début 2011 dans une situation similaire à celle des précédents présidents. Ne disposant pas d'une majorité stable au Congrès, il lui faut consacrer comme ces derniers une part importante de son activité à négocier l'appui de députés et de sénateurs sans le vote desquels l'action gouvernementale ne peut aller bien loin. Cette caractéristique du système politique brésilien que Sérgio Abranches a nommé le « présidentialisme de coalition » donne en effet à la présidence un rôle central dans la formation et la préservation d'une coalition majoritaire constituée de plusieurs partis[24]. Et alors que l'opinion publique tend à ne voir dans ce mode de gouvernance que des marchandages avec des élus préoccupés par leurs intérêts personnels, le président parvient à gouverner en dépit de la fragmentation du système partisan et de la médiocrité bien réelle de nombreux parlementaires[25].

Dilma Rousseff a toutefois eu plus de mal que ses prédécesseurs à structurer une coalition gouvernementale. Une des raisons tient sans doute à son intransigeance que certains qualifient de rigidité. Elle contraste à n'en point douter avec la souplesse dans la conduite de l'action politique dont Lula faisait preuve et dans laquelle on voyait, selon que l'on en était un sec-

23. Frédéric Louault, « Brésil. Un renouvellement du personnel politique en trompe-l'œil », in Olivier Dabène (dir.), *La gauche en Amérique latine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 35-74.

24. Sérgio Abranches, « O presidencialismo de coalizão : o dilema institucional brasileiro », *Dados*, vol. 31, n°1, 1988, pp. 5-33.

25. Marcus André Melo, Carlos Pereira, *Making Brazil Work. Checking the President in a Multiparty System*, New York, Palgrave and Macmillan, 2013.

tateur ou un opposant, le signe du pragmatisme ou la preuve d'un manque de moralité. Une autre raison, en partie liée à la précédente, réside dans la moindre emprise de Dilma Rousseff sur son propre parti. Afin de pouvoir compter sur son soutien, elle a dû attribuer un très grand nombre de ministères aux représentants des différents courants du PT qui, après le remaniement début 2014, détenaient 25 des 39 maroquins distribués. Elle n'a pu ce faisant satisfaire les demandes de ses autres alliés et il lui a fallu s'appuyer sur une coalition gouvernementale élargie à dix partis, alors que celles qui soutenaient Fernando Henrique Cardoso et Lula n'en comptaient respectivement que sept et neuf. Il en résulte un équilibre d'autant plus fragile que le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), qui n'a reçu que cinq ministères, ne lui accorde pas un soutien aussi fort que celui que Lula était parvenu à obtenir après en avoir fait un allié décisif en lui attribuant des postes d'importance dans son gouvernement.

Or tout indique que la situation devrait encore se compliquer durant les quatre années qui commencent. Le PMDB souhaite obtenir plus de ministres pour apporter le soutien de ses gouverneurs et de ses parlementaires à un Parti des travailleurs fragilisé par son recul à la Chambre des députés. Le PT lui-même n'entend d'ailleurs pas soutenir le gouvernement sans contrepartie. Il entend notamment exercer un droit de regard sur l'orientation de la politique économique et a manifesté des réserves lors de la nomination du nouveau ministre de l'économie, Joaquim Levy, jugé d'inspiration trop orthodoxe. Ses différents courants revendiquent toujours plus de postes de choix dans la nouvelle administration, ce qui laisse augurer de nombreuses tensions pour accéder aux ressources permettant de renforcer des positions à l'échelon local.

On se méprendrait pourtant si l'on imputait seulement à la maladresse la difficulté à gouverner le Brésil qu'a éprouvée Dilma Rousseff tout au long de son mandat. Elle tient au moins autant à une forte inertie du système politique. Les pratiques anciennes d'appui des parlementaires à l'exécutif en contrepartie de l'accès à des ressources publiques (subventions, nominations de proches, etc.), connues sous le nom du *toma lá dá cá* (« Prends ça, donne-moi ça »), restent monnaie courante. Loin de les faire disparaître comme il le promettait quand il était dans l'opposition, Lula les avait d'ailleurs abondamment utilisées durant ses deux mandats. Elles faisaient même d'autant plus partie de l'héritage qu'il léguait à son ancienne ministre qu'il s'est lui-même chargé d'en mettre en œuvre la facilitation au cours de la présidence de cette dernière en intercédant auprès d'élus quand elle eut besoin de soutiens au Congrès. Les pratiques ne pouvaient du reste sans doute guère changer faute d'un renouvellement important du personnel politique depuis que le PT a accédé au sommet de l'État[26]. Car si la composition des assemblées a connu des changements depuis 2003, les nouveaux élus ont rapidement revêtu les vieux habits de la politique brésilienne, tandis que ceux qu'ils avaient battus, disposant de considérables possibilités de reclassement sur des postes politico-administratifs, restaient souvent actifs dans l'espoir d'un retour.

26. Frédéric Louault, 2012, article cité.

Le second mandat de Dilma Rousseff devrait enfin être secoué par les répercussions d'affaires de corruption qui impliquent directement le Parti des travailleurs. Aucun parti n'échappe bien sûr à la critique en la matière, mais l'exercice du pouvoir a fait passer le Parti des travailleurs de héraut de la lutte contre la corruption en cible privilégiée de ceux qui la dénoncent. Douze ans après avoir accédé à la présidence de la République, le temps est loin où il se faisait le champion de « l'éthique en politique » et mobilisait des foules pour obtenir en 1992 la destitution de Fernando Collor de Mello, le premier président élu au suffrage universel depuis la fin du régime militaire. La candidature de Dilma Rousseff à sa réélection a d'abord singulièrement pâti d'un ensemble d'affaires liées pour la plupart aux années Lula, mais qui l'ont poursuivie jusqu'au second tour de l'élection présidentielle en lui faisant porter le poids des scandales auxquels est lié son parti. Treize mois après son arrivée au palais du Planalto, sept de ses ministres – dont Antônio Palocci, le ministre de la Maison civile qui joue un rôle de coordinateur de l'action gouvernementale comparable à celui du premier ministre en France – ont dû démissionner après des révélations les compromettant dans diverses affaires. Ironie ou injustice de l'histoire, ces démissions de ministres pour la plupart proches de Lula n'entament pas la popularité de l'ancien président, mais elles jettent en revanche une ombre sur la politique de Dilma Rousseff au moment où la dégradation de la conjoncture économique nourrit l'insatisfaction. C'est toutefois à partir du mois d'août 2012 le jugement de l'affaire du *mensalão* (ou la « grosse enveloppe ») qui achève de ternir la réputation du PT. Au terme d'un procès de six mois amplement médiatisé, la Cour suprême condamne 25 des accusés à des peines de prison, notamment l'ancien président du parti, son ancien trésorier et, surtout, José Dirceu, ancien ministre de la Maison civile de Lula et homme lige de ce dernier. Ceux-ci sont reconnus coupables d'avoir mis en place un système de corruption qui a permis, entre 2003 et 2005, d'acheter le soutien à la politique du gouvernement Lula de parlementaires de l'opposition à la Chambre des députés où il ne disposait pas d'une majorité stable. Ils sont finalement incarcérés en novembre 2013 après avoir utilisé tous les recours possibles. L'affaire ne laisse pas indemne le PT. Outre la chute de plusieurs de ses cadres dirigeants, le scandale du *mensalão* révèle des tensions en son sein sur la conduite à tenir dans la tempête. Lula recommande la discrétion, mais doit céder à la demande de José Dirceu qui réclamait le soutien du parti, et de nombreux militants manifestent bruyamment en mettant en doute la probité du président de la Cour suprême durant la procédure.

C'est toutefois, depuis septembre 2014, les révélations concernant l'implication directe du PT dans un mécanisme de détournement de fonds au cœur de l'entreprise publique Petrobrás qui menacent maintenant directement la présidente. Présidente du conseil d'administration de l'entreprise quand elle était ministre de la Maison civile de Lula, la question du rôle exact de Dilma Rousseff est cette fois au cœur des débats. Son système de défense habituel qui consistait à dire qu'elle ne savait pas ce que d'autres faisaient apparaît plus que jamais fragile, la Petrobrás n'ayant pu prendre certaines décisions – notamment celle concernant le rachat à un prix astronomique d'une raffinerie au Texas – qu'après qu'elle a été préalablement informée. L'affaire

de la Petrobrás éclaire en outre un des aspects les plus souvent dénoncés de la pénétration de l'appareil d'État par le Parti des travailleurs. Plusieurs de ses membres occupent des postes de direction dans l'entreprise et ont de toute évidence concouru au fonctionnement de ce système de corruption. S'il était déjà patent depuis plus de deux décennies à l'échelon local où le PT avait eu la responsabilité de municipalités et de gouvernements d'États fédérés, sa capacité à mettre les institutions à son service apparaît au grand jour dans une affaire d'ampleur jamais atteinte auparavant.

Conclusion

La courte victoire de Dilma Rousseff et l'impopularité croissante de son parti annoncent-elles la fin du cycle commencé le 1er janvier 2003, jour de la première investiture de Lula à la présidence de la République ? S'il est impossible d'apporter une réponse tranchée à cette question, il est en revanche certain que la bataille pour sa succession a commencé dès l'annonce de sa réélection. Lula ne fait plus mystère de son intention de briguer un nouveau mandat en 2018, et les enquêtes d'opinion lui permettent à ce jour d'envisager un nouveau succès. Son image n'a jusque-là guère été touchée par les scandales à répétition qui ont entaché le Parti des travailleurs, et, pour une majorité de Brésiliens, son nom reste associé à une amélioration sans précédent de leurs conditions de vie. Aécio Neves, battu de peu, a, quant à lui, acquis la visibilité nationale qui lui faisait défaut et espère incarner la perspective du changement si, toutefois, il ne pâtit pas des luttes intestines du PSDB qui pourrait lui préférer Geraldo Alckmin, l'actuel gouverneur de São Paulo. De son côté, Marina Silva n'a pas dit son dernier mot et ne désespère pas d'agréger le soutien de tous ceux ne se reconnaissant pas dans ces deux partis qui se disputent la présidence depuis vingt ans.

À quatre ans de la prochaine élection présidentielle, il serait toutefois hasardeux de se perdre en conjecture. Rien ne dit notamment que Lula bénéficiera encore de suffrages aussi massifs de l'électorat populaire. Le ralentissement de la croissance et la politique d'austérité qu'annonce à mots couverts la nouvelle équipe de Dilma Rousseff auront inévitablement des effets négatifs sur l'emploi et le revenu, en plus de se traduire par une diminution des budgets alloués à l'action publique et à l'intervention sociale. Les tensions qui traversent la coalition gouvernementale paraissent en outre promises à gagner en intensité, et les jeux politiques pour assurer sa stabilité aggraveront probablement davantage encore le discrédit des partis qui la composent, au premier rang desquels le PT. Peu semble surtout suffire à provoquer la volatilité de l'opinion dans un pays où le plus grand nombre, sachant sa position fragile, se montre sensible aux changements de conjoncture. Aussi l'avenir du PT au pouvoir est-il à la fois toujours ouvert et fondamentalement incertain.

Paris, 17 décembre 2015

Dynamique démographique et politiques sociales au Brésil. Dilemmes et défis politiques du bonus démographique

Ricardo OJIMA[1], Victor Hugo DIAS DIÓGENES[2], Bruno LOPES DA SILVA[3]

Introduction

Selon le recensement démographique de 2010, la population brésilienne a atteint 190,7 millions d'habitants durant la première décennie du XXI[e] siècle. Mais bien qu'il s'agisse d'un des pays les plus peuplés du monde, ce rythme de croissance montre depuis quelque temps des signes de stabilisation de plus en plus évidents. Le taux de croissance démographique de la première décennie (2000-2010) a été de 1,17% par an, bien loin des 3% annuels environ des années 1950-1960. De fait, beaucoup de choses ont changé au cours des cinquante dernières années.

1. Ricardo Ojima est sociologue, docteur en démographie et professeur au département de démographie et de sciences actuarielles de l'université fédérale du Rio Grande do Norte. Il coordonne l'Observatório das Migrações Nordestinas. E-mail: ricardo.ojima@gmail.com.

2. Victor Hugo Dias Diógenes est actuaire et étudiant en master de démographie à l'université fédérale du Rio Grande do Norte. Il est également professeur au département des sciences comptables de l'université fédérale de la Paraíba.

3. Bruno Lopes da Silva est géographe et étudiant en master de démographie à l'université fédérale du Rio Grande do Norte.

Le pays est passé d'une période de taux de fécondité et de mortalité élevés à une phase caractérisée par la baisse de ces taux. Cette trajectoire, que l'on appelle transition démographique, s'est accompagnée d'une transition urbaine au terme de laquelle la population est devenue majoritairement citadine, 84% des Brésiliens résidant en 2010 dans des zones considérées comme urbaines. Ainsi, les modes de vie de l'ensemble de la population ont évolué au cours de cette période. Cet article se propose de suivre le processus de transition démographique et quelques-unes des transformations importantes récentes intervenant au Brésil afin d'interroger le potentiel analytique des aspects démographiques au sein de la dynamique sociale et économique du pays.

Maintenant qu'a disparu le spectre de l'explosion de la population, le Brésil bénéficie du potentiel positif de la forte croissance démographique, mais il doit aussi se préparer à relever les défis démographiques que celle-ci annonce. L'accroissement de la population ne semble plus être un problème alarmant – les projections annoncent déjà une diminution de la population totale au Brésil avant la moitié de ce siècle –, et la baisse continue des taux de natalité, plus évidente encore dans la deuxième partie du XX^{e} siècle, place le pays dans une situation où la majorité de sa population est en âge de travailler (de 15 à 64 ans). Cette condition particulière, où le poids relatif de la population économiquement active gagne une plus grande importance face au contingent des enfants et des personnes âgées, est souvent nommée le « bonus démographique ». Elle est identifiable d'un simple coup d'œil sur la pyramide des âges et place le pays dans une position avantageuse en termes de développement économique, du simple fait de l'augmentation de la main-d'œuvre disponible. Avec un rapport de dépendance[4] favorable, le Brésil a la possibilité, pour la première fois de son histoire, de profiter des occasions offertes par le poids relativement faible des demandes sociales concernant les jeunes et les personnes âgées. Dans ce contexte démographique, les investissements dans l'éducation et la santé, notamment, pourront aboutir à des résultats très positifs si des politiques opportunes sont adoptées.

Au chapitre de la production et de la consommation, signalons que le poids relatif de la population en âge de travailler n'a jamais été aussi fort que durant la deuxième décennie de ce millénaire. Les projections prévoient d'ici 2020 un pic à 70% de la population âgée de 15 à 64 ans, avant qu'elle ne commence à décroître. Ainsi, sans tenir compte de l'évolution du pouvoir d'achat, de l'augmentation du PIB ou d'autres indicateurs économiques, la consommation progresse du fait de l'évolution actuelle de la distribution par âge de la population et de la montée en puissance de la population active. D'un point de vue démographique, la population brési-

4. Le rapport de dépendance est mesuré grâce au quotient entre la population âgée de 15 à 64 ans (population active) divisée par la somme de la population de 0 à 14 ans et de plus de 65 ans (population inactive).

lienne est au maximum de son potentiel de consommation. S'ajoute à ce contexte une augmentation de l'accès au crédit et une amélioration des conditions économiques. Incontestablement, jamais le pays n'avait compté autant de citoyens en âge de produire et de consommer.

Pourtant, avec la même rapidité qui avait autrefois marqué le passage de la peur d'une explosion démographique à la prise de conscience des opportunités offertes par ce bonus, d'autres défis sont aujourd'hui prêts à surgir dans le contexte démographique brésilien. Si, au début du millénaire, les Brésiliens de plus de 60 ans représentaient 8% de la population, ils devraient atteindre les 30% d'ici la moitié du XXI^{e} siècle. Cela s'explique par la croissance de l'espérance de vie à la naissance (qui a pratiquement doublé ces cent dernières années), par le processus de vieillissement de la population, et, surtout, par la diminution rapide des taux de fécondité[5] au cours des dernières décennies. Il se situe, depuis la deuxième moitié des années 2000, autour de 1,6 enfant par femme, soit en-dessous du niveau de renouvellement de la population (2,1 enfants par femme).

Dans un contexte de vieillissement de la population, les dépenses publiques de santé augmentent. Mais la diminution des dépenses d'éducation liées à la baisse de nombre d'enfants ne suffisent pas à les compenser, dès lors que la dépense *per capita* est plus élevée chez les personnes âgées que chez les jeunes. Par conséquent, le système de protection sociale se trouve face à de nouveaux défis, d'autant que le vieillissement de la population s'accompagne d'une diminution du nombre d'individus en âge de cotiser. En somme, bon nombre des difficultés issues des évolutions démographiques sont à venir, et le temps pour mettre en œuvre les réformes nécessaires est compté. Certes, la concrétisation des opportunités et des enjeux futurs ne dépendent pas des seuls facteurs démographiques. Cependant, les processus démographiques en cours ne pourront pas être interrompus et ils peuvent aggraver les confrontations à propos des transformations sociales nécessaires.

Le présent article cherche à mettre en lumière le processus de transition démographique brésilien, en soulignant les conséquences et les enjeux du bonus démographique résultant de cette transition. Dans un premier temps, nous analyserons une dimension importante de ce bonus, c'est-à-dire la relation entre la structure par âge de la population brésilienne et son potentiel à consommer qui, associé à un contexte économique et social spécifique, engendre des effets multiplicateurs notables. La deuxième partie de cet article porte sur les politiques sociales qui contribuent au fait qu'une nouvelle conjoncture économique, associée aux changements de la pyramide des âges, a transformé les relations sociales et les structures de classes. L'émergence d'une « nouvelle classe moyenne » au Brésil serait donc largement liée à la dynamique de la population et à sa structure par

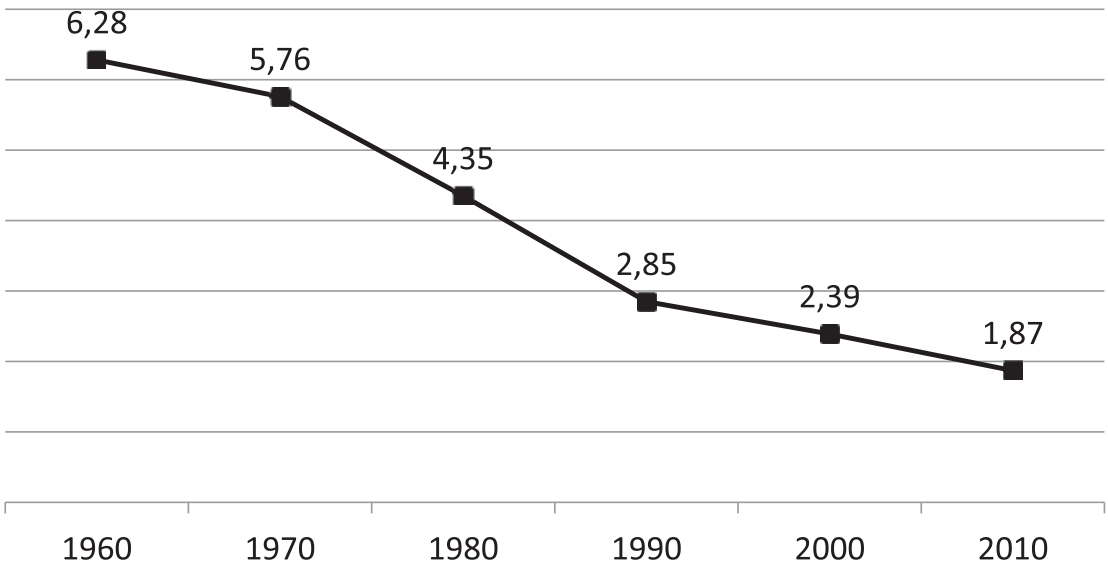
5. Le taux de fécondité (TF) exprime le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer sur une période déterminée.

âge. Cette étude cherchera pour finir à problématiser les défis démographiques auxquels le débat politique n'accorde que rarement l'importance qu'ils méritent, tel que le vieillissement de la population et les enjeux de la protection sociale et de la santé publique.

Transition et bonus démographique : tendances récentes

Le Brésil a connu de profonds changements démographiques au cours des dernières décennies, l'un d'entre eux étant la transformation de sa structure par âge, conséquence la plus évidente de la transition démographique[6]. Comme dans d'autres pays qui ont connu un processus semblable, elle se manifeste en trois grandes phases, mettant fin à une situation caractérisée par des taux de mortalité et de fécondité élevés. Au Brésil, la première phase de transition, qui eut lieu entre les années 1940 et 1960, fut marquée par la diminution importante de la mortalité et le maintien d'une forte fécondité. Au cours de cette période, le pays a connu un taux d'accroissement de population élevé, dépassant les 3% par an.

Graphique 1 – La taux de fécondité au Brésil de 1960 à 2010



Source : IBGE – Projection de la population du Brésil par sexe et par âge : 2000-2060

La deuxième phase, survenue à la fin des années 60, se caractérise par une baisse rapide de la fécondité. Le taux de fécondité au Brésil était de 6,28 enfants par femme en 1960, avant de passer à 1,87 en 2010. Cette chute des niveaux de fécondité a entrainé un changement profond et irré-

6. L.L.R. Wong, J. A. Carvalho, « O rápido processo de envelhecimento populacional do Brasil: sérios desafios para as políticas públicas », *Revista Brasileira de Estudos Populacionais*, v. 23, São Paulo, 2006, pp. 5-26.

versible de la structure par âge et le début de la décélération de l'accroissement de la population.

La troisième phase est celle de la stabilisation de la mortalité et de la fécondité, bien qu'elles poursuivent leur baisse mais à un rythme de plus en plus lent. Ce qui différencie la transition démographique au Brésil de celles des autres pays qui l'ont déjà accomplie, c'est le temps qu'elle a pris. Dans des pays développés d'Europe, comme la France ou l'Italie par exemple, elle s'est déroulée en un siècle, mais en seulement quatre décennies au Brésil. Cette transition démographique accélérée peut également être observée dans d'autres pays sud-américains[7].

Concrètement, la population brésilienne a vu ses caractéristiques démographiques changer radicalement sur une courte durée, et le vieillissement de la population sera tout aussi rapide que la transition démographique. Autrement dit, on prévoit une augmentation rapide du poids de la population âgée par rapport aux autres groupes d'âge, ce que le graphique 2 illustre en montrant l'évolution de la pyramide des âges de 1980 à 2010 ainsi que les projections de la population brésilienne pour les années 2030 et 2060.

Graphique 2 – Pyramide des âges au Brésil en 1980, 2010, 2030 et 2060.*

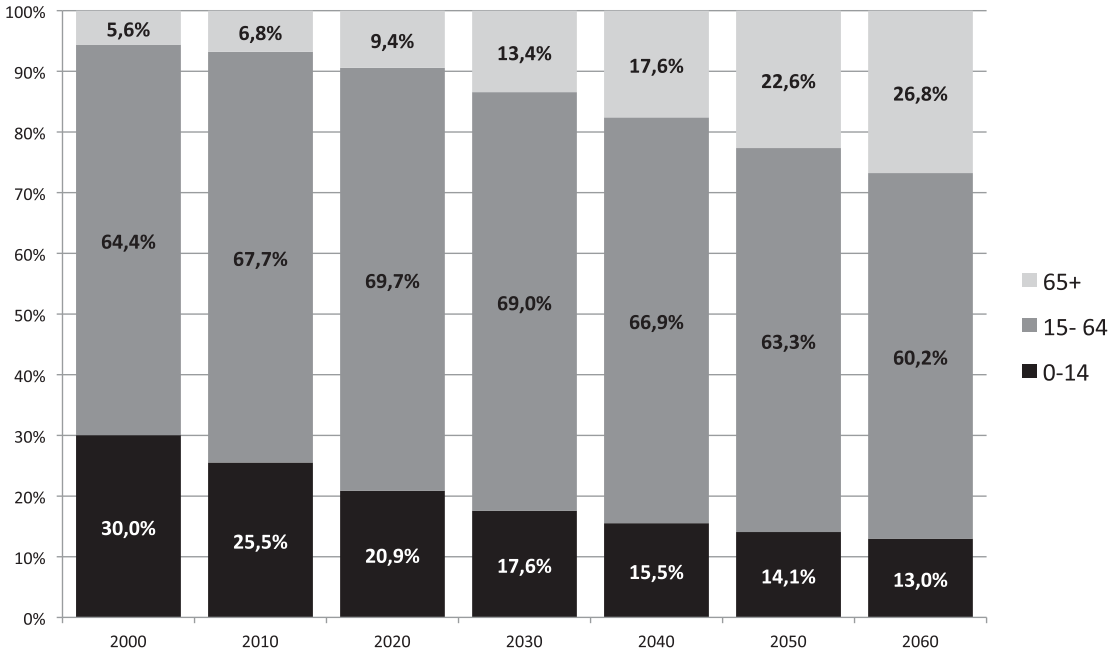
Source : IBGE – Projection de la population du Brésil par sexe et par âge : 2000-2060

* Projections pour les années 2030 et 2030.

7. F. BRITO, « A transição demográfica no Brasil: as possibilidades e os desafios para a economia e a sociedade ». Texto para discussão – CEDEPLAR, Belo Horizonte/MG, 2007.

Le poids croissant des classes d'âge au sommet de la pyramide signale le vieillissement en cours dans la population brésilienne, en contraste avec une base toujours plus étroite correspondant à la diminution de la proportion des jeunes dans la population. La proportion par tranches d'âge de la population brésilienne est illustrée par le graphique 3 et permet de comprendre l'existence d'un accroissement proportionnel de la population âgée (65 ans ou plus) et une diminution de la population jeune (de 0 à 14 ans).

Graphique 3 – Poids des grands groupes d'âge dans la population totale au Brésil, de 2000 à 2060.*



Source : IBGE - Projection de la population du Brésil par sexe et par âge : 2000-2060

* Projections pour les années 2020 à 2060.

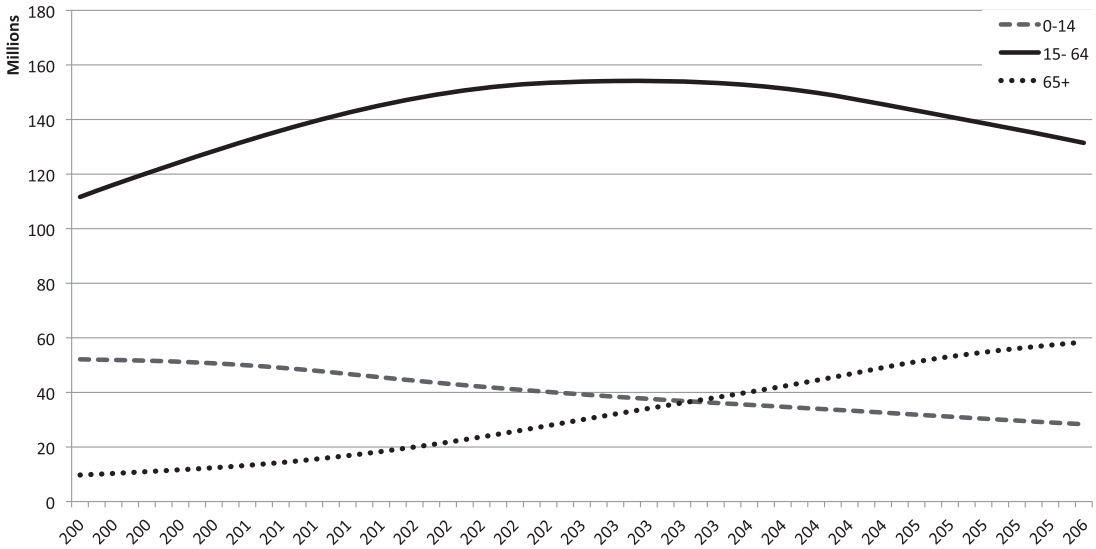
Cependant, avant de connaître une population vieillie, le pays traversera un moment très particulier dans ce processus de transition démographique. Il s'agit d'une situation dans laquelle la proportion de population en âge d'exercer une activité économique (entre 15 et 64 ans) a tendance à croître, ce qui devrait avoir lieu jusqu'à la décennie 2020, avant d'amorcer une baisse. On désigne cette situation transitoire, où la majorité de la population est concentrée dans les groupes d'âge économiquement actifs, sous le terme « bonus démographique »[8], nous y reviendrons plus longuement au cours de cet article.

L'évolution du poids relatif des grands groupes d'âge est également avérée par les valeurs absolues (Graphique 4). Le nombre d'enfants et de

8. J.E.D. ALVES, « A transição demográfica e a janela de oportunidade ». Instituto Fernand Braudel, São Paulo, 2008.

jeunes dans le pays décline, celui des personnes âgées augmente, et le nombre d'individus à l'âge actif commencera à décroître autour de 2030. Wong et Carvalho[9] démontrent ce rapide processus de vieillissement de la population du Brésil en étudiant les taux de croissance différenciés de chaque tranche d'âge. Tandis que la population de plus de 25 ans présente une forte hausse, la population de moins de 25 ans connaît des taux très bas, voire négatifs.

Graphique 4 – Population par grands groupes d'âge au Brésil – de 2000 à 2060*



Source : IBGE - Projection de la population du Brésil par sexe et par âge : 2000-2060

* Projections pour les années 2014 à 2060.

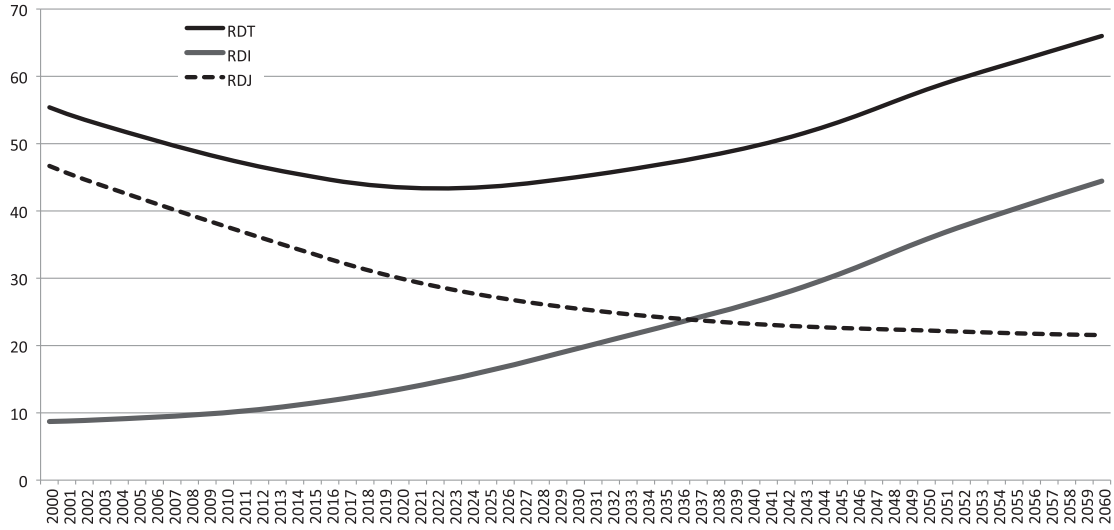
Les chiffres montrent que la population en âge de travailler, entre 15 et 64 ans, connaît une augmentation de plus en plus importante, tant en valeurs absolues que relatives, atteignant un pic de 70% de la population brésilienne en 2020. Appelé aussi « fenêtre d'opportunités », le bonus démographique peut présenter une série d'avantages, de conséquences et/ou d'opportunités, notamment dans les domaines de la couverture sociale, l'économie, l'activité et l'éducation, rendue possible par une pyramide des âges dont la population en âge de travailler (entre 15 et 64 ans) réduit sa dépendance économique face aux autres groupes d'âge.

En partant du présupposé que les populations jeunes ou âgées consomment plus qu'elles ne produisent et sont ainsi dépendantes de la population adulte, on peut représenter le bonus démographique par les rapports de dépendances démographiques[10]. Le graphique 5 illustre le rapport de dé-

9. L.L.R. WONG, L.L.R., J.A.CARVALHO, *op. cit*.
10. J.E.D. ALVES, *op. cit*.

pendance total (RDT), le rapport de dépendance des personnes âgées (RDI) et le rapport de dépendance des jeunes (RDJ). Ces indicateurs représentent la proportion de la population dépendante, âgée ou jeune, respectivement, rapportée à la population d'âge actif.

Graphique 5 – Rapports de dépendance total, des jeunes et des personnes âgées, Brésil de 2000 à 2060*



Source : IBGE - Projection de la population du Brésil par sexe et par âge : 2000-2060

* Projections pour les années 2014 à 2060.

Le RDT diminue et parviendra à ses niveaux les plus bas au cours de la prochaine décennie. Autrement dit, le pic du bonus démographique est proche et sera atteint pendant les années 2020. Cela signifie que le Brésil est en train de vivre une situation dans laquelle les personnes potentiellement productives n'ont jamais été aussi nombreuses par rapport à la population dépendante. Néanmoins, d'après les projections, le bonus démographique n'est pas éternel. Après avoir atteint ses plus bas niveaux, le RDT commencera à augmenter, entraîné par la croissance du RDI, en conséquence de l'augmentation du nombre de personnes âgées. Au milieu des années 2030, le Brésil comptera vraisemblablement plus de personnes âgées que d'enfants. Selon les estimations établies par Alves[11], cette fenêtre d'opportunités commencerait à se fermer à partir de 2025 et verrait disparaître ses derniers atouts à partir de 2055, lorsque la proportion de Brésiliens d'âge actif sera égale ou inférieure au RDT.

Dans cette mesure, pendant la durée du bonus démographique, il y aura plus de main-d'œuvre disponible pour l'économie. Dans l'éducation, cela correspondra à une baisse continue du nombre de nouvelles classes à créer pour accueillir les enfants. Cependant, pour que ces opportunités portent leurs fruits, il faut des actions politiques et gouvernementales qui mettent

11. *Ibidem*.

notamment l'accent sur la qualification de la main-d'œuvre et les améliorations de la qualité de l'enseignement scolaire. D'ici là, à long terme et après la fermeture de cette fenêtre d'opportunités, le vieillissement de la population suscitera de graves défis, en particulier concernant le système de retraite et les services de santé.

En matière de système de retraite, le goulet d'étranglement est le modèle de fonctionnement actuel basé sur un système de répartition simple. Ce système prévoit que les contributions des travailleurs actifs de l'année en cours financent le paiement des pensions des retraités du même exercice. Ses bases sont donc dépendantes d'une pyramide des âges présentant une population jeune et stable[12]. Par ailleurs, du point de vue de la santé, une population comptant un grand nombre de personnes âgées doit faire face à des dépenses importantes causées par l'augmentation des maladies chroniques, et aux coûts élevés des soins et des traitements pointus[13].

La transition démographique et le vieillissement de la population ont pour autre conséquence de situer les familles et les ménages dans une autre étape de leur cycle de vie. Le concept de cycle de vie se définit en général par une temporalité et représente le processus de maturation ou de développement d'organismes ou d'individus. En d'autres termes, il renvoie à une suite d'évènements socialement définis que traverse un individu ou une famille au cours de sa vie[14]. De cette manière, sous l'angle de la famille ou du foyer, le cycle de vie représenterait les différentes étapes qu'une famille peut connaître au fil du temps. Le postulat de départ du cycle de vie familial est que la majorité des familles évolue selon une progression organisée par étapes, chacune avec ses propres caractéristiques[15]. L'avantage de l'utilisation de cette théorie du cycle de vie est que les étapes du cycle sont des facteurs prédictifs de différents types de comportement. Les individus, les familles ou les foyers à différentes étapes de leur cycle de vie ont tendance à avoir des types de demandes et de comportements différents[1617].

---

12. L.J.D. MYRRHA, R. OJIMA, « Dinâmica demográfica, gestão pública e regimes próprios de previdência social: oportunidades e desafios para os servidores e municípios », mimeo, 2014.

13. L.L.R. WONG, J.A. CARVALHO, *op. cit*.

14. A.M. O'RAND, M.L. KRECKER. « Concepts of the 'life cycle': their history, meanings, and uses in the social sciences », *Annual Review of Sociology*, nº 16, 1990, pp. 241-263.

15. D.I. HAWKINS, D.L. MOTHERSBAUGH, *Consumer behavior: building marketing strategy*. 11e éd. McGraw-Hill Companies, New York, 2010.

16. M.C. GILLY, B.M. ENIS, « Recycling the Family Life Cycle: a Proposal For Redefinition ». In : MITCHELL, A. ; ABOR, A., *Advances in Consumer Research*. Association for Consumer Research. V. 09, 1982, pp. 271-276.

17. S.G. PERZ et al., « Beyond population and environment: household demographic life cycles and land use allocation among small farms in the Amazon », *Human Ecology*. nº 34(6), 2006, pp. 829-849.

Certains chercheurs ont développé plusieurs modèles de cycle de vie familial, en se basant sur l'âge et l'état civil des membres adultes de la famille et sur la présence et l'âge des enfants[18]. Cette conception définit donc la phase du cycle de vie non seulement par l'âge de l'ensemble (la famille) mais aussi par la structure ou la composition familiale. D'une certaine façon, le cycle de vie familial mesure le vieillissement d'une famille ou d'un foyer.

La phase du cycle de vie familial est un indicateur utile des habitudes de consommation, car d'importants changements d'attitudes et de comportements ont lieu lorsque les individus vieillissent. Les auteurs soulignent ainsi que la plupart de ces changements est aussi associée à l'altération de la situation familiale, au-delà du simple processus biologique de vieillissement. Ainsi, les dates qui marquent les changements des schémas comportementaux et de consommation sont non seulement les anniversaires, mais aussi les mariages, les naissances, la fin des unions, l'émancipation des enfants, etc.[19].

En analysant, dans les recensements démographiques, l'âge moyen du chef de ménage[20] en tant qu'indicateur du vieillissement de ces structures domestiques, on peut néanmoins vérifier la confirmation de cette hypothèse, puisque, entre 1991 et 2010, l'âge moyen des chefs de ménage est passé de 43,2 à 45,6 ans. En d'autres termes, les étapes du cycle de vie des familles brésiliennes sont en train de changer. Si, plusieurs décennies plus tôt, les ménages modèles étaient composés de familles nucléaires (communauté d'un couple et de ses enfants) avec des parents jeunes et trois ou quatre jeunes enfants, la tendance actuelle voit la prédominance de parents plus âgés, la diminution du nombre d'enfants, parfois déjà adultes. De plus, les structures familiales sont en moyenne plus âgées et les familles nucléaires perdent du terrain face à d'autres types de structures (comme les familles monoparentales, notamment)[21].

Ainsi, la diminution de la prédominance des structures nucléaires traditionnelles a contribué à l'adoption de nouvelles attitudes et de nouveaux comportements en lien avec une population plus mature. Car si la population vieillit, il est à prévoir que de nouveaux modèles de comportement se renforcent. Dans cette mesure, les changements de modèles de consommation des Brésiliens dans le contexte de la transition démographique représentent une dimension capitale de notre analyse.

---

18. D.I. HAWKINS, D.L. MOTHERSBAUGH, *op. cit.*

19. M.C. GILLY, B.M. ENIS, *op cit.*

20. Uniquement pour la population âgée de 10 ans et plus.

21. I. ARRIAGADA, « Transformaciones familiares y políticas de bienestar en América Latina ». In : ARRIAGADA, Irma (Org.). *Familias y políticas públicas en América Latina: una historia de desencuentros*, Santiago de Chile: CEPAL, 2007. A.M.A. GOLDANI, « Família, gênero e políticas: famílias brasileiras nos anos 90 e seus desafios como fator de proteção », *Revista Brasileira de Estudos de População*, v. 19, n. 1, janv./juin 2002.

Comme nous l'avons évoqué, la prédominance d'une population âgée de 15 à 64 ans est une opportunité pour le pays, d'un point de vue économique, puisque cela signifie une moindre dépendance économique et un grand potentiel de création de richesses. Il faut toutefois souligner que cette tranche d'âge, en plus d'être productive, représente une grande part des âges consommateurs de biens et de services.

Concernant le différentiel de consommation par âge, certaines études ont déjà révélé des constantes quant aux comportements des consommateurs. Zagheni[22], à partir des données pour les États-Unis, a établi différents profils de consommation *per capita* de certains biens et services selon les âges. Il s'avère que la consommation de certains biens atteint un pic à la fin de l'âge adulte (entre 50 et 60 ans), comme pour l'essence, les vêtements et la nourriture. D'autres biens, en revanche, révèlent une consommation croissante et linéaire au fur et à mesure que l'âge avance, comme le gaz de ville et l'électricité. La même étude utilise l'émission de dioxyde de carbone (CO_2) comme un indicateur de la consommation de tous les biens pris en compte et révèle que les émissions moyennes augmentent avec l'âge avant 70 ans pour, ensuite, commencer à diminuer en vieillissant. L'étude de Lee *et al*[23], à partir de données sur l'Allemagne et l'Inde, démontre l'augmentation de la consommation *per capita* à mesure que l'âge avance. Un comportement similaire est identifié au Brésil par la Banque Mondiale[24], qui affirme que la consommation présente une hausse constante et assez lente au gré du vieillissement, avant de marquer une légère baisse au-delà des 70 ans.

Ainsi, le comportement général face à la consommation *per capita* mis en lumière par ces travaux montre une augmentation à mesure que l'âge avance. Certaines études qui situent le pic de consommation par âge entre 60 et 70 ans expliquent que le déclin consécutif est dû au fait que, bien qu'ils disposent de plus de temps pour consommer, les classes d'âge les plus âgées connaissent des limitations physiques qui freinent la mise à profit de tout leur potentiel de consommation.

De cette manière, si le niveau de consommation est différent selon les tranches d'âge, il est logique d'imaginer que la transition démographique en cours au Brésil aura un impact sur le modèle de consommation de la population dans son ensemble. Comme le suggère Ojima[25], il existe une

22. E. ZAGHENI, « The leverage of demographic dynamics on carbon dioxide emissions: does age structure matter? », *Demography*, n°48, 2011, pp. 371-399.

23. R. LEE, A. MASON, « O envelhecimento da população e a economia geracional: principais resultados », *Coleção Documentos de projetos. Comissão Econômica para a América Latina e o Caribe* – CEPAL, 2010.

24. BANCO MUNDIAL. *Envelhecendo em um Brasil mais Velho*, Washington - USA, 2011.

25. R. OJIMA, « Mais quente e mais cheio? Alguns mitos e outras verdades sobre população e mudanças climáticas no Brasil », In : MARTINE, G. et al., *População e Sustentabilidade na Era das Mudanças Ambientais Globais*. ABEP : Campinas, 2012.

tendance selon laquelle, malgré le ralentissement du rythme de la croissance démographique, et avant d'amorcer une diminution de la population, le pays connaîtra une hausse de la consommation à court et moyen termes.

Une autre transition importante en jeu au Brésil est la seconde transition urbaine. Au cours de la première transition urbaine, lorsque les populations rurales ont rejoint les zones urbaines, on a alors assisté à un net processus de concentration démographique dans certains grands centres urbains, et à une densification de l'occupation de ces villes. La seconde transition urbaine intervient, une fois que la population est devenue majoritairement urbaine et donne lieu à un processus de déconcentration des populations et de réduction de la densité démographique urbaine. Ainsi, la population brésilienne, qui est aujourd'hui à 84% urbaine, se rapproche d'un modèle d'urbanisation plus dispersé et plus horizontal, qui utilise de plus en plus d'espace pour un nombre de moins en moins important de personnes[26].

Naturellement, dans les principaux centres urbains consolidés par la première transition urbaine, la morphologie cristallisée dans le tissu urbain a tendance à masquer les marques de ces nouvelles formes d'occupation de la ville. C'est surtout à partir de la période de déconcentration de la population que l'urbanisation dispersée, sur le modèle de l'*urban sprawl*, a connu une importance accrue. Dans le cas du Brésil principalement, ces aspects sont mis en évidence par l'accroissement des lotissements et des copropriétés fermées des classes moyenne et supérieure.

Selon les données de l'IBGE, alors que la population croissait en moyenne de 1,77% par an entre 1980 et 2010, le nombre de ménages augmentait en moyenne de 3% par an. Ainsi, la population, qui a doublé entre 1970 et 2010, réside aujourd'hui dans un nombre de ménages qui a plus que triplé sur ce même laps de temps.

Faisant écho à ces données, le nombre moyen d'habitants par foyer continue de décroître fortement, passant de 4,2 personnes par foyer en 1991 à 3,3 en 2010. La diminution du nombre d'individus par foyer s'explique notamment par la baisse du taux de fécondité, mais elle est également liée aux transformations des structures familiales des ménages, à la transition démographique et au cycle de vie des familles.

Le processus de transition démographique au Brésil est d'ores et déjà consolidé et tout indique qu'il est désormais irréversible. Les taux de natalité et de mortalité ont tendance à se stabiliser. On projette pour 2030 un

26. D. J. HOGAN, R. OJIMA, « Urban Sprawl: a Challenge for Sustainability », In : G. Martine, G. McGranahan, M. Montgomery and R. Castilla-Fernandez. (org.). *The new global frontier: urbanization, poverty and environment in the 21st century*. 1re éd. London : IIED/UNFPA et Earthscan Publications, 2008, pp. 205-219.

taux de fécondité de 1,51 enfant par femme, bien en-dessous du seuil de renouvellement. Si ces projections se confirment, on estime que le Brésil connaîtra un pic de population dans la décennie de 2040, atteignant alors près de 228 millions d'habitants, avant de commencer à décroître. Avec une population vieillissante, les personnes âgées représenteront, en 2060, presque 30% de la population totale. De grands défis seront soulevés par cette transition de la pyramide des âges et les politiques publiques de tous les secteurs devraient garder cette perspective bien en ligne de mire.

Concernant le bonus démographique, le Brésil pourrait en tirer profit afin de minimiser ces défis qui l'attendent, mais de nombreuses analyses signalent déjà que le pays est en train de laisser passer cette « fenêtre d'opportunités » sans en profiter pleinement, au vu des faibles investissements dans la qualification de la main-d'œuvre. Cette fenêtre devrait se refermer autour de l'année 2055, et il est notamment indispensable que les groupes de population des futurs jeunes adultes de l'après-bonus aient une productivité économique élevée pour compenser l'augmentation du rapport de dépendance des personnes âgées qu'entraînera fatalement la transition démographique. Enfin, face à ces innombrables transitions simultanées, le rôle des politiques sociales est fondamental. Il serait très risqué de confier aux seules initiatives privées le développement d'actions de planification à moyen et à long termes, et les politiques sociales devraient tenir compte des défis que les facteurs démographiques soulèveront inévitablement.

Les politiques sociales dans le contexte de transition démographique

Le débat autour de la question sociale peut susciter une série d'approches thématiques qui se traduiront par des priorités dans les investissements publics. Parmi ces approches, il convient de souligner l'importance qu'ont acquis ces dernières années les discussions orientées vers les segments de population les plus vulnérables face aux effets pervers de la croissance économique[27].

Comme le rappellent Rios-Neto, Martine et Alves[28], les politiques sociales qui devraient répondre à la dynamique démographique sont celles-là même qui produisent des impacts sur la population et altèrent les

27. IPEA – Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, *O Brasil em 4 décadas*, Texto para discussão 1500. Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA), 46e année, Rio de Janeiro, 2010.

28. E.L.G. RIOS-NETO, G. MARTINE, J.E.D. ALVES, « Oportunidades perdidas e desafios críticos: a dinâmica demográfica brasileira e as políticas públicas », Associação Brasileira de Estudos Populacionais (ABEP) ; Fundo de População das Nações Unidas (UNFPA) ; Comissão Nacional de População e Desenvolvimento (CNPD), Belo Horizonte, 2009.

besoins futurs. Or c'est précisément l'interface qu'elles entretiennent avec la dynamique de la population qui leur confère une grande complexité analytique lorsqu'on étudie leurs relations avec le processus de transition démographique, comme on le vérifie au Brésil. Dans le cadre de cette transition, les politiques sont directement affectées, puisque la taille de la population et la pyramide des âges connaissent un mouvement de reconfiguration. Au sein de ce processus surgit la nécessité d'étendre certaines protections à des segments déterminés de la population, comme par exemple la population âgée, au détriment d'autres groupes (la population jeune) aux proportions relatives moins importantes[2930].

Face à une telle situation, afin de mieux comprendre cette relation (entre la transition démographique et les politiques), il convient d'analyser l'évolution des politiques sociales en abordant quelques-unes des principales tendances qui ont imprégné le processus de planification de ces politiques et leurs conséquences les plus immédiates.

Dans le cas du Brésil, la Constitution fédérale de 1988 est une étape importante de l'élaboration et de la modification des politiques sociales. À compter de sa promulgation, l'assistance sociale est devenue un droit social reconnu et une responsabilité publique, dans une perspective plus vaste de protection sociale[31]. Dans ce contexte, les politiques sociales ont pu acquérir une plus grande légitimité, ce qui a fini, selon Ivo[32], par favoriser l'apparition de nouvelles institutions responsables de l'orientation et du développement des droits sociaux pour certains segments déterminés de la société. Parmi tous les changements entrainés par la Constitution de 1988, les transformations les plus notables ont bénéficié aux travailleurs ruraux, aux femmes et aux personnes âgées, en leur reconnaissant le droit de percevoir retraites et pensions[33].

C'est dans ce contexte de développement des droits sociaux qu'apparaît la question de l'universalité des politiques. Selon Rios-Neto, Martine et Alves[34], cette universalisation a comme principe directeur la couverture de la totalité de la population à risque. Entretemps, bien que la Constitution ait fait de l'universalité une des priorités des politiques sociales après 1988, ces politiques, à partir de 2004, ont connu un nouveau tournant institutionnel caractérisé par des actions focalisées. Conceptuellement, focaliser une politique sociale revient à établir des mécanismes et des critères qui

29. E.L.G. RIOS-NETO, G. MARTINE, J.E.D. ALVES, 2009, *op. cit.*
30. IPEA, 2010, *op. cit.*
31. IPEA – Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, *op. cit.*
32. A.B.L. IVO, « Políticas sociais, pobreza e trabalho: dilemas do bem-estar em países de capitalismo periférico », *Revista Bahia*. Análise e Dados : « Estado Brasileiro e políticas sociais: contribuições para o debate brasileiro », v. 17, n.4, 2008, pp. 1121-1133.
33. *Ibidem*.
34. E.L.G. RIOS-NETO, G. MARTINE, J.E.D. ALVES, 2009, *op. cit.*

définissent les individus qui en seront bénéficiaires, prioritairement les plus pauvres, pour susciter une participation accrue de ce segment social sur le marché[35].

Un exemple notable de focalisation des politiques sociales, qui entretient des liens étroits avec la dynamique démographique, est celui des programmes de transfert de revenu. Ils cherchent à permettre à un grand nombre de familles d'échapper aux conditions d'extrême misère et d'extrême pauvreté auxquelles elles sont réduites. Parmi les politiques de type focalisé, basées sur les transferts de revenus, nous en examinerons deux en particulier : le Bénéfice de Prestation Continue (*Benefício Prestação Contínua* BPC) et le Programme Bourse Famille (*Programa Bolsa Família* - PBF).

Le BPC est destiné aux handicapés invalides et aux personnes âgées (à partir de 65 ans) des familles au revenu *per capita* inférieur au quart d'un salaire minimum, avec une prestation plafonnant au niveau d'un salaire minimum. Le PBF, en revanche, est issu de l'intégration de plusieurs programmes sociaux (« bourse école », « participation gaz », « bourse alimentation ») et a pour principale finalité de garantir le droit fondamental à l'alimentation et d'offrir l'accès aux droits à l'éducation et à la santé. Il s'adresse ainsi indirectement à la population plus jeune. Une fois atteints ces objectifs, il sera possible d'offrir un environnement social dans lequel les familles pourront rompre le cycle de la pauvreté entre les générations présentes et futures[36].

Le fait que le transfert de revenu soit l'un de leurs éléments directeurs permet de classer ces deux programmes (le BPC et le PBF) dans la catégorie des politiques sociales non contributives, car elles utilisent des ressources publiques pour la réalisation de transferts monétaires en faveur de segments de population focalisés[37]. Dans une perspective plus large, il faut toutefois souligner que ces politiques d'assistance sociale, même en étant focalisées, s'articulent avec d'autres politiques de type universel, comme dans le cas du BPF qui cherche à garantir l'accès sans restriction à l'éducation et aux services de santé préventive.

Car le PBF établit une série d'engagements auxquels doit se soumettre la famille bénéficiaire afin de rester dans le programme social, comme par exemple la scolarisation des enfants. Dans ce contexte, la nécessité apparaît de voir les programmes de transferts de revenu fonctionner en harmonie avec d'autres types de politiques sociales élaborées pour une population déterminée[38].

---

35. IVO, Anete, *op. cit*.

36. J.E.D. ALVES, S.M. CAVENAGHI, « Dinâmica demográfica e políticas de transferência de renda: O caso do Programa Bolsa Família no Recife ». *Revista Latinoamericana de Población*, 3e année, num. 4-5, janvier/décembre 2009.

37. RIOS-NETO, Eduardo Luiz Gonçalves ; MARTINE, George ; ALVES, José Eustáquio Diniz. *op. cit*.

38. ALVES, José Eustáquio Diniz ; CAVENAGHI, Suzana Marta, *op. cit*.

Le rapport avec la dynamique démographique est alors évident et dans le cas du PBF, il s'agit d'une politique de transfert de revenu à caractère intergénérationnel et familial. Ainsi, dès qu'elles commencent à percevoir ces aides, les familles acquièrent de plus fortes possibilités de rompre avec leur cycle de pauvreté et peuvent par conséquent offrir de meilleures perspectives socioéconomiques à leurs générations futures. Ce changement intergénérationnel est guidé par la hausse du pouvoir d'achat des membres de la famille, qui consomment dès lors davantage d'alimentation, et par le renforcement des droits à la santé et à l'éducation de ses enfants[39].

Dans cette perspective, lorsqu'on analyse les politiques sociales actuelles au Brésil, marqué par la chute de la fécondité et par le vieillissement de sa population, il semble possible de formuler une série de suppositions portant sur les défis auxquels la société devra faire face. En ce qui concerne les politiques sociales d'éducation, la diminution du nombre d'enfants et de jeunes devrait conduire au relâchement de la pression sur la structure et l'organisation même des écoles.

Cette diminution du nombre d'enfants et de jeunes peut être mieux comprise en analysant la contribution de ce groupe d'âge dans la composition de la population du pays au fil du temps. Selon les recherches réalisées par l'IBGE (2009 et 2014), le pourcentage d'individus de 0 à 14 ans dans la population brésilienne pour les années 1991, 2000 et 2010, aura été, respectivement, de 35%, 30% et 26%. Ainsi, compte tenu du ralentissement du rythme de croissance de ces tranches d'âge, il est à espérer que la conjoncture démographique actuelle contribue à ce que les politiques d'éducation touchent un nombre croissant d'élèves. Dans ce contexte, et grâce aux opportunités du bonus démographiques, les conditions nécessaires sont réunies pour atteindre l'universalité de l'enseignement et améliorer sa qualité.

Toutefois, l'effet positif de la réduction des populations jeunes sur les politiques sociales éducatives est grandement limité par les effets du vieillissement de la population, dans la mesure où l'augmentation de la population âgée pèsera sur les systèmes de santé et de retraite. Selon Rios-Neto, Martine et Alves[40], les principaux indicateurs de cette transition seront la hausse de la demande de certains services médicaux et hospitaliers, comme par exemple les soins pour les maladies chroniques ou dégénératives, qui exigent davantage de temps et des traitements plus coûteux.

Face à cette situation s'imposera la nécessité de développer des politiques tournées vers une hausse significative de la productivité économique, car les dépenses occasionnées par les personnes âgées retomberont sur la population en âge économiquement actif (PEA). Dans ce contexte, les gains de productivité pourraient générer des ressources supplémen-

39. RIOS-NETO, Eduardo Luiz Gonçalves ; MARTINE, George ; ALVES, José Eustáquio Diniz, *op. cit*.

40. E.L.G. RIOS-NETO, G. MARTINE, J.E.D. ALVES, *op. cit.*

taires qui seraient converties en épargne, en investissements et dans le développement économique du pays[41]. Ces enjeux soulignent à nouveau la nécessité de voir les politiques sociales prendre en considération les transformations démographiques passées et à venir de la population brésilienne[42].

Émergence d'une « nouvelle » classe moyenne

Les nombreux débats autour de l'apparition d'une nouvelle classe moyenne soulignent pour certains les difficultés à fixer les critères de classification et de délimitation de cette classe sociale. En prenant ainsi en compte le contexte social actuel du Brésil, la réalité de l'insertion dans la nouvelle classe moyenne des ménages qui ont connu une hausse de leurs revenus est mise en débat. D'après Pochmann (2011), il ne s'agit pas d'une nouvelle classe moyenne mais plutôt d'une classe de travailleurs qui s'est renforcée et qui a commencé à consommer des biens et des services qui lui étaient jusqu'alors inaccessibles. Il convient de noter, à partir de cette affirmation, qu'il est un peu réducteur de définir la division par classes d'une société en ne considérant que la consommation et les revenus perçus par les ménages, au lieu de considérer aussi comme il se doit les modèles et les modes de vie historiquement établis par ces sociétés[43].

Les études sur la structure par classe d'une population exigent un grand effort d'ordre conceptuel et méthodologique afin de délimiter les différentes couches sociales existantes. En général, les travaux ont cherché à diviser la sphère sociale en trois classes (classe inférieure, classe moyenne et classe supérieure), qui possèdent chacune différents critères de classification, qu'ils soient économiques, culturels ou politiques[44].

Si l'on examine la pertinence de ces critères de classification, il faut constater que la définition d'une classe sociale se limite à ne prendre en compte que le revenu perçu par le ménage, ce qui ne constitue pas un cri-

41. J.E.D. ALVES, D.S. VASCONCELOS, A.A. CARVALHO, « Estrutura etária, bônus demográfico e população economicamente ativa no Brasil: cenários de longo prazo e suas implicações para o mercado de trabalho », *Textos para discussão,* Comissão Econômica para a América Latina e o Caribe (CEPAL) ; Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA), 2010.

42. ALVES, José Eustáquio Diniz; CAVENAGHI, Suzana Marta, *op. cit*.

43. W.J. QUADROS, D.M. GIMENEZ, D.J.N. ANTUNES, « Afinal, somos um país de classe média? Mercado de trabalho, renda e transformações sociais no brasil dos anos 2000 ». In : Dawid Danilo (org.), *A "nova classe média" no Brasil como conceito e projeto político*, Rio de Janeiro : Fundação Heinrich Böll, 2013.

44. *VOZES da nova classe média. É ouvindo a população que se constroem políticas públicas adequadas*. Caderno 4. Governo Federal - Secretaria de Assuntos Estratégicos, Brasília, septembre 2012.

tère suffisant et s'apparente à un réductionnisme économique[45]. Face à ce défi méthodologique et conceptuel qu'implique la définition des classes, l'une des questions qui ont élevé le niveau de la discussion autour de ce sujet est la réorganisation des classes sociales brésiliennes, et particulièrement l'expansion considérable de la classe moyenne constatée au début de notre siècle.

D'après Lúcio[46], une série de changements intervenus dans ce contexte a permis une amélioration des conditions de vie de la population au bas de l'échelle sociale. Il convient de souligner que les individus considérés comme appartenant à cette catégorie se caractérisent par leur haute probabilité à rester ou à devenir pauvres dans un futur proche, percevant un revenu salarié *per capita* inférieur à 291 réais par mois. Pourtant, une partie de ces individus catégorisés dans cette situation de vulnérabilité sociale ont réussi à sortir de cet état, grâce à une série de facteurs tels que la mise en place des programmes de transfert de revenu, la politique de revalorisation du salaire minimum, les mesures d'accès à l'enseignement supérieur et les actions de développement du marché intérieur de masse.

Le résultat logique de ces changements fut l'émergence d'une Nouvelle Classe Moyenne, ou classe C, qui concentre désormais la majorité de la population. En termes statistiques, cette classe est passée de 38% en 2002 à 53% de la population du pays en 2012, ce qui, en valeur absolue, correspond à 75 millions puis 104 millions de personnes[47][48].

Cette nouvelle classe moyenne, ou simplement classe C, du point de vue du salaire, englobe les individus qui perçoivent entre 1 315 et 5 672 réais, et qui, théoriquement, devraient disposer d'un plus grand potentiel de consommation sur le marché[49]. Il est néanmoins important de noter que ce potentiel de consommation est directement lié au rapport de dépendance des familles, car le revenu a tendance à augmenter à mesure que le nombre d'enfants diminue et qu'augmente le nombre d'adultes. De sorte que l'appartenance ou non à cette classe sociale de certains individus possédant un certain niveau de consommation dépend de l'importance du revenu familial *per capita*.

---

45. C.L.KERSTENETZKY, C. UCHÔA, « Moradia inadequada, escolaridade insuficiente, crédito limitado: em busca da nova classe média ». In : Dawid Danilo (org.). *A "nova classe média" no Brasil como conceito e projeto político*. Rio de Janeiro : Fundação Heinrich Böll, 2013.

46. LÚCIO, Clemente Ganz. « Nova classe média? Uma ideia que incomoda ». In : *VOZES da nova classe média. Classe média e emprego assalariado*. Caderno 4. Governo Federal - Secretaria de Assuntos Estratégicos. Brasília, août 2013.

47. *Ibidem*.

48. W.J. QUADROS, D.M. GIMENEZ, D.J.N. ANTUNES, 2013, *op. cit*.

49. C.L.KERSTENETZKY, C. UCHÔA, 2013, *op. cit*.

Sans constituer l'unique critère de classification et de définition de la classe moyenne, le revenu a toutefois souvent été utilisé dans l'analyse de la structure sociale par classe, car il est possible, à partir du revenu, d'observer les changements économiques de la structure familiale et sa relation au marché du travail. Il faut souligner que les études sur la classe moyenne et le marché du travail au Brésil devraient prendre aussi en considération la dynamique démographique du pays qui, au cours des dernières décennies, a connu de profondes transformations. C'est pourquoi l'une des questions centrales de ce débat porte sur les segments de population qui parviennent à entrer sur le marché du travail et à acquérir en même temps le statut de cette nouvelle classe moyenne.

Cette situation, caractérisée par la création d'emplois, l'augmentation du travail formel et l'apparition d'une nouvelle classe moyenne, a bénéficié de l'accroissement de la population d'âge actif. Ce segment de la population, qui regroupe les individus de 15 à 64 ans, s'est accru de 19% entre 2001 et 2011, maintenant la proportion de ce groupe dans une quasi stabilité à 60% et contribuant ainsi à la croissance des opportunités et à la réduction des niveaux de chômage[50].

Bien que dans sa globalité le taux d'emploi soit resté presque stable, la population de la tranche d'âge correspondante démontre des comportements différents si l'on considère sa composition par sexe. Ainsi, la croissance du taux d'emploi a été influencée par un taux de participation accru des femmes au marché du travail[51]. Or, comme les femmes sont majoritaires dans cette tranche d'âge, leur insertion croissante sur le marché du travail contribue à la diminution du hiatus existant dans les relations de genre et au renforcement du marché du travail national.

La nombreuse population d'âge actif a aussi contribué de manière décisive à l'augmentation de la consommation, ce qui d'une certaine manière l'a mise en position d'intégrer la nouvelle classe moyenne. Cette hausse de la population d'âge actif a été le résultat de changements dans la structure par âge de la population brésilienne, en particulier la diminution du nombre d'enfants et, par conséquent, du rapport de dépendance. Cette conjoncture démographique peut être appréhendée par la notion de bonus démographique. D'après Rios-Neto, Martine et Alves[52], ce bonus crée les conditions nécessaires pour que les prélèvements et l'épargne augmentent plus que les dépenses.

---

50. *VOZES da nova classe média. Classe média e emprego assalariado*, Caderno 4, Governo Federal - Secretaria de Assuntos Estratégicos, Brasília, août 2013.

51. J.E.D. ALVES, « A transição demográfica e a janela de oportunidades », Instituto Fernand Braudel de Economia Mundial, São Paulo, 2008.

52. RIOS-NETO, Eduardo Luiz Gonçalves ; MARTINE, George ; ALVES, José Eustáquio Diniz, *op. cit*.

Grâce à l'ascension sociale d'une grande partie de la population au cours des dernières décennies, associées aux changements de la structure par âge de la population et à l'évolution du cycle de vie des familles, d'autres exigences apparaissent en termes de modèles de consommation de biens et de services. La hausse en valeurs absolue et proportionnelle de la tranche d'âge représentant le plus grand potentiel de consommation (entre 15 et 64 ans) devrait entraîner une hausse du niveau de la consommation et des changements dans les habitudes des consommateurs. Dans les prochaines décennies, des branches spécifiques du marché devraient connaître des demandes accrues, alors que d'autres devraient connaître une croissance plus timide[53].

Perspectives et défis à venir

Si l'on retient le niveau de revenu comme principal indicateur de la stratification sociale, on voit émerger une nouvelle classe moyenne au Brésil, tant en volume (c'est le plus gros contingent de la population) qu'au niveau du comportement, en particulier suite à une hausse de ses revenus et à son insertion sur le marché de la consommation.

En terme de volume, selon la récente étude de la Serasa-Experian[54], la classe moyenne, ou classe C, qui représentait 38% de la population brésilienne en 2003 et concentre aujourd'hui la majorité de celle-ci, soit 54%, ce qui représente une population de 108 millions de personnes, plus importante que celles de l'Allemagne et de la France. Si cette population constituait un pays, ce serait le 12e pays le plus peuplé du monde.

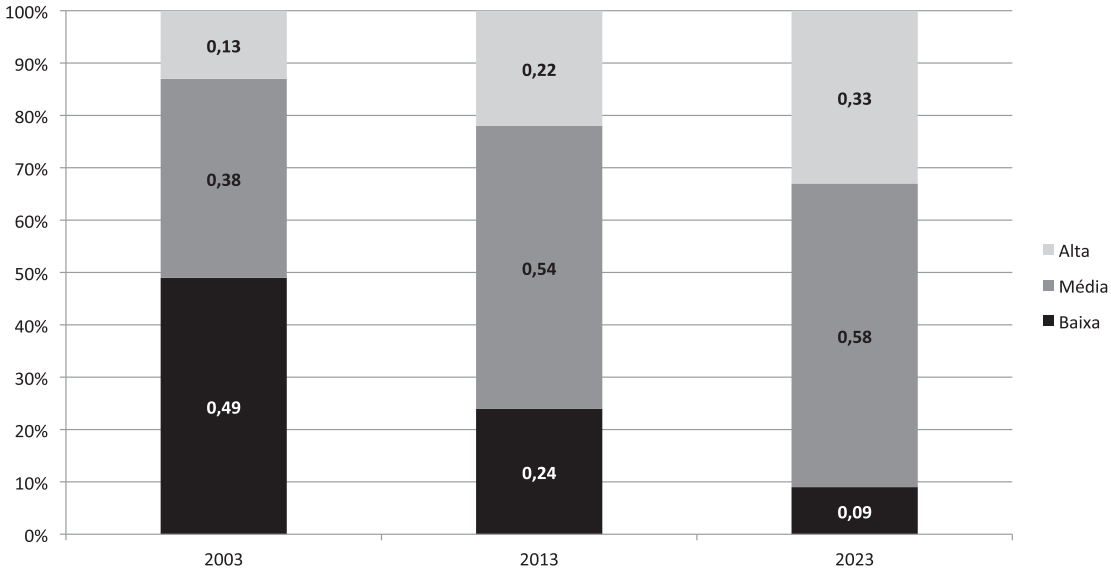
Cette étude considère comme intégrant la classe moyenne les familles qui perçoivent un revenu mensuel *per capita*, c'est-à-dire le revenu individuel moyen de la famille, compris entre 320 et 1 120 réais (équivalent à 145 et 509 US$, en se basant sur un dollar à 2,20 réais). Le Secrétariat aux Affaires Stratégiques (SAE), institution relevant de la Présidence de la République, définit une classification similaire pour la stratification économique et sociale basée sur la vulnérabilité face à la pauvreté : classe inférieure – familles au revenu *per capita* inférieur à 291 réais par mois ; classe moyenne – familles au revenu *per capita* entre 291 et 1 019 réais par mois ; et classe supérieure – familles au niveau de revenu *per capita* au-dessus de 1 091 réais par mois.

53. R.R. ZANON et al., « Envelhecimento populacional e mudanças no padrão de consumo e na estrutura produtiva brasileira », *Revista Brasileira de Estudos Populacionais*. Rio de Janeiro, v.30, Sup,p p. 45-67, 2013.

54. SERASA EXPERIAN. *Faces da Classe Média*, 2014. Disponible sur : http://noticias.serasaexperian.com.br/dados-ineditos-da-serasa-experian-e-data-popular-revelam-faces-da-classe-media-que-movimenta-58-do-credito-e-injeta-r-1-trilhao-na-economia.

Ainsi, à l'image de la pyramide des âges, la pyramide sociale et économique du Brésil est aussi en train de changer de format, présentant désormais une base plus étroite. Les projections indiquent une continuité dans ce processus. On estime que les classes moyennes et supérieures passeront de 54% et 22% de la population à l'heure actuelle à 59% et 33% respectivement en 2023. Alors que la classe inférieure passera de 24% en 2013 à 9% en 2023.

Graphique 6 – Évolution de la participation des classes sociales et économiques, Brésil – 2003, 2013 et 2023*



Source : SERASA-EXPERIAN, 2014

* Projections pour l'année 2023.

Du point de vue de son comportement, la nouvelle classe moyenne possède une caractéristique intrinsèque : elle constitue le plus grand marché de consommateurs du pays. Si elle représentait une nation, elle se placerait au 18e rang des pays les plus consommateurs du monde et serait plus riche que 54% de la population mondiale. Pour la seule année 2013, elle a dépensé 1,17 milliards de réais en produits et services. Selon l'IBGE, 2013 a été la dixième année consécutive de hausse de la consommation des Brésiliens, une hausse qu'on estime redevable essentiellement à la nouvelle classe moyenne.

Un bon exemple de cette croissance de la consommation est l'importante et régulière hausse de la consommation d'énergie *per capita*. Tandis qu'en 1992 un Brésilien consommait chaque année 36,4 gigajoules d'énergie, il en consommait 53,7 en 2011, soit une hausse de près de 67%. D'après les données de la PNAD, il y a eu une augmentation du nombre de presque tous les biens de consommation durables présents dans les foyers brésiliens, en particulier des lave-linge, qu'on trouvait dans 33,64% des foyers en 2011, contre plus de 50% aujourd'hui. Tout comme les réfrigérateurs, qui sont passés de 85,12 à 95,75% sur la même période.

Selon l'IBGE[55], le PIB a augmenté de 2,3% en 2013, grâce essentiellement à l'agriculture, qui a connu une hausse de 7% l'an dernier. Pourtant, c'est le secteur des services qui constitue la plus grande part du PIB, responsable de 70% de celui-ci en 2013. Du point de vue de la demande, la consommation des familles est la principale composante de la création de richesses, représentant plus de 60% du PIB de 2013. Par rapport à 2012, elle a connu une augmentation de 2,3%, en hausse pour la dixième année consécutive. La croissance des classes moyenne et supérieure au cours des dernières années a consolidé la demande intérieure, une situation qui place le Brésil dans une position avantageuse face à d'autres pays dont les économies sont bien plus dépendantes du marché extérieur, à l'exemple de la Chine, où les exportations représentent 40% du PIB[56]. Au Brésil, les exportations ont augmenté de 2,5% en 2013 par rapport à l'année précédente et représentent 12,5% du PIB. Cette forte participation du marché intérieur dans le PIB brésilien, consolidée par l'accroissement des classes consommatrices, explique aussi pourquoi le Brésil n'a pas eu à beaucoup souffrir des récentes crises économiques internationales. Ce potentiel de consommation de la nouvelle classe moyenne brésilienne a donc été capital dans le récent développement du pays, car la consommation des familles a largement participé au maintien de la croissance économique nationale au cours des dernières années. L'apparition de la nouvelle classe moyenne, autant que sa capacité à consommer, est due à une série de facteurs convergents. Les politiques de transfert et de distribution des revenus adoptées par le gouvernement pendant ces dix dernières années ont permis à une grande partie de la population de sortir de l'extrême pauvreté et d'améliorer sa situation économique, y compris sur le marché de la consommation. Toutefois, d'autres facteurs ont eu autant, sinon plus, d'importance pour la croissance de la consommation de la nouvelle classe moyenne et de la population brésilienne dans son ensemble. Le principal d'entre eux est la progression de l'accès au crédit, qui a permis l'acquisition de biens durables et de certains services. Aujourd'hui, la classe moyenne est responsable de 58% des opérations de crédit au Brésil[57].

Parmi les autres facteurs qui ont favorisé la consommation, on trouve l'augmentation réelle du revenu des travailleurs, la diminution du chômage et la progression du travail déclaré. La tendance à « plus de foyers et moins d'individus par foyer » et l'accroissement de la population en âge économiquement actif sont des facteurs démographiques qui, associés à une situation économique favorable, ont aussi encouragé la consommation des Brésiliens. Néanmoins, la croissance de la consommation peut également

55. IBGE. *Indicadores IBGE. Contas Nacionais Trimestrais*, oct/déc. 2013. Disponible sur : <ftp://ftp.ibge.gov.br/Contas_Nacionais/Contas_Nacionais_Trimestrais/Fasciculo_Indicadores_IBGE/pib-vol-val_201304caderno.pdf>

56. SAE – Secretaria de Assuntos Estratégicos, 2011. Disponible sur : <http://www.sae.gov.br/site/?p=6681#ixzz31ERnnd66>

57. SERASA EXPERIAN. *op. cit.*

avoir des conséquences indésirables, comme l'endettement des familles et une forte inflation. Représentant la majorité de la population brésilienne et jouant un rôle vital dans l'économie nationale, la classe moyenne est désormais le principal protagoniste du pays. Plusieurs études proposent d'autres interprétations, en critiquant l'idée d'apparition d'une nouvelle classe moyenne, mettant surtout en avant le fait que le profit économique de la population brésilienne au cours des dernières années n'a pas entraîné de restructuration des classes sociales. Cette ascension économique d'une grande partie de la population, qui a impliqué un recadrage des classes sociales et économiques, a toutefois provoqué des changements majeurs dans les rapports sociaux, économiques, politiques, comportementaux et professionnels. En raison de sa taille, de son importance et de sa signification, ce mouvement social et économique de la population qu'a connue le Brésil a été désigné par l'expression « Un pays nommé Classe Moyenne ». Une nouvelle classe moyenne est apparue, et elle entend bien améliorer ses conditions de vie grâce à une hausse implicite de la consommation. Une nouvelle classe moyenne consommatrice, qui est devenue la principale force économique du pays.

Enfin, grâce à une conjoncture économique favorable, renforcée par ce moment unique dans son histoire démographique, le Brésil a connu des transformations radicales au cours des dernières décennies. Les aspects démographiques examinés dans cet article font apparaître l'importance d'approfondir la recherche dans ce domaine, car nombre de ces questions auraient déjà pu être annoncées et anticipées par les chercheurs. Comment fera-t-on face au vieillissement de la population, lorsque la classe consommatrice aura atteint un âge avancé et que le rapport de dépendance sera défavorable ? L'effondrement presque certain du système de retraites brésilien permettra-t-il de maintenir le rythme de croissance prévu pour les années à venir ? Le système de santé publique sera-t-il capable de répondre aux demandes d'une population sujette à des maladies chroniques ou dégénératives et exigeant des soins coûteux ? Tels sont les défis hérités de la transition démographique auxquels le Brésil devra faire face, sans qu'à ce jour aucune solution ne soit proposée. En attendant, l'analyse démographique nous permet d'anticiper, en mesurant notamment leur intensité et certaines de leurs particularités.

Traduction : Simon Berjeaut

Bonheur privé, carences publiques. Retour sur la fronde sociale de mars-juin 2013 au Brésil

Yves-André FAURÉ[1]

Beaucoup a été dit et écrit, dans le pays et hors du pays, sur les vastes et nombreuses manifestations qui ont secoué le Brésil et qui ont culminé au mois de juin 2013, les plus amples que le pays a connues depuis celles qui avaient exigé des élections immédiates (*Diretas Já*) mettant fin au régime militaire (1964-1985) et celles qui avaient conduit en 1992 à l'*impeachment* du président Collor (*Fora Collor*) pour corruption. Il est, de fait, toujours délicat d'avancer des explications rendant parfaitement intelligibles des évènements sociaux aussi explosifs et qui renvoient à une multitude de facteurs qui les ont rendus possibles et à des conditions particulières de surgissement. Aucun effort de compréhension, même celui qui se veut rigoureux, n'est exempt de fragilité ou d'incertitude. Jusqu'à quel point doit-on remonter dans les facteurs contributifs aux manifestations observées, jusqu'à quel stade de la régression faut-il parvenir pour éclairer de manière suffisamment satisfaisante la situation et ses ressorts ?

Pourtant on ne peut se contenter de décrire les évènements et leur succession et s'en tenir aux premiers et rapides points de vue qui ont été avancés çà et là. Il est exact que la misère des services publics de base (santé, éducation, transports collectifs, assainissement…), la faiblesse des investissements publics, l'insuffisance quantitative et la piètre qualité des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, les criantes et persistantes

1. Directeur de recherche émérite, Institut de recherche pour le développement (IRD), UMR PRODIG 8586 (université Paris 1, CNRS, IRD, EPHE).

inégalités sociales et spatiales, une corruption endémique qui favorise des enrichissements immédiats et génère des surcoûts considérables, sont au fondement de la défiance des citoyens envers leurs dirigeants. Pour autant les populations se sont toujours plus ou moins accommodées de ces défaillances. Et si elles ont été placées, parmi d'autres revendications, au premier plan des protestations de rue, encore convient-il de s'interroger sur les raisons qui ont favorisé une expression aussi brutale et collective de la révolte à cette phase de l'évolution socio-économique et politique du pays.

Des revendications soudaines et massives sans débouché politique

Portant à l'origine sur le refus des usagers de voir augmenter les tarifs des transports collectifs urbains et souvent présenté comme amorcé par des étudiants[2] et des jeunes de São Paulo et de Rio de Janeiro, le mouvement de fronde a en fait débuté le 25 mars à Porto Alegre (État du Rio Grande do Sul) et s'est répété dans cette ville le 27 mars et le 4 avril 2013. Il s'est diffusé par la suite comme une traînée de poudre dans de nombreuses capitales des États fédérés. À partir de la seconde quinzaine de juin les mobilisations de rue vont *decrescendo* : elles s'espacent peu à peu dans le temps et elles rassemblent des foules progressivement moins fournies.

L'étendue géographique considérable de son expression peut, à elle seule, démontrer la profondeur du malaise générateur des protestations. Il n'est pas sans signification que les dénonciations originelles aient porté sur les tarifs de transports collectifs urbains : les déplacements dans les villes brésiliennes sont difficiles et lents, ajoutent à la fatigue du travail quotidien et représentent pour l'usager moyen des coûts qui ne sont pas négligeables[3]. C'est aussi un secteur, qu'il s'agisse des transports officiels ou alternatifs et informels, marqué par la corruption attachée à l'obtention des autorisations et concessions – quand ce ne sont pas des bandes quasiment mafieuses qui maîtrisent secteurs et réseaux. Mais les protestations se sont rapidement enrichies de nouvelles dénonciations et de nouvelles exigences, signes d'un malaise beaucoup plus général. Les banderoles et calicots brandis partout par les manifestants dénonçaient avec force des maux et des défaillances de la sphère publique que les sondages opérés sur le vif auprès des manifestants et peu après les protestations de rue confirmeront pleinement. Outre la question déjà mentionnée des transports insuffisants et onéreux, ont été prioritairement dénoncés la corruption généralisée dans le pays, dans les milieux politiques mais aussi dans la gestion des entre-

2. Les étudiants qui ont manifesté pour s'opposer à l'augmentation des tarifs de transport se sont organisés, à travers les réseaux sociaux, en mouvement connu sous le sigle MPL (*Movimento do Passe Livre*). Ils ont par la suite tenté d'élargir leurs actions en direction des logements non occupés dans les villes en dénonçant le *latifúndio urbano* alors que de nombreux Brésiliens sont sans toit.

3. Dans les capitales des États fédérés et du District fédéral, les prix du ticket de bus oscillent de 1,5 à 3 Reais au moment où ces lignes sont écrites (avril 2014).

prises publiques et la volonté souterraine des autorités de mettre un frein à son combat, les coûts jugés exorbitants d'organisation de la coupe du monde de football en regard des nombreux besoins des populations[4], la mauvaise qualité de l'éducation publique et la misère du réseau public de santé, tant du point de vue des équipements de ces secteurs que des salaires de leurs agents. Le coût de la vie qu'une inflation toujours soutenue tend mécaniquement à élever, les difficultés liées au logement, à son prix comme à sa qualité, les carences des réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement ont été dans le même temps dénoncés par les manifestants, au même titre que la question de la sécurité tant la violence et la criminalité croissantes ne paraissent pas susceptibles d'être enrayées par les pouvoirs publics. La réforme politique a été exigée pour en finir avec une classe politique inefficace, protégée par une impunité largement répandue, confortablement installée dans l'opulence grâce à la générosité des deniers publics, animée par le seul objectif de s'emparer des prébendes et se reproduisant, d'élections en élections, et jugée incapable de s'attaquer aux maux profonds de la société brésilienne[5]. Ainsi aux dénonciations et revendications initiales, nées d'une révolte spontanée et limitées à une cause, celle des transports, se sont agrégées rapidement un ensemble de doléances multisectorielles livrant un panorama général du ressentiment et des frustrations de la population.

Si la colère et les frustrations des Brésiliens se sont exprimées dans les villes, et plutôt dans les grandes agglomérations, c'est que 84% de la population est urbaine[6], que dans ces lieux se concentrent de puissants handicaps et blocages responsables du mal-vivre quotidien de nombreux habitants et que se présentent aussi les meilleures opportunités d'expression des exaspérations, de rassemblement des citoyens et de coagulation des protestations[7]. En ce sens la mobilisation des réseaux sociaux générés par les équipements individuels de téléphonie mobile, abondamment utilisés dans les villes brésiliennes, a été un puissant facteur de formation et d'amplification des rassemblements protestataires. La brutale répression

4. Les coûts estimés avoisinaient, en juillet 2013, les 10 milliards d'Euros (un peu plus de 29 milliards de Reais) ce qui en ferait la coupe la plus onéreuse de l'histoire. Lorsque le Brésil, en 2007, a été confirmé pour accueillir la coupe du monde le ministre des sports à cette époque, Orlando Silva, proclamait qu'aucun Real ne sortirait des coffres publics pour préparer et organiser cet évènement. Par comparaison, le budget fédéral prévisionnel pour 2014 devait consacrer 4% (100 milliards de Reais) à l'éducation et 3,3% (82 milliards) à la santé.

5. On trouvera dans Fauré Y.-A., 2011, « Du jeitinho et d'autres phénomènes connexes dans le Brésil contemporain », in D. C. Bach et M. Gazibo, *L'Etat néopatrimonial : genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, pp. 251-274, un panorama des pratiques de patrimonialisme qui, au-delà de l'apparente légal-rationalité du régime public brésilien, en révèle la nature profonde.

6. IBGE, 2011, *Censo demográfico 2010*, www.ibge.gov.br/população/censo 2010.

7. Non que les campagnes brésiliennes ne soient pas, de leur côté, caractérisées par de graves et persistantes carences (pauvreté et misère y sont répandues, scolarisation très souvent défaillante, transports précaires, populations soumises aux intérêts et aux pouvoirs des oligarchies locales, etc.).

policière des manifestations a alimenté à son tour l'expression de la colère citoyenne. Il est aussi utile de rappeler que si le pays a été assez rarement dans son histoire en proie à des troubles d'une telle ampleur, les conflits sociaux, les grèves, les blocages de rues et de quartiers, les *sit-in* devant les bâtiments des autorités, aux échelles des États fédérés, des communes (*municípios*) et des institutions fédérales à Brasília, sont monnaie courante. Mais ces évènements, qui peuvent s'accompagner de scènes de grande violence, sont en général relativement circonscrits, géographiquement localisés, maintenus dans les frontières de secteurs d'activité déterminés ou de quartiers urbains, ne remettent pas en cause les institutions et la représentation politique dans son ensemble ; bref, ils sont dépourvus d'un potentiel de convergence des mobilisations susceptibles de déboucher sur des crises de grande ampleur.

D'abord déboussolées par le surgissement et l'ampleur du mouvement, les autorités fédérales, après avoir laissé quelques politiciens prendre le risque de critiquer ces formes de protestations et de tenter de les discréditer en soulignant les actes de vandalisme qui les ont parfois accompagnées du fait de groupes minoritaires, ont semblé prendre la mesure des évènements en promettant l'écoute et le dialogue[8]. Lors de ses premières prises de parole radiodiffusées et télévisées, fin juin, la présidente Dilma Rousseff, se souvenant sans doute de ses années de lutte armée contre l'ancien régime militaire, s'est résolue à reconnaître, avec une humilité qui contrastait avec la sévérité de jugement des ministres et politiciens composant l'alliance gouvernementale et parlementaire, que le Brésil était en train de vivre un phénomène social nouveau, massif et annonça de premières mesures censées satisfaire partiellement un certain nombre de revendications, comme la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'organisation et le coût de la coupe du monde de football et le renoncement à une réforme annoncée – dite PEC 37 – de la Constitution visant à priver le Ministère public, organe judiciaire indépendant au Brésil, d'un pouvoir d'investigation partagé avec la Police fédérale dépendant elle de l'Exécutif et dont le but était clairement de limiter la lutte contre la corruption. Les gouvernements des États fédérés concernés annulèrent, dans le même temps, les décisions d'augmentation des tarifs de transports collectifs.

De nouvelles tentatives de mobilisation protestataire ont eu lieu au début de 2014 puis à l'approche de la coupe du monde de football qui a donné aux manifestants l'opportunité d'exprimer leur colère et leur exaspération et la chance espérée de peser sur les décisions gouvernementales. Mais ces

8. Aussi désemparé que les autres formations politiques, le Parti des Travailleurs (au pouvoir à l'échelle fédérale depuis 2003 et dans plusieurs États fédérés), sans crainte de risquer le paradoxe, a tenté de récupérer le mouvement en encourageant ses militants à rejoindre les cortèges de protestation, comme l'a fait de son côté l'ex-président Lula exhortant les syndicalistes à défiler dans les rues aux côtés des manifestants. Celles et ceux qui ont suivi ces incitations ont été traités d'opportunistes et refoulés par les différents cortèges.

tentatives ont eu assez peu d'écho et la fierté des Brésiliens d'accueillir un évènement planétaire associée à la communion de beaucoup d'entre eux dans le football peuvent expliquer l'affaiblissement des rassemblements contestataires de rue.

Mais les réponses apportées jusqu'ici par les autorités ne sont certainement pas de nature à satisfaire les revendications exprimées avec tant de force et de constance par les manifestants. La proposition de la présidente Dilma Rousseff d'instituer une Assemblée constituante pour organiser la réforme politique puis en soumettre les conclusions à référendum (*plebiscito)* a été immédiatement écartée par les membres du Congrès jaloux de leurs prérogatives en matière constitutionnelle. Quant à la réforme elle-même, elle a été remisée à plus tard par les parlementaires. Elle visait notamment à réduire les conditions de réélection aux charges exécutives (gouverneurs, maires), à mettre fin au vote obligatoire, à faciliter la création de partis politiques, à restreindre aux seuls partis dépassant les 5% des suffrages le bénéfice du Fonds de soutien aux partis, à interdire les dons financiers des entreprises aux candidats, etc. Comme de nombreux projets de réforme qui touchent aux institutions politiques et entament les intérêts des partis, on peut augurer que cette proposition sera sans cesse différée aux calendes brésiliennes. Le principal changement d'ordre juridique provoqué par la fronde est dû à une parlementaire fédérale du Parti Socialiste Brésilien (PSB), Luiza Erundina, qui a fait approuver en décembre 2013 par la plénière de la Chambre des députés une proposition d'amendement constitutionnel (PEC 90/11) consistant à inclure le domaine du transport dans la liste des onze droits sociaux reconnus par la charte de 1988. Il restait encore à présenter le texte au Sénat et, si celui-ci devait l'approuver à son tour, l'Exécutif aurait ensuite à arrêter et faire adopter des textes d'application (processus dit de *regulamentação*).

Conscient du risque de troubles pouvant de nouveau survenir à l'occasion de la coupe du monde de football et de l'impact négatif qu'ils auraient sur l'image du pays, les autorités fédérales et les gouverneurs des États fédérés concernés par la compétition prévoyaient d'assurer la sécurité des villes, des stades, des spectateurs et des touristes en mobilisant de considérables forces de l'ordre. Et, de fait, la tranquillité et l'ordre public ont été à peu près maintenus pendant la période festive et sportive.

Une révolte surgie dans une phase de croissance modeste mais continue

Si la croissance brésilienne, s'élevant en moyenne à 3,7% par an au cours de la décennie 2000, a été plus régulière et soutenue que dans la décennie 1990 où elle était en moyenne de 2,9% par an, encore doit-on noter qu'elle a été plus faible, lors de la dernière période, que celle de la Russie (5,4%), de l'Inde (8%) et de la Chine (10,8%) pour ne citer que le fameux « club » des pays réunis sous le sigle BRIC auquel les autorités brésiliennes s'enorgueillissent d'appartenir et dans lequel ils établissent maintes comparai-

sons, même si l'hétérogénéité de ce groupe n'est plus à démontrer. En 2011, la croissance brésilienne est redescendue à 2,7% – quand la Russie atteignait 4,3%, l'Inde 6,8% et la Chine 9,2% – et n'a été, en 2012, que de 0,9%, lestée par la chute des investissements (- 4%), de l'agroindustrie (- 2,8%) et de l'industrie (- 0,8%)[9].

Depuis un peu plus d'une dizaine d'années, favorisées par cette croissance économique, modeste mais réelle et surtout plus régulière que dans les années 1990, par la dynamique de création d'emplois formels et par une meilleure distribution du revenu grâce notamment à des programmes de transferts, les conditions de vie d'une importante partie de la population se sont clairement améliorées. Nombre de familles ont pu échapper à la misère et à la pauvreté et les catégories intermédiaires de la structure sociale brésilienne (désignées officiellement comme étant les classes B, C et D sur un spectre qui en compte cinq de A à E) ont considérablement augmenté leurs effectifs. Certains voient dans cette évolution favorable la marque d'orientations économiques libérales, assise sur le rôle du marché et des entreprises privées et sur les avantages tirés de l'ouverture commerciale externe, dans le prolongement, plus ou moins assumé, des grandes décisions adoptées à la suite du plan Real de 1994 qui a mis fin au régime d'hyperinflation, a permis la stabilisation et l'assainissement des comptes publics.

Et, de fait, la question de savoir si, avec l'arrivée au pouvoir de Lula et du Parti des travailleurs (PT) en 2003, le changement économique l'a emporté sur la continuité fait toujours l'objet de débats. Avec l'abandon des engagements du programme initial du PT du temps où il était dans l'opposition qui revendiquait la rupture avec le néolibéralisme, voire le capitalisme, et avec les institutions qui en étaient présentées comme le support (FMI en tête), un premier ensemble d'observateurs et d'analystes incline à penser que la politique macroéconomique, après 2002, n'a pas fondamentalement dévié des orientations précédentes entamées avec l'adoption en 1994 du Plan Real puis d'un régime de taux de change flexible. Les mesures de stabilisation macroéconomiques subséquentes se fondaient sur trois objectifs majeurs. Le premier consistait à contrôler l'inflation en essayant de la maintenir autour de 4,5% l'an dans la limite de deux points au-dessus ou au-dessous de ce taux. Le deuxième objectif, sous la recommandation du FMI, revenait à dégager un solde primaire positif – soit une situation budgétaire favorable avant paiement du service de la dette – afin de permettre le remboursement et la réduction de la dette publique. Le troisième objectif, porté par la Loi de Responsabilité budgétaire (*Lei de Responsabilidade fiscal*), visait l'assainissement des comptes publics – du gouvernement fédéral mais aussi des États fédérés et des communes dont une partie des dettes échappait à la connaissance des autorités centrales. Ces orientations macroéconomiques, pourtant bruyamment décriées auparavant,

9. UNCTAD, 2012, *Handbook of Statistics*. Accessible : http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/tdstat37.

non seulement n'ont pas été dénoncées, ni sous les deux présidences Lula, ni sous la présidence de Dilma Rousseff mais encore elles ont fait l'objet d'une attention constante des autorités issues du PT. De même, les privatisations intervenues dans les années 90 n'ont pas été remises en cause mais, de plus, l'appel au secteur privé, national et international, a même connu un regain d'intérêt avec le développement du partenariat public-privé dans les grands projets (Programme d'accélération de la croissance, par exemple) et la multiplication d'importants contrats de concession dans le domaine de la gestion et du renouvellement des grandes infrastructures du pays[10]. D'autres auteurs, mettant en avant une série de mesures protectionnistes et des programmes de relance adoptés depuis 2003, insistent sur les changements enregistrés dans le domaine économique entre les deux périodes et vont jusqu'à les ériger en base d'un régime de croissance différent – entendu comme mode d'accumulation et de répartition[11]. Et, de fait, les autorités brésiliennes, à travers une succession de mesures sectorielles d'aide à des activités en difficulté et l'adoption de programmes de grands travaux, ont montré que leur rôle ne se bornait pas à s'occuper des seuls agrégats macroéconomiques et à laisser le système productif continuer à être conditionné par les seuls mécanismes du marché. Par ces types d'intervention, l'État brésilien a manifesté son retour dans l'économie.

Si le débat demeure ouvert entre ces deux interprétations, on doit convenir que c'est dans le domaine social que se situent les plus grandes ruptures avec les gouvernements précédents. Et, au-delà de la controverse naturelle sur la nature des stratégies et politiques mises en œuvre, on incline à penser que ce sont initialement et principalement des décisions touchant aux institutions – en tant qu'ensemble de règles du jeu – et une série de mesures de politique publique non réductibles aux seuls impacts de la croissance économique mais évidemment favorisées par celle-ci, qui sont à l'origine des améliorations des conditions de vie de larges couches de la population[12].

Il est clair que la fin de l'hyper-inflation qui a directement découlé de l'adoption du Plan Real de 1994 a notablement contribué à l'amélioration de la distribution des revenus. Le salaire minimum (SM) a pratiquement doublé en termes réels entre 1995 et 2012 passant de 313,51 Reais – (aux prix de 2012) à 622 Reais[13,14]. Autrement dit, le pouvoir d'achat du SM a augmenté pendant la période de près de 100%. Une bonne partie de la po-

10. OCDE, 2013, *Études économiques de l'OCDE. Brésil*, Paris, OCDE, octobre.

11. Salama P., 2010, « Brésil. Bilan économique, succès et limites », in *Problèmes d'Amérique Latine*, vol. 4, n°78.

12. Cette thèse et les divers arguments qui l'étayent sont exposés dans Lustosa M. C. J. et Fauré Y.-A., 2013, « Changements institutionnels et politiques publiques au Brésil. Aux sources de la réduction des inégalités sociales, de la pauvreté et des disparités régionales », *Cahiers du GREThA*, Université de Bordeaux, n°25.

13. Environ 170 dollars US en 1995 et 338 en 2012, sur la base du taux de change du 2 janvier 2012.

14. IBGE, 2012, Sistema Nacional de Índices de Preços ao Consumidor, www.ibge.gov.br/home/estatistica/indicadores/precos/inpc_ipca.

pulation a bénéficié de cette évolution vu que, selon des estimations du gouvernement, 45,5 millions de personnes disposent de revenus indexés sur la valeur de ce SM[15], y compris celles qui perçoivent des allocations (*benefícios*) du Régime Général de Prévoyance sociale (RGPS) composées pour l'essentiel (88%) des pensions de retraite et de réversion auxquelles s'ajoutent les allocations liées à un certain nombre de prestations d'assistance. Ces allocations constituent une importante source de transferts de revenus opérés par le gouvernement fédéral.

En milieu rural, le régime des pensions de retraite, désormais indexées sur le SM, a été assez profondément révisé par des lois adoptées au cours des années 90 dans le sens d'une ouverture des droits et des ressources des travailleurs des campagnes et dont le montant matériel a été rehaussé par la valorisation du salaire réel. D'une part, les actifs relevant de la petite production familiale ont eu accès aux droits et dotations du RGPS, soit à un plancher équivalent à un SM. D'autre part, les femmes se sont vues reconnaître les mêmes droits même si leurs conjoints bénéficiaient d'une pension. Ces mesures ont eu pour effet d'intégrer davantage la population rurale pauvre à l'économie monétaire.

Le programme *Bolsa Família* est un mécanisme de transferts directs de revenus sous condition de fréquentation scolaire et de vaccination des enfants des familles bénéficiaires. Il est né de la fusion de programmes lancés sous le gouvernement F. H. Cardoso : Bourse-Ecole, Allocation–Gaz, Bourse-Alimentation. Leur unification sous la nouvelle et efficace appellation avait déjà commencé avant la présidence Lula mais c'est celui-ci qui a donné toute sa notoriété au programme, désormais inclus dans un projet plus vaste appelé Brésil sans misère. Fin 2013, il bénéficiait à 14 millions de familles, soit environ 50 millions d'individus pour un montant de 24 milliards de Reais correspondant, *grosso modo*, à 2% des dépenses budgétaires fédérales[16]. Il vise à éradiquer l'extrême pauvreté (revenu mensuel familial *per capita* jusqu'à 70 Reais) et la pauvreté (revenu mensuel familial *per capita* de 70 à 140 Reais)[17]. Il accorde par individu une bourse mensuelle de 70 à 310 Reais. Ce mécanisme n'est pas exempt de critiques : il a donné lieu à de multiples fraudes, il est vrai en voie de lente diminution, et, surtout, la persistance de son caractère assistancialiste en fait davantage un instrument d'inclusion sociale – via les contreparties exigées en matière de scolarisation et de vaccination des enfants – que d'intégration

15. Brasil, Secretaria de Assuntos Estratégicos (SAE/PR), 2013, *45 Curiosidades sobre a Nova Classe Média*, Brasilia, Governo Federal.

16. Lustosa M. C. J. et Fauré Y.-A., *op. cit.*, 2013.

17. Le salaire minimum (SM) a été fixé par le gouvernement à 678 Reais pour l'année 2013 soit 221 Euros.

économique puisque l'accès au marché du travail des bénéficiaires du programme ne constitue un objectif ni recherché en principe, ni atteint de fait. Mais bien que plusieurs études économiques aient établi que cette fameuse Bourse Famille a moins contribué que l'augmentation du salaire réel à l'amélioration de la condition des couches pauvres de la population, elle a largement contribué au mieux être social de bien des familles brésiliennes[18]. Dans de nombreux *municípios* brésiliens, les revenus tirés de la *Bolsa Familia*, à côté des pensions de retraites et des salaires des employés municipaux – souvent pléthoriques car le clientélisme en influence encore le recrutement – constituent les seules sources d'animation de l'économie locale et la seule Bourse Famille parvient dans maintes situations à représenter des volumes supérieurs aux ressources du Fonds fédéral de participation en faveur des communes.

L'expansion du crédit a aussi participé à la dynamique économique du pays. Longtemps contenu à un niveau très faible comparé à d'autres pays – le niveau d'endettement des ménages était de 18% de leurs revenus en 2005 – il a connu un pic historique en juillet 2013, la Banque Centrale informant que, selon le Système Financier National, le taux d'endettement des ménages avait atteint plus de 45% de leurs revenus[19].

La croissance et des mesures incitatives – par exemple l'adoption d'un impôt unique et de taux très bas appelé *Simples* auquel sont assujettis les petits commerçants, artisans et prestataires de services, sans compter les initiatives prises par le SEBRAE (Service brésilien d'appui aux petites entreprises) en vue de « légaliser » les petits établissements – ont fait baisser le taux d'informalité des activités qui, selon l'Ipeadata est passé de 57,8% en 1995 à 57,4% en 2003 et à 47,5% en 2011. Symétriquement, alors que la population économiquement active a progressé de 36% entre 1995 et 2009 et que la population occupée a crû de 33% dans la même période, les emplois formels enregistrés par le Ministère du Travail et de l'Emploi ont augmenté de 95% entre 1995 (23,750 millions de postes) et 2011 (46,3 millions de postes de travail)[20]. Enfin le chômage a connu une baisse régulière pour se situer officiellement au plus bas avec un taux de 5,3% en août 2013[21,22].

---

18. Une étude récente de l'IPEA (Institut de Recherche en Economie Appliquée, organisme fédéral) est venue confirmer ces analyses d'universitaires en montrant que 54,9% de la réduction des inégalités est due à l'évolution des revenus du travail contre 20,8% aux pensions et allocations de la Prévoyance sociale et 12,2% au programme *Bolsa Família* (source : Agência Brasil, 1er octobre 2013).

19. Agência Brasil, 27 septembre 2013.

20. MTE (Ministério do Trabalho e do Emprego), 2013, *Relação Anual de Informações Sociais*, Brasília.

21. OCDE, 2013, *Etudes économiques de l'OCDE. Brésil*, Paris, OCDE, octobre.

22. Une nouvelle méthodologie utilisée par l'IBGE en 2014 et plus conforme aux standards internationaux a pour effet de relever d'un point à un point et demi le taux de chômage.

Toutes ces décisions et tous ces dispositifs ont incontestablement participé à la croissance que résume à sa manière la progression du PIB brésilien. Et les données sur l'emploi indiquent une nette tendance favorable dérivée justement de cette croissance. Au-delà de ces indicateurs macrocomptables, ce sont de nombreux individus, de nombreuses familles qui ont vu leurs conditions de vie s'améliorer peu à peu. L'expansion des ventes de biens de consommation durable a témoigné de ces améliorations du quotidien. Comment alors expliquer la révolte des mois de mars-juin 2013 éclatant dans cette série temporelle plutôt positive pour l'économie et la société du Brésil ? La sociologie historique nous enseigne que les revendications et les révoltes apparaissent davantage dans des périodes de prospérité, fut-elle relative, car les acteurs trouvent là matière à devenir plus exigeants. Mais dans le cas particulier qui nous occupe présentement on ne peut se satisfaire de ce cadre tendanciel et général. Pour tenter de répondre à cette question il convient d'abandonner les agrégats comptables pour examiner la manière dont les évolutions économiques ont pu modifier les caractéristiques de la structuration sociale du pays. L'analyse ne peut se limiter à explorer les facteurs qui, tant au plan macroéconomique que macropolitique, peuvent avoir produit des propriétés de situation propices aux protestations et manifestations. Il convient aussi de s'intéresser aux caractéristiques sociales des groupes et catégories qui ont participé aux protestations de rue.

Des protestataires membres d'une classe moyenne élargie et renouvelée

L'indice de Gini de la distribution des revenus, depuis 2001, montre une claire tendance à la réduction des inégalités – malgré cela le Brésil est un pays encore fortement marqué par d'importantes disparités de revenus, de patrimoines, entre individus, entre familles, entre régions. L'indice de Gini portant sur la distribution des seuls revenus du travail est descendu en 2012 à 0,498 alors qu'il était à 0,567 en 1998, signifiant ainsi une baisse réelle et régulière des inégalités[23] – il était de 0,607 en 1990. Cette évolution positive différencie le Brésil des autres membres du groupe des BRICS.

La réduction significative de la pauvreté et de l'extrême pauvreté sur les dix dernières années explique en partie le rétrécissement relatif de ces inégalités de revenus. Il existe de nombreuses formules de calcul de la pauvreté et de l'extrême pauvreté qui dépendent de la ligne de pauvreté retenue, des critères sélectionnés, des modes de traitement et de calculs utilisés. Abordée par sa seule dimension monétaire – d'évidence incomplète mais facilitant des mesures et des comparaisons – il est courant au Brésil que l'état de pauvreté soit assimilé à un revenu familial moyen mensuel *per*

23. IBGE, 2013, *Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílio – PNAD 1995 à 2011*, www.ibge.gov.br/home.

capita (*renda domiciliar média mensal per capita*) égal ou inférieur à la moitié du salaire minimum et que l'état d'extrême pauvreté corresponde à un revenu familial mensuel *per capita* inférieur au quart du salaire minimum. Et, de fait, au Brésil, les données et résultats sont assez diversifiés en fonction des sources auxquelles il est fait appel.

Selon l'Ipeadata, la population extrêmement pauvre – considérée sur la base des individus ayant un revenu mensuel égal ou inférieur à 70 Reais en valeur monétaire de 2010 – s'élevait à 27,3 millions en 1991, 21,2 millions en 2000 et à 12,6 millions en 2010 – années de recensement général – représentant successivement 18,6%, 12,6% et 6,6% de la population totale. La même source indique, s'agissant de la population pauvre – appréhendée sur la base des individus ayant un revenu mensuel supérieur à 70 Reais et égal ou inférieur à 140 Reais – les chiffres de 56 millions en 1991, 47,4 millions en 2000 et 29 millions en 2010, soit pour ces trois années respectivement 38,1%, 27,9% et 15,2% de la population totale. En se référant à la valeur monétaire d'un panier de produits alimentaires apportant un minimum des calories nécessaires à l'entretien d'une personne selon les recommandations de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), le même IPEA a établi que les individus vivant dans la misère étaient 15,2% de la population brésilienne totale en 1995, 15,2% également en 2003 et 7,3% en 2009. Quant aux personnes pauvres elles représentaient 35,1% en 1995, 35,8% en 2003 et 21,4% en 2009[24].

Retenant d'autres définitions et reposant sur d'autres critères, des études avancent des données un peu différentes[25] mais elles convergent s'agissant des grandes tendances et en autorisent le résumé suivant. Sur la longue durée, la pauvreté et la misère ont été réduites au Brésil et le rythme de cette baisse s'est clairement accéléré à partir de 2002/2003, coïncidant avec le début de la présidence de Lula da Silva. Des millions de personnes sont sorties de ces déplorables conditions de grande ou d'extrême précarité. Sur les trois fronts de l'emploi, en plus grand nombre et plus souvent formalisé, du revenu en hausse et de la consommation en expansion, les avancées sont notables depuis une dizaine d'années.

L'ensemble de ces évolutions a sensiblement modifié la distribution de la population dans les cinq grandes classes que retiennent les taxinomies officielles brésiliennes fondées sur la variable du revenu et qui sont sensées configurer la stratification socio-économique du pays. Si cette classification pêche pour ne reposer que sur la seule dimension monétaire et laisse inférer abusivement de celle-ci les conditions de vie réelles des différentes couches de population, elle peut servir de première illustration des chan-

24. Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, *Ipeadata, 2013,* www.ipeadata.gov.br

25. Par exemple, Rocha S., 2013, "Pobreza no Brasil. A evolução de longo prazo (1970-2011)", *XXV^e Forum Nacional, Rio de Janeiro*, 13-16 maio de 2013, Instituto Nacional dos Altos Estudos.

gements observés depuis une dizaine d'années dans la structure socio-économique du pays.

Une étude du Centre des Politiques Sociales de la Fondation Getúlio Vargas (CPS-FGV) analysant, à partir des micro-données de l'Enquête nationale annuelle sur échantillon de domiciles (PNAD), les migrations entre les cinq strates, donne à voir que les classes défavorisées D et E représentaient 62,1% de la population en 1992 quand, dans la même année, la classe centrale C en représentait 32,5% et les classes riches A et B 5,3%. En 2011 les classes D et E ne représentaient plus que 33,2%, la classe C atteignait 55,1% et les classes A et B 11,8%[26].

Le fondateur de ce CPS-FGV devenu président de l'IPEA, enthousiasmé par les résultats des politiques de réduction de la pauvreté des dernières années et passionné par les effets de ceux-ci sur la stratification sociale, a publié de nombreux documents sur la « nouvelle classe moyenne » brésilienne au point d'en devenir en quelque sorte le chantre[27]. Les autorités fédérales, percevant tous les avantages symboliques qu'elles pouvaient tirer de cette thématique positive, ont, dans la foulée, nommé cet économiste ministre-chef du Secrétariat des Affaires Stratégiques (Secretaria dos Assuntos Estratégicos – SAE) placé directement sous la tutelle de la présidence de la République. On sait l'importance de l'émergence et de la consolidation des classes moyennes dans le processus de développement. Quand elles sont en essor dans un pays, elles consacrent les effets positifs de politiques sociales et économiques, concourent, par leurs dépenses, à l'expansion du marché domestique et, par là, contribuent à la croissance du PIB, et, par la nature de leur consommation, elles tendent à accroître la demande pour des biens qui ne se limitent plus à des produits de première nécessité. Sur le plan social, leur développement brise le dualisme et l'antagonisme entre une vaste masse de population pauvre et une élite restreinte accaparant richesse et pouvoir et révèle le potentiel de mobilité ascendante entre les strates de la société. Leur déploiement participe aussi au processus de cohésion interne susceptible de générer de la stabilité politique et leurs exigences nouvelles peuvent déboucher sur un affermissement d'un régime démocratique[28]. La raison pour laquelle les autorités brésiliennes se sont résolument emparées du thème tient à ce qu'elles voient en lui un moyen simple et efficace, à usage interne, de montrer la légitimité et l'efficacité des orientations impulsées depuis une dizaine d'années et, au plan extérieur, de prouver l'appartenance pleine et entière du Brésil au club des pays émergents et de pouvoir ainsi revendiquer, avec eux, l'établissement d'un nouvel ordre dans les relations internationales. La sensibilité de ces enjeux explique que le gouvernement fédéral ait fait

26. (http://www.cps.fgv.br/cps/pesquisas/Politicas_sociais/2012).

27. Cf. une synthèse de ses études dans Neri M., 2012, *A nova classe média. O lado brilhante da base da pirâmide*, São Paulo, Editora Saraiva.

28. Ce sont là des effets tendanciels et l'exemple récent de l'Argentine, où pendant longtemps la classe moyenne a été nettement plus ample et mieux scolarisée qu'au Brésil, montre que ces liens ne sont pas mécaniques.

feu de tout bois de ce thème, ait multiplié les discours, au Brésil et dans les arènes internationales pour vanter cette réussite brésilienne comme a pu le faire la présidente Dilma Rousseff au Forum économique mondial de Davos en janvier 2014.

Aiguisé et orienté par les travaux de M. Neri, le SAE a créé une Commission pour la définition de la classe moyenne au Brésil qui a produit une étude conceptuelle et surtout méthodologique substantielle[29] résumée et diffusée à destination d'un large public[30]. On sait que l'approche et la mesure des classes moyennes sont loin de faire consensus, non seulement entre disciplines académiques – on connaît les grandes différences de définition et de caractérisation entre la sociologie et l'économie pour s'en tenir à cette simple opposition – mais au sein même du corpus économique où différents critères, valeurs et techniques statistiques sont utilisés. Si toutes ces approches convergent sur la reconnaissance d'une claire montée en puissance de la classe moyenne brésilienne lors des dix ou quinze dernières années, le poids qu'elles occupent dans la stratification et, au plan technique, les déciles, quintiles ou quartiles de population qu'elles recouvrent statistiquement dans cet espace socio-économique sont un peu différents[31]. Pour être parés de leur qualité officielle, en raison de l'investissement politique dont ils font l'objet et de leur large diffusion, on s'en tiendra ici aux résultats obtenus par le SAE, non sans les relativiser par la suite.

L'étude en question du SAE fait appel, pour définir et mesurer la classe moyenne, à de nombreux critères et à de moins nombreuses techniques de calcul en vigueur au Brésil et dans plusieurs organisations internationales. En procédant ici à une synthèse des divers modes opératoires utilisés, les résultats auxquels parviennent les experts de la Commission indiquent que le poids de la classe moyenne brésilienne se situait dans une fourchette de 48 à 50% de la population en 2009 contre une fourchette de 40 à 42% en 2001. A partir d'une projection, le même document établit qu'en 2012 la classe moyenne devait comprendre 54% de la population. Rappelons ici que des travaux antérieurs du CPS-FGV estimaient cette même classe moyenne à hauteur de 32,5% en 1992. Vu la large amplitude des revenus pris en considération, les experts du SAE subdivisent la classe moyenne en trois sous-ensembles : classe moyenne basse, classe moyenne moyenne et classe moyenne haute.

En dépit du juste rappel de la diversité des définitions possibles de la classe moyenne et du recours à des instruments sophistiqués (techniques de polarisation, intégration du degré de vulnérabilité suggéré par la Banque

---

29. Brasil, Secretaria de Assuntos Estratégicos (SAE/PR), 2012, *Comissão para a Definição da Classe Média no Brasil*, Brasília, Governo Federal.

30. Brasil, Secretaria de Assuntos Estratégicos (SAE/PR), 2013, *45 Curiosidades sobre a Nova Classe Média*, Brasília, Governo Federal.

31. La plupart des études quantitatives effectuées sur la classe moyenne prennent pour sources les enquêtes PNAD, PME et POF de l'IBGE et utilisent les micro données de celles-ci.

mondiale, etc.), ce type de traitement clairement statistique a été l'objet, comme ailleurs dans le monde, de critiques fondées sur des arguments raisonnés – critiques internes à la démarche statistique utilisée mais aussi critiques externes faisant valoir la nécessité de prendre en compte les types de consommation, d'habitat, voire les aspects culturels, etc.[32] De façon générale les approches unidimensionnelles, comme celle qui se fonde sur le revenu monétaire, ne permettent d'aborder qu'une facette d'une réalité socio-économique plus complexe et d'une stratification plus labile que celle résumée par les données quantitatives évoquées ci-dessus. Des auteurs remettent en cause la notion même de « classe » s'agissant d'une telle catégorie sociale intermédiaire, fort peu homogène. Il est aussi loisible de relever que le recours par la Commission d'experts à la médiane de la distribution du revenu a pour conséquence d'identifier la limite inférieure à un niveau très bas, en quelque sorte juste au-dessus de la pauvreté (291 Reais comme revenu familial *per capita* pour 2012 quand le SM pour cette année-là s'élevait à 622 Reais, la limite supérieure étant définie à 1.019 Reais). L'effet mécanique est sans doute d'amplifier la taille de ladite classe moyenne[33].

Malgré les limites et insuffisances repérées dans le recours à cette notion de classe moyenne, il n'en reste pas moins que la croissance économique, l'augmentation du nombre d'emplois formels, l'élévation du revenu en termes réels ont sans aucun doute eu pour effet d'élargir la taille de cette même classe et d'en renouveler nettement les composantes puisque la migration sociale ascendante a permis d'y intégrer des catégories de personnes, jeunes et dont les parents en étaient exclus du fait de leur faible niveau de capital monétaire, scolaire et culturel[34]. Certains d'entre eux, actifs dans les défilés, et situés à la marge basse de cette classe, peuvent s'assimiler à ce que le politologue André Singer appelle le « nouveau prolétariat

32. Une des analyses critiques à la fois interne et externe les plus argumentées est publiée par Sobrinho G. de F. X., 2011, "Classe C e sua alardeada ascensão: nova? Classe? Média?", in *Indicadores Econômicos FEE*, Porto Alegre, Fundação de Economia e Estatística, vol. 38, n°4. Le même auteur, relevant avec pertinence que c'est l'augmentation sensible du nombre d'emplois formels qui est à l'origine de la mobilité des classes populaires vers les catégories intermédiaires, propose de nommer « nouvelle classe de travailleurs » ces couches de population bénéficiaires de la croissance économique. Dans la même perspective critique, on peut aussi renvoyer à l'étude de Scalon C. e Salata A., 2012, "Uma nova classe média no Brasil da última década? O debate a partir da perspectiva sociológica", *Revista Sociedade e Estado*, vol. 27, n°2, maio-agosto.

33. Comme semble le suggérer l'enquête nationale sur échantillon de domiciles (PNAD) de 2012 qui informe, dans son tableau n°7 relatif aux revenus *per capita* de la population active, que 27,7% des personnes percevaient cette année jusqu'à 1 SM, 25,7%, plus de 1 à 2 SM, 8,7%, plus de 2 à 3 SM, etc. Et 22% du total comprenait des personnes sans revenus ou ne percevant que des allocations.

34. L'émergence d'une « nouvelle classe moyenne » et l'expansion d'un appétit consumériste générée par la croissance économique et par les politiques redistributives sont mises en évidence par Cary P., 2010, « Réflexions sur la « société de consommation » brésilienne », *Problèmes d'Amérique latine*, Paris, n°78, pp. 75-90.

urbain » – qui n'est pas sans rappeler la « nouvelle classe travailleuse » de Sobrinho[35] – constitué de jeunes qui ne sont pas des héritiers d'une ancienne classe moyenne et qui ont, grâce à la croissance des années 2000, trouvé un emploi et obtenu des revenus mais qui vivent dans des conditions encore précaires[36]. La diversité des composantes de cette classe moyenne et l'hétérogénéité de leurs caractéristiques – sous les espèces de l'âge, du niveau de scolarisation et de revenus, d'acquisition de biens durables, d'accès aux nouvelles technologies, etc. – doit être soulignée.

Nouveaux entrants, nouveaux plaignants : les frustrations de la « nouvelle classe moyenne »

Le profil social des participants aux défilés de protestation peut être assez grossièrement esquissé à partir des observations faites au fur et à mesure du déroulé des évènements. Le premier noyau, à la fois en termes chronologique et numérique, constituant les manifestations de rue et proférant les premières revendications, a été formé par des étudiants. A ceux-ci se sont rapidement joints des groupes de plus en plus nombreux de jeunes et d'adultes urbains mobilisés notamment par les réseaux sociaux. Les images de ces mouvements produites en direct des défilés par les médias audiovisuels mais aussi les photographies tirées par la presse écrite (journaux, magazines et revues) ont montré des cortèges où se mêlaient étudiants, enseignants, fonctionnaires, cadres moyens et supérieurs du secteur privé. Pour résumer : une foule de personnes relevant majoritairement de catégories socio-professionnelles intermédiaires ont pris une grande part à ces défilés protestataires.

Une enquête approfondie de l'Ibope en juin 2013 précise ces premières impressions[37]. Confortant l'importance prise par les réseaux sociaux dans les modalités d'information et de mobilisation des protestataires, elle confirme la relative jeunesse des manifestants : 43% ont jusqu'à 24 ans, 20% sont âgés de 25 à 29 ans, 18% de 30 à 39 ans et 19% ont 40 ans ou plus. Parmi eux, 8% ont commencé un enseignement secondaire sans l'avoir achevé, 49% ont commencé des études supérieures et 43% ont achevé des études universitaires. Les personnes ayant un emploi – quelle qu'en soit la qualité – représentent 76% des manifestants. Quant aux revenus de leur famille (*renda familiar*) ils s'échelonnent ainsi : 15% disposent d'un revenu jusqu'à 2 salaires minimum, 30% au-dessus de 2 et jusqu'à

35. Sobrinho G., *op. cit.*, 2011.

36. Singer A., 2013 "A energia social não voltará atrás", Época, 24 de junho de 2013, pp. 88 et suivantes.

37. L'enquête, intégralement publiée dans le journal *O Globo,* réalisée en juin 2013 dans les capitales de sept États fédérés et à Brasília a interrogé 2002 manifestants de plus de 14 ans. Les transports publics (54%), le système politique (65%), la santé (37%) et l'éducation (30%), les coûts de la coupe du monde de football (31%), la sécurité, la justice et la police (14%) sont les thèmes les plus souvent cités par les personnes interrogées.

5 salaires minimum, 26% disposent d'un revenu allant de plus de 5 à 10 salaires minimum, 23% ont un revenu au-dessus de 10 salaires minimum et 6% n'ont pas répondu. Même si l'on peut toujours relativiser ou interroger les conditions pratiques et méthodologiques de réalisation des enquêtes d'opinion, l'Ibope produisant des travaux généralement sérieux, ces données confirment que la grande majorité des manifestants relève de catégories constitutives de ce qu'on peut appeler, de façon générique, la classe moyenne brésilienne à condition de ne pas essentialiser la notion en la confondant avec la réalité et de lui conserver sa caractéristique purement nominaliste en tant qu'instrument commode pour approcher et désigner cette réalité.

Comment expliquer la révolte, c'est-à-dire à la fois la participation des couches de population qui se sont mobilisées et les revendications qu'elles ont exprimées dans les rues des grandes villes au point de paraître un moment paralyser les autorités du pays ? On peut tenter de répondre à cette double interrogation en proposant deux pistes explicatives, la première qui éclaire les conditions structurelles dans lesquelles ont surgi les manifestations, la seconde qui met en évidence le processus même de revendication, le mode d'action des manifestants.

En premier lieu, le mouvement de révolte et de protestation peut être analysé comme le résultat d'une des contradictions qui travaillent la société brésilienne. Sur ce point, les observations formulées par Marcelo Ridenti, professeur de sociologie à l'Universidade estadual de Campinas (UNICAMP – État de São Paulo) paraissent tout à fait recevables[38]. Prenant en considération la relative jeunesse des manifestants et leur appartenance aux catégories sociales moyennes (*camadas médias*), il met en évidence les décalages entre leur formation scolaire et les conditions professionnelles que leur réserve le contexte économique. Les données statistiques attestent d'une nette élévation des niveaux de scolarisation et, parallèlement, d'une forte diminution du taux d'analphabétisme dans le pays. Si ce double mouvement est perceptible depuis longtemps, il s'est incontestablement accéléré dans la dernière période. Dans les dix dernières années, on a enregistré un doublement des entrées dans l'enseignement supérieur – qui accueille actuellement, toutes années et disciplines confondues, environ 7 millions d'étudiants[39]. Mais seuls 15% des jeunes ayant un cursus secondaire complet intègrent les universités. Un grand nombre d'entre eux sont issus de familles dont c'est le premier accès à l'université, ce sont des primo-entrants. La hausse générale, bien que toujours inégalement répartie, du niveau d'éducation a logiquement suscité chez les bénéficiaires de ce mouvement d'ensemble des degrés d'attente, d'aspiration et d'exigence qui se heurtent à des difficultés, obstacles et blocages tant dans la vie professionnelle (conditions

38. Ridenti M., 2013, "Que Juventude é essa?", *Folha de São Paulo*, 23 juin.

39. Le strict *numerus clausus* en vigueur à l'entrée des filières des universités publiques a pour conséquence de refouler une grande partie des étudiants vers les facultés privées dont les évaluations officielles montrent qu'elles sont de moindre qualité.

de travail, qualité des postes, rémunérations, etc.) que dans la vie sociale (dégradation des conditions de vie urbaine) et dans la vie politique (appropriation privée des ressources publiques, corruption, népotisme, etc.).

Quant au processus de revendication lui-même, il semble qu'à ce stade un simple schéma inspiré de l'économiste A. O. Hirschman analysant et opposant les conditions de prise de parole (*voice*) et de défection (*exit*) puisse être d'un pertinent recours[40]. Tenons-nous en aux secteurs publics de l'éducation et de la santé – dans un état déplorable[41]. Leur carence ne date pas d'hier. Mais ceux qui en avaient, et en ont toujours les moyens – classe aisée, frange supérieure de la classe moyenne – pouvaient et peuvent échapper aux défaillances de ces services en adhérant à des plans de santé privé qui leur ouvrent les portes de médecins généralistes, de spécialistes et de cliniques du secteur marchand conventionnés avec les compagnies d'assurance. Il est de même dans le domaine de l'éducation : les mêmes catégories sociales évitent les graves déficiences de l'enseignement public en envoyant leurs enfants dans des écoles et collèges privés. Le moindre des paradoxes n'est pas que ceux-ci, bien mieux formés que les enfants des couches populaires, intègrent massivement les meilleures universités brésiliennes, c'est-à-dire les universités fédérales qui sont des universités publiques, ne laissant ainsi que des places en nombre réduit à ceux passés par les écoles et collèges publics – ce qui a conduit les autorités à mettre en place une politique de quotas, difficilement acceptée par les universités – ou les obligeant à fréquenter des facultés privées.

Ainsi ceux qui disposaient et continuent de disposer des leviers et ressources – capital monétaire, capital scolaire et portefeuille relationnel – susceptibles de peser en interne, au sein des structures concernées, en vue d'améliorer les services publics, se sont détournés de cette tâche ; ils ont fait littéralement défection au sens d'Hirschman. Et si l'on ajoute que ces dépenses privées d'éducation et de santé sont déductibles des revenus déclarés au fisc, on a là un mécanisme, savamment entretenu, qui maintient les privilèges de certains, qui peuvent fuir vers des solutions privées/marchandes, et oblige les individus et familles moins bien dotés à devoir subir seuls et pleinement les défaillances des services et équipements publics. On pourrait aussi appliquer ce schéma à la question des transports publics aux affres desquels échappent les nantis qui disposent de véhicules particuliers.

---

40. Hirschman A. O., 1995, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard.

41. Certes des améliorations sont intervenues dans la dernière période mais pas au point de contredire la présidente Dilma Rousseff qui a dû reconnaître, par exemple, que la situation dans le secteur de la santé n'est même pas « minimalement raisonnable » (*minimanente razoável*) - (Entretien de la présidente avec le Journal télévisé de TV Globo, rapporté par www.terra.com.br du 18 août 2014).

La fiscalité, outil de reproduction des inégalités

Lorsque des spécialistes de finances publiques brésiliennes qualifient la fiscalité du pays de « complexe, archaïque, coûteuse, anticompétitive et inéquitable », ils ne font que confirmer maintes études spécifiques et, au-delà, le sentiment général[42]. L'iniquité ne se limite pas à une absence de progressivité des impôts, mais à leur franche dégressivité. Les auteurs rappellent des travaux récents réalisés au sein de l'Université de São Paulo montrant clairement que 49% du revenu des familles appartenant au premier décile de revenus, soit jusqu'à deux SM, sont prélevés par le fisc contre à peine 26% du revenu des familles relevant du dernier décile percevant plus de 30 SM. Ils renvoient pareillement à une étude conduite par l'IPEA révélant que la charge fiscale totale (impôts, taxes et contributions) pèse à hauteur de 53,9% des revenus du premier décile et à hauteur de 29% s'agissant de l'ultime décile. L'augmentation régulière, depuis une vingtaine d'années, de la part des contributions dans le total des recettes fiscales ajoute à la dégressivité puisque les impôts indirects en question, indifférents aux revenus des familles, représentent une charge plus lourde pour celles relevant des catégories modestes de la population. La faiblesse de l'imposition sur le patrimoine – en 2011, elle représentait 1,23% du PIB – et l'évolution de ses composantes renforcent encore les nettes inégalités fiscales[43] des Brésiliens. Un document de la Receita Federal do Brasil de 2012 indique par ailleurs que les cinq millions de propriétaires d'entreprises ont permis une collecte sur les revenus de 6,2 milliards de Reais tandis que les 5,7 millions d'employés d'entreprises privées ont assuré une recette fiscale de 22 milliards de Reais. La concentration des revenus et, plus largement, de la richesse est un marqueur essentiel et traditionnel du Brésil qui se reflète notamment dans les indices de Gini. Si ceux-ci se sont un peu améliorés ces dernières années, le système fiscal continue d'entretenir cette concentration comme le prouve l'étude divulguée en 2014 par le Cabinet d'audit et d'expertise comptable PricewaterhouseCoopers qui établit que dans les 19 pays examinés (pays développés et émergents), les ménages aisés conservent encore au Brésil 73,3% de leurs revenus, soit de 15 à 20 points de plus que les ménages semblablement aisés dans les pays anciennement industrialisés[44].

Il n'est pas nécessaire de multiplier les exemples. On voit aisément en quoi les inégalités fiscales – qui forment un véritable régime – contribuent amplement au système de reproduction des positions socio-économiques au Brésil. La pression fiscale est très élevée comparativement aux autres

42. Afonso J. R. R., Castro K. P., 2012, "Tributação: insuficiente reformar, necessário novo sistema", in *Controle*, volume X, n°2, Fortaleza, Tribunal de Contas do Estado, julho-dezembro, pp. 11-31.

43. Les bases principales de l'imposition sur le patrimoine sont constituées de l'impôt sur les immeubles urbains (IPTU) et de l'impôt sur les véhicules (IPVA). Il a été calculé que dans 93% des municipalités – l'IPTU alimentant directement les budgets communaux – les recettes de l'IPVA sont supérieures à celles de l'IPTU (Afonso, Castro, 2012, p. 14).

44. PWC, 2014, *Which country has the highest tax rate ?* www.BBCBrasil.com, 14 mars 2014.

pays latino-américains (un peu au-dessus de 35% du PIB). Et le sentiment très répandu au sein de la classe moyenne est de devoir payer pour les autres catégories sociales : au bénéfice des pauvres dans le cadre des transferts sociaux et en substitution des riches qui, non seulement sont formellement sous-fiscalisés, mais qui ne se privent pas en outre d'user de divers moyens plus ou moins légaux pour réduire encore leur exposition à l'impôt (évasion fiscale, sous-déclarations – *sonegação*, etc.).

On a vu que de nouveaux entrants ont intégré la classe moyenne sous l'effet de la progression de leurs niveaux de vie et il est attesté que nombre d'entre eux ont pris une part importante aux protestations de rue. On émet ici une hypothèse pour tenter de comprendre leur comportement. Que leurs conditions se soient améliorées ne fait guère de doute, argument étayé notamment par l'expansion des ventes de biens de consommation durable dans le pays. Mais les changements positifs qu'ils ont perçus dans leur sphère privée, individuelle et/ou familiale, dans la bonification relative du confort domestique, ne se sont pas prolongés dans des améliorations symétriques dans l'espace public, au sein des services collectifs et dans le fonctionnement des infrastructures publiques. Autrement dit, ces personnes et ces groupes ont disposé d'assez de ressources pour appartenir désormais à cette classe moyenne – quelles qu'en soient les subdivisions – et pour entretenir des aspirations nouvelles mais sans détenir suffisamment de moyens de négociation et d'influence pour parvenir à réorienter le cours de ces services publics et faire en sorte que des investissements massifs viennent en relever la qualité et en augmenter le nombre. On peut comprendre une telle frustration de gens qui cumulent à la fois l'impossibilité de faire défaut et l'empêchement à agir à l'intérieur du cadre public pour peser sur l'amélioration des équipements et des services collectifs.

Conclusion

Au mois d'avril 2014, les autorités municipales de plusieurs villes touchées par les grandes manifestations de mars-juin 2013 ont tenté de nouveau d'imposer une augmentation des tarifs des transports publics – notamment à Porto Alegre où a pris naissance le mouvement de révolte. Au-delà de ces contestations tarifaires locales l'avenir des revendications pourrait être influencé par l'évolution de la conjoncture économique du pays. Le Brésil est de nouveau soumis à de fortes pressions inflationnistes qui oblige les autorités à relever le taux directeur de la Banque centrale (taux dit *selic* : 11% en avril 2014) qui renchérit le coût du crédit, pénalise l'investissement et aura donc un effet sur la production et sur l'emploi. La croissance économique après être redevenue très modeste ces dernières années est désormais absente, le pays étant entré en récession au premier semestre 2014 et les prévisions pour la fin 2014 et 2015 ne sont guère favorables. Le secteur manufacturier perd de son importance dans le PIB et sa productivité est en baisse au point que certains analystes évoquent un processus de désindustrialisation précoce. La balance des transactions courantes est négative et la fin des facilités monétaires accordées par la Ré-

serve fédérale qui avaient été mises en œuvre pour relancer l'économie américaine accentuera probablement la fuite des capitaux étrangers déjà clairement amorcée au détriment du Brésil. Le ralentissement de la croissance en Chine, premier partenaire commercial, affectera les ventes brésiliennes de produits primaires. Le contexte à venir est donc loin d'être serein et peu susceptible de permettre d'apporter des satisfactions aux revendications – au moins sans réformes profondes. Mais on se gardera bien de lier trop mécaniquement l'état économique futur du pays et le devenir de la fronde sociale.

DIPLOMATIE, *COMMODITIES* ET *SOFT POWER*, LA PROJECTION MONDIALE DU BRÉSIL

Hervé THÉRY[1]

Le Brésil s'ouvre petit à petit à un monde dans lequel il occupe une nouvelle place, bien que même l'opinion la plus informée n'ait pas conscience de l'importance que prend le pays dans le panorama mondial. Comment peut-on mesurer cette importance nouvelle ?[2]

Certainement pas en demandant aux Brésiliens – ou du moins à la plupart d'entre eux – ce qu'ils en pensent. Le Brésil est un pays essentiellement autocentré, l'immense majorité des Brésiliens s'intéresse peu au reste du monde, à ce qui se passe *là fora* (au dehors). On peut le comprendre si l'on pense que sauf rares exceptions ils n'ont jamais voyagé à l'étranger, et rarement rencontré des étrangers : les habitants des deux principaux foyers de peuplement du pays vivent soit à près de 2 000 km de la frontière la plus proche (pour les grandes villes du *Sudeste* comme São Paulo et Rio de Janeiro), soit à plus de 4 000 km (pour celles du *Nordeste*, Recife ou Fortaleza).

La presse ne les y aide guère : elle parle peu de l'étranger et ne compare que très rarement le Brésil à d'autres pays, sauf pour dire qu'il est le plus grand ou le meilleur, ou parfois le plus mauvais au monde, par exemple en matière de pression fiscale (ce qui est manifestement faux, mais la rigueur

1. Directeur de recherche au Creda (UMR7227 CNRS-Université Sorbonne Nouvelle), Professeur invité à l'Universidade de São Paulo-USP.

2. Les analyses qui suivent sont tirées de divers passages de mon ouvrage *Le Brésil, pays émergé*, collection Perspectives géopolitiques, Armand Colin, 2014, 304 p.

statistique n'est visiblement pas le fort des journalistes brésiliens). On peut croire à une plus grande ouverture quand on constate que les mêmes médias donnent régulièrement les résultats des championnats de football des principaux pays européens, mais on se rend vite compte que sont seulement citées les équipes comportant des joueurs ou des entraîneurs brésiliens...

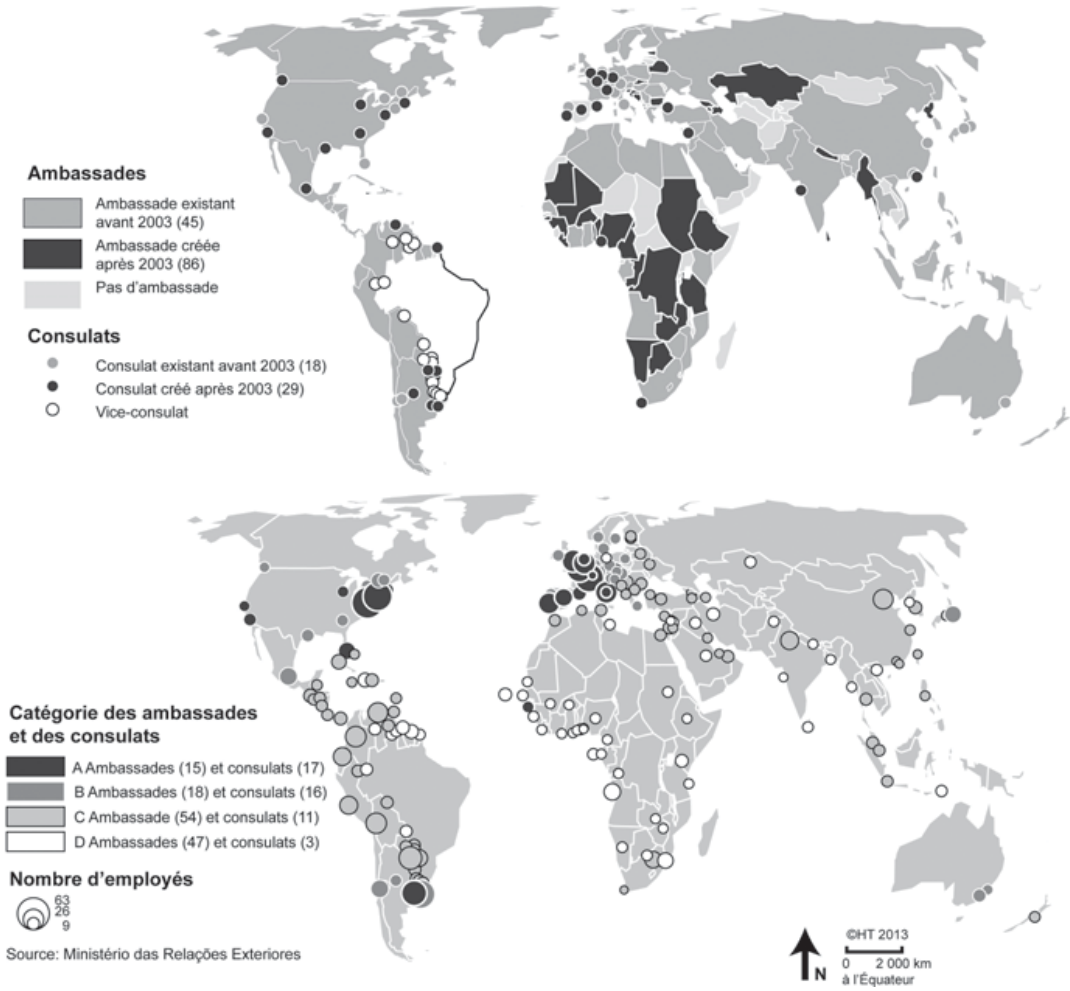
Cela ne signifie pas que le Brésil ne soit pas concerné par la mondialisation, il l'est au contraire profondément, à vrai dire, depuis l'arrivée des caravelles portugaises. Aujourd'hui il l'est par son commerce extérieur, ses flux de touristes, son intégration culturelle. Sa diplomatie est active, sa croissance économique lui a donné un poids nouveau et – plus intéressant encore – il a su jouer du *soft power* que lui donnent sa place de premier pays lusophone au monde, les réussites de ses universités et de ses joueurs de *futebol*.

UNE NOUVELLE POSTURE DIPLOMATIQUE ?

Le corps diplomatique brésilien est d'une compétence reconnue de tous, au Brésil – où les diplomates sont parfois appelés en renfort dans des ministères moins bien gérés – et dans les cercles diplomatiques internationaux. Ses diplomates sont formés par l'Institut Rio Branco, dont l'accès se fait par un concours très sélectif ; c'est la seule institution brésilienne qui ressemble à une « grande école » française. Le nom de l'Institut rend hommage à José Maria da Silva Paranhos Júnior, baron de Rio Branco, qui mena le Brésil au succès dans tous ses arbitrages frontaliers à la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècle, notamment dans celui qui fut rendu au détriment de la France en 1900, et qui agrandit de 260 000 km^2 le territoire du Brésil. Quant au nom sous lequel est connu le ministère des Affaires Étrangères, Itamaraty, c'est celui du palais où il siégeait à Rio de Janeiro, du temps où la ville était la capitale du pays. Il en occupe aujourd'hui un autre, l'un des plus beaux de Brasília et dispose de tout un réseau d'ambassades et consulats dans le monde, dont beaucoup ont été créés sous les deux mandats de Lula, notamment en Afrique (figure n° 1).

Tous ces postes n'ont pas la même importance diplomatique, ni le même prestige, si bien que pour gérer les carrières de ses diplomates, le ministère les a classés en quatre catégories, auxquelles les diplomates peuvent postuler selon des règles précises. Les postes « A » sont les plus demandés : situés soit aux États-Unis, soit en Europe, ils forment ce que les intéressés appellent entre eux le « circuit Elizabeth Arden », du nom d'une très chic marque de cosmétiques. Les postes « B » sont le deuxième choix : Canada, Europe périphérique, Australie, grands pays asiatiques et latino-américains, Afrique du Sud. Les postes « C » et « D », enfin, sont situés dans des pays où personne ne veut aller : Afrique, Moyen-Orient, reste de l'Asie et de l'Amérique latine.

Figure n° 1 : Diplomatie

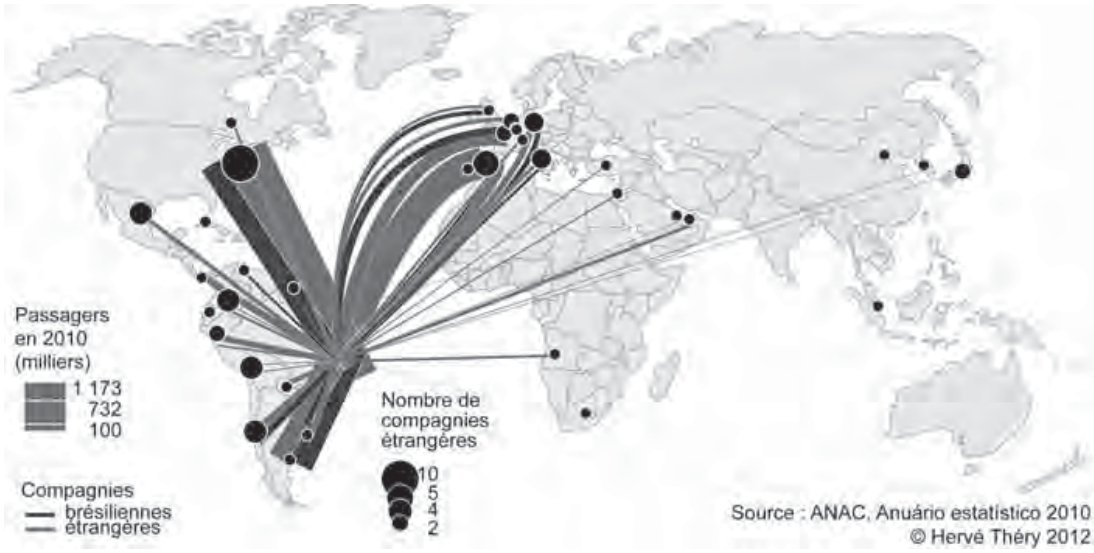


Une autre façon de jauger la place du Brésil dans le monde est d'observer les flux aériens qui y mènent ou en viennent. Parmi les compagnies aériennes brésiliennes, seules deux (TAM et Gol) ont des réseaux internationaux, dont le dessin souligne les régions du monde avec lesquelles le Brésil entretient les échanges les plus denses. Toutes les deux privilégient nettement trois directions : les pays voisins d'Amérique du Sud, l'Europe et les États-Unis. En des temps plus fastes, la Varig (qui entretemps a fait faillite) avait des lignes vers le Japon, *via* la Californie, vers Bangkok, *via* l'Afrique du sud, vers l'Angola et le Nigeria mais ces temps de gloire sont désormais révolus et le pragmatisme a amené les compagnies survivantes à se concentrer sur les lignes les plus fréquentées par les clients brésiliens, et donc les plus rentables.

Heureusement, bon nombre de compagnies étrangères desservent le Brésil, issues des pays avec lesquels elle entretient des relations anciennes (voisins sud-américains, États-Unis, Japon et Europe), mais aussi de ceux avec lesquels ses échanges se sont plus récemment développés, notamment

la Chine, les Émirats arabes unis et la Turquie. La Turkish Airlines dessert au passage le Sénégal, ce qui atténue un peu le vide africain, les liaisons avec ce continent, censé tenir une place-clé dans la diplomatie brésilienne, se résumant à une ligne vers l'Angola et une vers l'Afrique du Sud, l'une et l'autre tenues par des compagnies étrangères.

Figure n° 2 : Liaisons aériennes



Combien pèse le Brésil ?

Pour évaluer le poids et l'influence du Brésil dans le monde, au-delà des déclarations officielles et des impressions subjectives, on peut les aborder sous divers angles complémentaires : ses échanges avec le reste du monde, sa place dans la compétition entre les universités mondiales et – bien sûr – dans le monde du football international.

Le Brésil occupe dans le commerce mondial une place encore modeste, comparée à celle de la Chine et des pays industrialisés, mais la destination et la nature de ses échanges amènent à le classer à la fois parmi les pays dépendants, qui achètent des produits de haute technologie aux pays développés, et parmi les pays leaders, qui en vendent à leurs voisins moins développés.

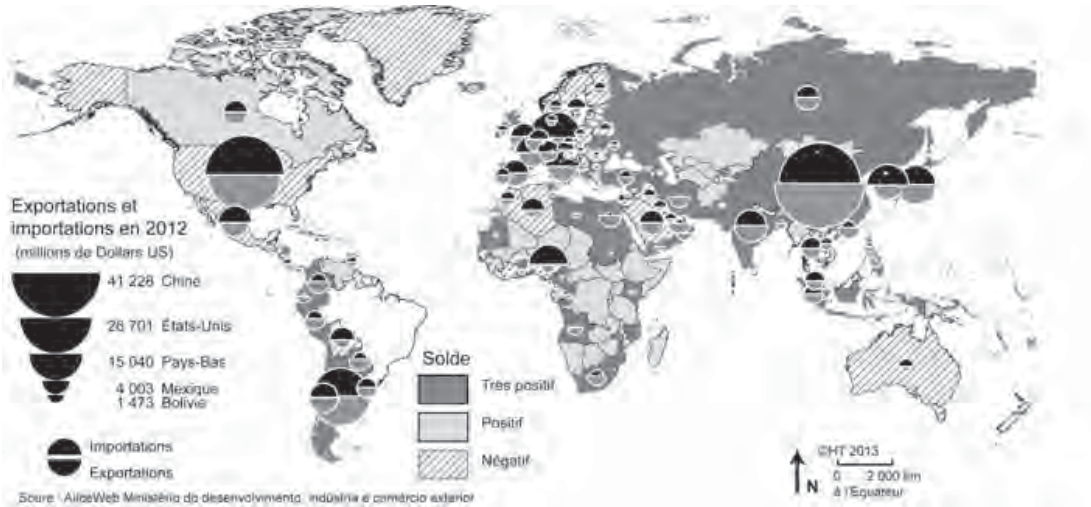
Le commerce extérieur du Brésil montre en effet bien les orientations de ses échanges, leurs évolutions récentes et la place du pays dans le monde d'aujourd'hui. Les partenaires principaux sont les voisins du Mercosul (principalement l'Argentine), les États-Unis, l'Europe et, de plus en plus, la Chine, dont le poids était très limité il y a dix ans. Elle a aujourd'hui largement dépassé le Japon comme principal partenaire asiatique, grâce à ses achats massifs de minerai de fer, de soja, de viande et de sucre, en échange d'une foule de produits manufacturés, des plus banals (textiles de bas de gamme) aux plus sophistiqués (électroménager et informatique).

Part du commerce international par pays

	Valeur en 2003	Rang	Part mondiale	Valeur en 2010	Part mondiale	Rang
	(milliards de dollars)		%	(milliards de dollars)	%	
Chine	438	4	5,64	1 578	10,4	1
États-Unis	724	1	13,45	1 278	8,4	2
Allemagne	748	2	8,95	1 269	8,3	3
Japon	472	3	5,67	770	5,1	4
France	366	5	4,88	521	3,4	6
Mexique	165	8	2,94	298	2	15
Inde	56	15	0,84	216	1,4	20
Brésil	73	16	0,82	202	1,3	21

Source : OMC

Figure n° 3 : Balance commerciale



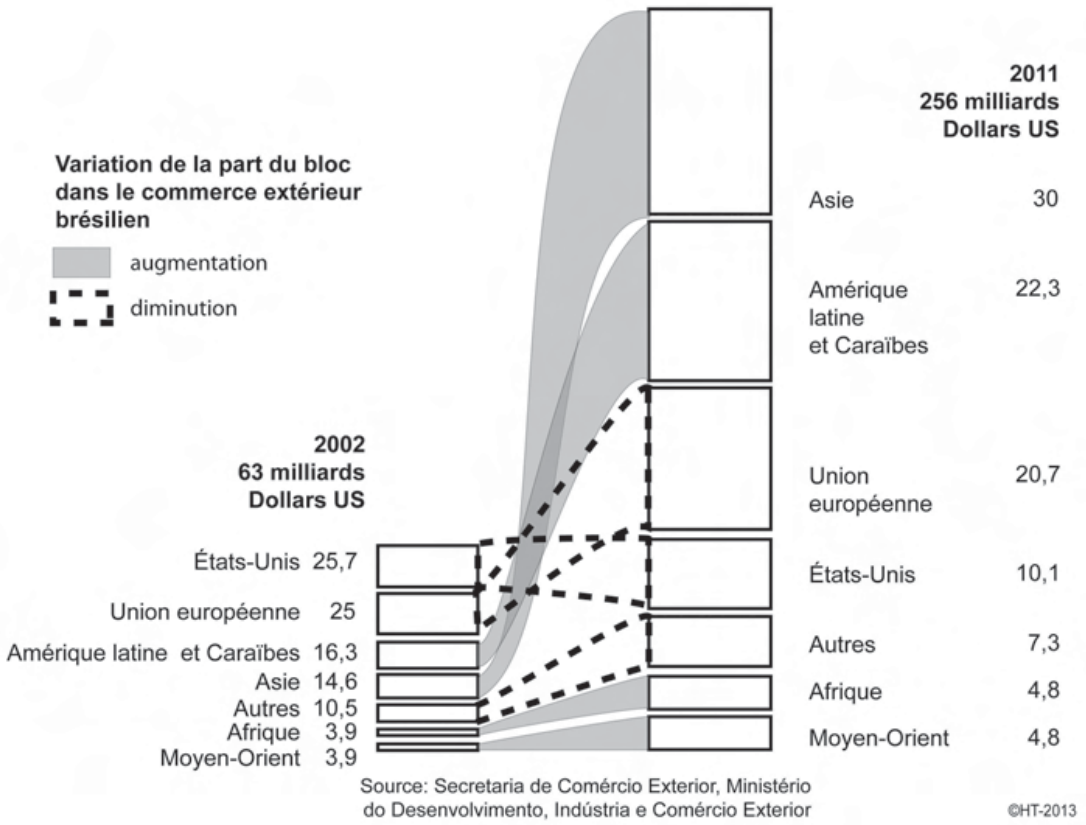
Le solde est néanmoins positif pour le Brésil, comme il l'est avec la Russie, avec plusieurs pays du Moyen-Orient (depuis que le Brésil a acquis son autosuffisance en pétrole) et avec ses voisins d'Amérique du Sud, à l'exception de la Bolivie, à qui il achète du gaz sans pouvoir lui vendre beaucoup en échange, en raison de sa faible population et plus encore de son faible pouvoir d'achat. En revanche, les soldes sont négatifs avec les États-Unis et l'Europe, qui vendent au Brésil des produits à haute valeur unitaire et

lui achètent principalement des minerais et des denrées agricoles, à la notable exception des avions de l'Embraer.

Le Brésil a donc une position très spécifique dans la division internationale du travail, une position intermédiaire entre les pays développés du « centre » (auxquels il achète des produits manufacturés, ainsi que des services – qui n'apparaissent pas ici – et vend des produits primaires), et les pays plus périphériques que lui (voisins sud-américains, producteurs de pétrole d'Afrique et du Moyen-Orient), auxquels il vend des biens manufacturés et achète des produits primaires. Un autre fait frappant est l'augmentation des exportations, depuis une vingtaine d'années, vers l'Asie et l'Amérique latine, alors que la part de celles qui vont vers l'Union européenne et les États-Unis diminue (figure n° 4).

Une inquiétude est apparue au Brésil depuis quelques années, la crainte que le pays soit en voie de « commoditisation », un affreux néologisme inventé pour indiquer que la part, dans ses exportations, des minerais et denrées agricoles (*commodities* en anglais) ne soit en train d'augmenter excessivement, au détriment des exportations industrielles. On se rend compte que cette crainte n'est pas fondée quand on examine la nature des échanges : si la proportion des produits de base dans l'exportation augmente régulièrement depuis dix ans, c'est principalement en raison de la croissance des ventes de minerai de fer et de soja à la Chine, ainsi que grâce

Figure n° 4 : Évolution du commerce extérieur



aux succès mondial des ventes de viande, sucre et café. Mais celles de véhicules, machines, produits sidérurgiques et machines électriques ne faiblit pas : c'est donc seulement la proportion des biens manufacturés qui diminue – tant que le *boom* chinois durera – mais pas leur volume réel.

Le commerce international n'est toutefois plus un très bon moyen de juger de la dépendance du Brésil : les exportations ne représentaient en 2011 qu'un peu plus de 10 % du PIB, ce qui revient à dire que l'économie brésilienne est plus autocentrée que naguère, et que le marché intérieur est désormais ce qui compte le plus. La Banque mondiale et le FMI considèrent que ce n'est pas une bonne chose, mais quand on voit ce qui est arrivé à l'Argentine, leur meilleur élève en Amérique du Sud, qui s'est ruinée en appliquant leurs recommandations, on nous permettra de penser que c'est plutôt un avantage pour le pays, qui grâce à cela a peu souffert de la crise mondiale déclenchée en 2008 par la crise des *subprimes*. C'est en tout cas beaucoup moins que les autres pays émergents, notamment la Chine, et même un peu moins que les États-Unis.

Part des exportations et importations dans le PIB

	Exportations de biens et services		**Importations de biens et services**	
	1990	2011	1990	2011
Brésil	8	12	7	13
Russie	18	28	18	21
Inde	7	25	9	30
Chine	16	31	13	27
États-Unis	10	14	11	18
Japon	10	14	9	18

Source : Goldstein et Lemoine, 2013[3].

Cette position intermédiaire s'est également révélée dans les actions que le Brésil a menées à l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce. Depuis quelques années, il s'est en effet affirmé comme l'un des protagonistes actifs au sein de l'organisation. Il a lancé deux actions, l'une contre la protection accordée par les États-Unis à ses producteurs de coton, l'autre par l'Union européenne à ses producteurs de sucre, et les a gagnées toutes les

3. Goldstein A. et Lemoine F., 2013, L'économie des BRIC, Paris, La Découverte, coll. "Repères".

deux. Le responsable du dossier voulait aussi attaquer le Japon sur sa protection du marché national du riz, et regrette encore aujourd'hui d'en avoir été dissuadé par son chef. Mais sans doute s'en est-il consolé en devenant en 2008 le représentant du Brésil auprès de l'OMC puis, en 2013, son directeur. Tout n'est pas réglé, les États-Unis traînent les pieds, temporisent, même face à la menace de représailles sur leurs produits sensibles. Mais dans les deux cas, le Brésil espère gagner des parts de marchés, ses avantages comparatifs lui permettant de produire plus et moins cher que ses concurrents.

Dans les négociations avec les Chinois, il a eu moins de succès. La Chine a fait comprendre clairement au Brésil que, pour elle, il est avant tout une source de matières premières, notamment de soja et de fer, mais qu'elle souhaite acheter l'un sous forme de minerai et l'autre de graines brutes, et non laisser le Brésil y incorporer de la valeur ajoutée en lui vendant des profilés d'acier ou de la viande (de volailles et de porc). Malgré des ouvertures timides qui ont été faites lors du premier voyage de la présidente Dilma Rousseff en Chine, en avril 2011 – l'autorisation donnée à quelques abattoirs brésiliens d'exporter de la viande de porc vers la Chine – le bras de fer avec l'Empire du Milieu continue.

Soft power

Le Brésil est un bon exemple de ce qu'on appelle le *soft power*, l'influence exercée par des moyens autres que le *hard power* économique et militaire. Il s'affirme par sa culture, qui va de la musique (notamment la *bossa nova*), au sport (*futebol* en tête) en passant par le succès mondial de ses *telenovelas* (quoiqu'on pense de la qualité intrinsèque de ces interminables mélodrames télévisés). Ces produits et images culturels sont véhiculés par les services officiels de promotion de l'image du Brésil, mais aussi et même plus par des entreprises comme la Globo, le principal groupe médiatique du pays, ainsi que par les Brésiliens eux-mêmes, voyageurs, expatriés, boursiers, touristes, etc.

L'un des domaines où l'action de l'État a été déterminante – en l'espèce les ministères des Affaires étrangères, de l'Éducation et de la Culture – a été la place prise par le Brésil dans la lusophonie, l'ensemble des pays de langue portugaise, dont le tableau ci-dessous montre qu'ils ont plus de locuteurs dans le monde que le français, même si c'est dans un nombre moindre de pays.

Le cadre dans lequel s'est inscrit l'action du Brésil est la CPLP *(Comunidade dos Países de Língua Portuguesa)*, qui comprend l'Angola, le Brésil, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique, le Portugal et São Tomé-et-Príncipe. Elle a été créée en juillet 1996, lors de la 1re Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays de langue portugaise, à Lisbonne. Après son indépendance en 2002, le Timor-Leste est devenu le huitième État membre de la Communauté.

Les langues les plus parlées dans le monde

Langue	Diffusion (pays)	Locuteurs (millions) (*)	Internet (% internautes) (**)	Apprentissage** (heures)	Difficulté d'apprentissage
Anglais	45	508	0,36	500	Accessible
Français	33	129	0,04	–	–
Arabe	21	246	0,01	1 200	Très difficile
Espagnol	20	392	0,09	600	Accessible
Portugais	7	191	0,04	600	Accessible
Mandarin	3	1 070	0,14	1 200	Très difficile
Hindi	2	497	NC	1 200	Très difficile

Source : www.journaldunet.com/management/dossiers/040643langues/tableau.shtml,
(*) Sidney Culbert, University of Washington, 1998. (**) Pour des Français. Source : Global Reach, 2004.

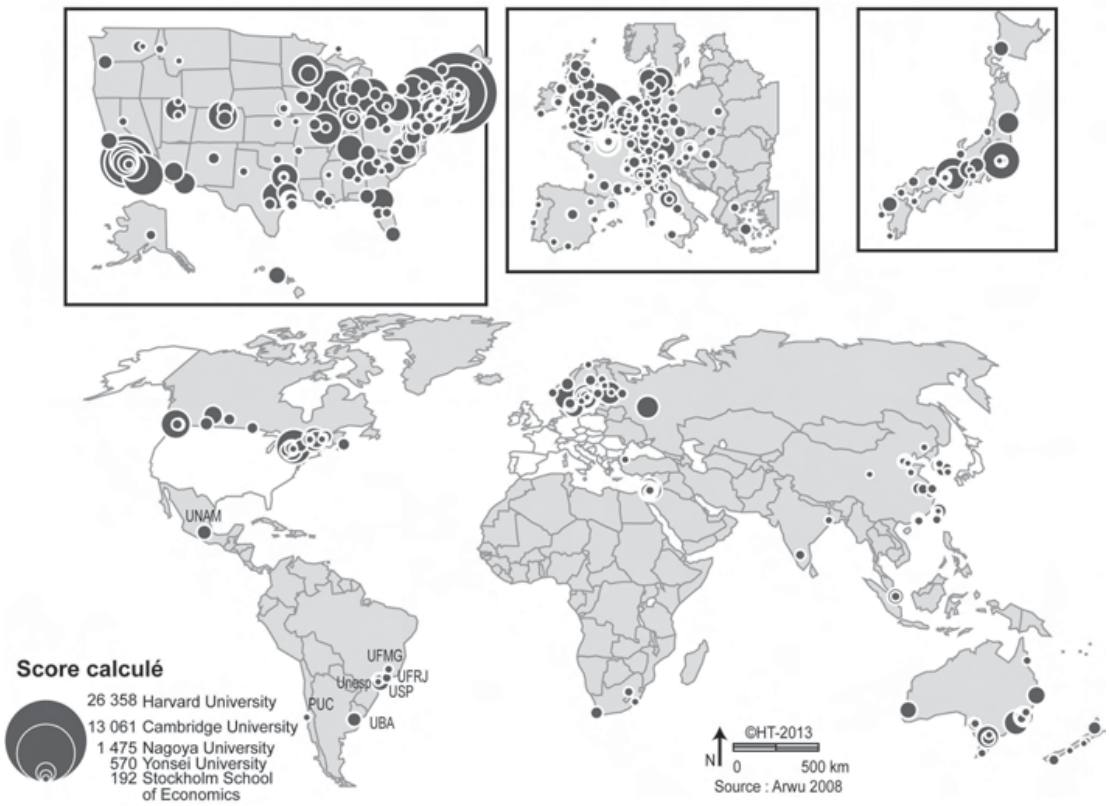
Autre aspect du *soft power* brésilien, le rayonnement de ses universités, pour lequel on dispose d'un instrument de mesure, car malgré les polémiques qui ont entouré l'utilisation du classement dit « de Shanghai[4] », celui-ci a fini par s'imposer, au moins pour la recherche. Et après avoir examiné les résultats des classifications qui se veulent ses concurrentes[5], on ne peut qu'être frappé par leur convergence, par le fait que les images que l'on peut construire en reportant – sans *a priori* – leurs résultats sur des cartes sont relativement semblables, à quelques détails près, à celle de ce classement souvent contesté (figure n°5).

Les images globales – les concentrations des « bons » établissements dans les trois mégalopoles, leur rareté ailleurs – sont très semblables et l'analyse cartographique le fait ressortir de façon éclatante. En outre, l'analyse montre qu'une nouvelle génération de régions et de pays « émergents » – dont le Brésil – se fraie un chemin jusqu'au groupe de tête, ce qui annonce peut-être de futurs rééquilibrages. On ne peut que le souhaiter car, dans ce domaine comme dans bien d'autres, les efforts tendant vers la variété, le pluralisme et le pluricentrisme sont bienvenus.

4. Dont le nom officiel est ARWU (*Academic Ranking of World Universities*) Depuis 2003, l'Institute of Higher Education de la Shanghai Jiao Tong University classe annuellement les principales universités mondiales en fonction de leurs résultats de recherche, avec pour seule ambition de produire un classement « fondé sur des données internationalement comparables et que chacun pourrait vérifier ».

5. Hervé Théry, « Palmarès des Universités mondiales, "Shanghai" et les autres », *M@ppemonde* N° 96 (4-2009).

Figure n° 5 : Classements d'Universités

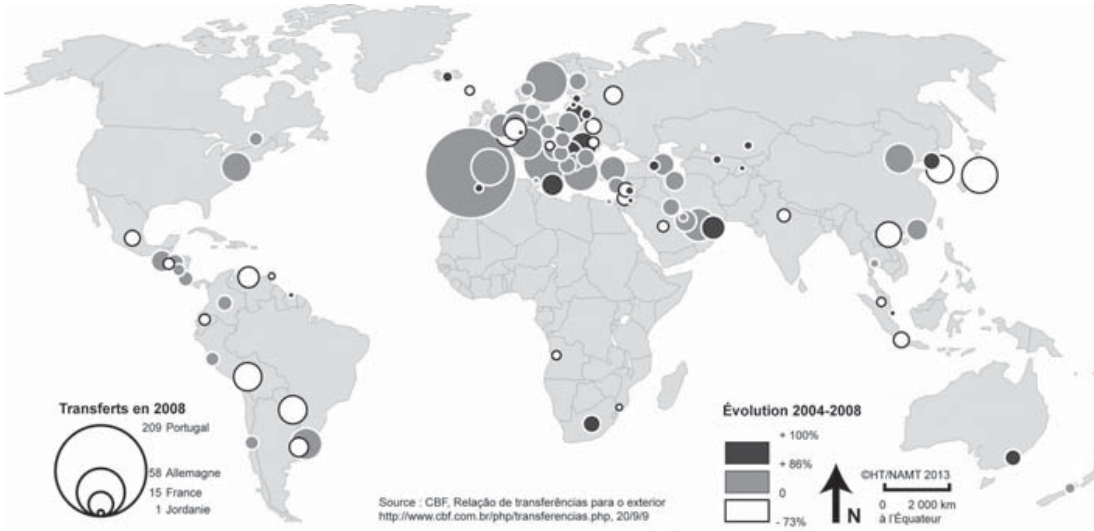


Enfin, et malgré la déception de la Coupe du Monde 2014 (où beaucoup de Brésiliens imaginaient pouvoir gagner facilement, à domicile, un 6e titre mondial), dans un domaine au moins la supériorité du Brésil n'est pas contestée, le *futebol*, comme en témoignent ses exportations de joueurs dans le monde entier.

Près d'un millier d'entre eux ont rejoint des clubs de 80 pays du monde entier. Le pays qui en a accueilli le plus est le Portugal, pour des raisons linguistiques évidentes, mais on en a vu aussi partir au Japon, en Corée, et d'autres vers des pays plus exotiques pour des Brésiliens (d'autant que la plupart des joueurs sont d'origine populaire et bien peu préparés à la vie à l'étranger) : en Indonésie, au Vietnam, en Chine, en Azerbaïdjan, en Finlande, etc.

On notera qu'entre 2004 et 2008, alors que leur nombre a diminué dans les pays voisins, en Corée du Sud et au Japon, il a au contraire augmenté particulièrement vite en Afrique du Sud, dans les pays du Golfe et surtout en Europe orientale, pays dont le rôle international s'est affirmé dans ces années : même dans ce domaine ludique (mais qui est aussi et de plus en plus un business) il est clair que la position du Brésil dans la mondialisation se renforce.

Figure n° 6 : Exportations de joueurs de football



« Le Brésil n'est pas un pays pour débutants[6]. » : cette phrase souvent citée du musicien et « père » de la *bossa-nova*, Tom Jobim, affirme de façon ironique que le Brésil est plein de complexités, pas toujours apparentes à première vue, qui peuvent révéler des pièges pour les néophytes (ou des étrangers sans méfiance) et – par conséquent – ne tolère pas les analyses simplistes. C'est notamment vrai pour les observateurs brésiliens, qui doivent prendre conscience que leur pays va devoir se donner les moyens d'assumer sa nouvelle place géopolitique dans le monde, mais c'est aussi vrai pour le reste du monde, qui doit apprendre à mieux l'y situer, au-delà des clichés anciens et nouveaux.

Le Brésil peut en effet jouer sur deux tableaux, voire trois, en mettant l'accent tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre. D'un côté, il tente de maximiser ses avantages, notamment de grand producteur de produits agricoles et de biocarburants, de minimiser ses fragilités, principalement sa dépendance technologique et financière. De l'autre, certains secteurs de l'État et plus encore des ONG sollicitent l'aide – voire la charité – internationale pour des populations pauvres, Indiens ou *favelados*. Enfin, d'autres secteurs du même État, notamment ses diplomates, tentent d'animer des dynamiques de recomposition des équilibres mondiaux et d'améliorer la positions du Brésil par rapport aux autres pays, en tenant des discours différents aux pays plus développés d'un côté, aux pays pauvres de l'autre, en jouant de sa situation intermédiaire.

Cette ambivalence est bien apparue dans les grandes réunions internationales où le Brésil se voit et agit comme un des chefs de file des revendications des pays du sud (G20, G33…). Ce fut notamment le cas à la réunion

6. « *O Brasil não é para principiantes.* »

de l'OMC à Cancún, en 2003, où il a largement contribué à bloquer la réunion en organisant la résistance des pays du Sud et à empêcher un accord qui semblait acquis. Il n'y a malheureusement guère eu de suites, ni lors du naufrage de la négociation de Doha, ni dans les autres forums internationaux, ni dans des initiatives sur la lutte contre la faim, un temps appuyée par Lula et Jacques Chirac. Les pays partenaires ont fait remarquer – avec l'exquise politesse des diplomates – que le Brésil devrait peut-être méditer sur l'échec de son programme *Fome Zero* (« Zéro faim », inclus sans gloire et sans bruit dans les programmes d'assistance existants) avant de donner des leçons au reste du monde...

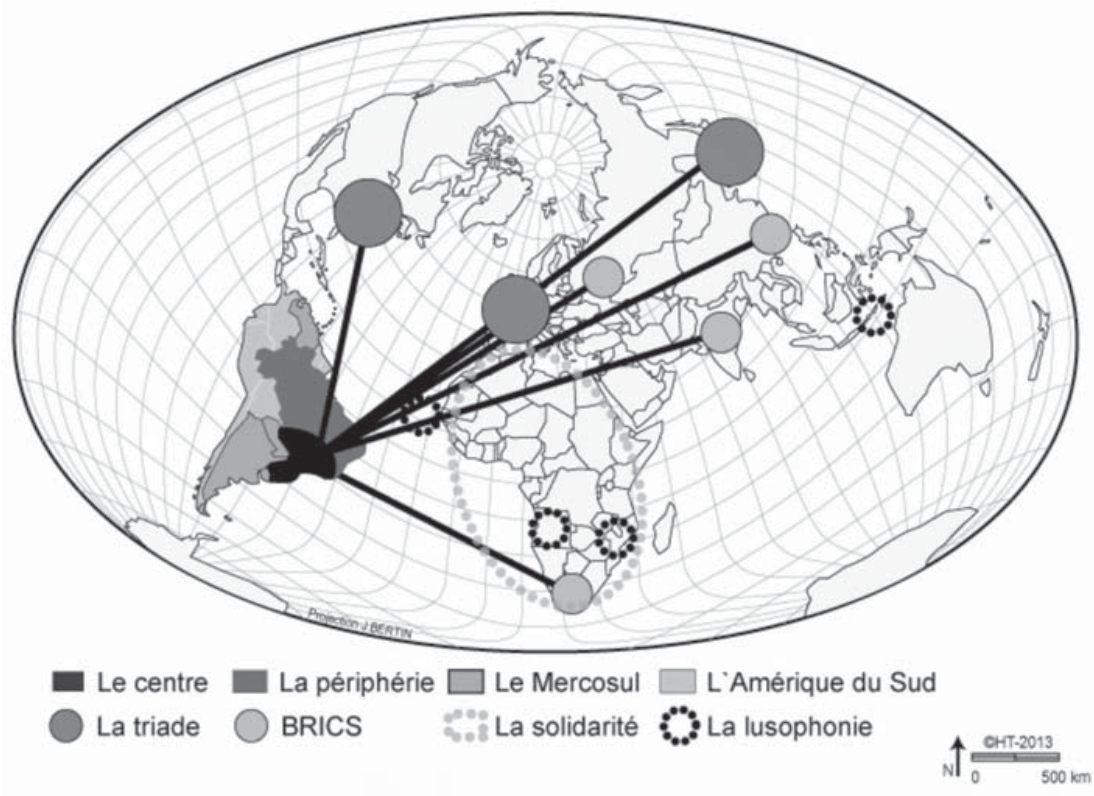
Dans le même temps, le Brésil revendique, comme puissance émergente, un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU. Il n'a pas obtenu grands succès de ce côté, ses démarches sont contrariées par les ambitions et les contre-manœuvres de son voisin argentin, ou encore du Mexique. Il est peu probable qu'elles aboutissent, le Brésil ne peut guère prétendre réussir là où l'Allemagne ou le Japon ont échoué. Les efforts faits pour placer des Brésiliens à la tête de grands organismes internationaux ont également échoué, en partie faute de recueillir l'accord de ses voisins, qui sont aussi ses concurrents. Les deux exceptions notables ont été la récente élection du « père » du programme *Fome Zero* déjà cité, José Graziano, à la tête de la FAO en juin 2011 et de Roberto Azevedo à l'OMC en mai 2013 (où il représentait le Brésil depuis 2008).

Ces revers dans la diplomatie multilatérale, malgré l'effort consenti en envoyant des troupes pour maintenir l'ordre en Haïti (et ainsi payer son ticket d'accès au rang des pays qui comptent dans les relations internationales), illustrent bien la position ambiguë du Brésil, pays émergent, situé à la fois dans le peloton de tête des grandes économies mondiales et encore pays sous-développé par bien des aspects. En fait, le Brésil a acquis un poids spécifique considérable, par sa population (plus de 190 millions d'habitants), par la puissance de son agro-industrie et de son appareil industriel sans équivalent dans l'hémisphère sud, par son rayonnement culturel et sportif. Mais il n'a pas encore trouvé sa place : ni dans la cour des grands, où il pèse peu, ni comme leader des petits, où les plus pauvres le trouvent trop gros, et où les autres pays émergents jouent leur propre jeu, chacun pour soi.

Pour conclure on peut rapprocher trois citations d'un poète, humoriste, auteur dramatique, dessinateur et producteur impénitent d'aphorismes paradoxaux, Millôr Fernandes, toutes trois sont tirées de la même page (page 65) de sa *Bíblia do Caos* (2002), un recueil alphabétique de citations tirées de toute son œuvre, sous l'entrée « Brésil » :

- « Le Brésil est condamné à l'espérance. »
- « Le Brésil est la preuve que la géographie n'est pas un destin. »
- « C'est le pays où l'on a le plus de chances de pouvoir créer un monde entièrement nouveau. Le chaos y abonde. »

Figure n° 7 : Le monde vu du Brésil



La première fait écho à l'affirmation « Brésil, pays d'avenir », que certains prolongeaient malicieusement « et qui le restera toujours ». Ce n'est manifestement plus vrai, mais être condamné à l'espérance, donc tourné vers un avenir meilleur, n'est pas le pire sort qu'on puisse imaginer.

À la deuxième, on pourrait ajouter « … mais elle y aide bien », car il est clair que Millôr sous-entendait que la géographie (si l'on entend par là un vaste territoire et des ressources naturelles abondantes) ne devient un destin que si l'on sait la mettre en valeur de façon rationnelle, prudente et équitable.

La dernière souligne que le vrai potentiel du Brésil, sa vraie richesse, c'est la capacité d'improvisation de ses habitants, habitués depuis toujours à improviser, à survivre et prospérer dans la bonne humeur au milieu de crises constantes. C'est un atout essentiel dans le monde chaotique où nous vivons.